

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DES AFFRANCHISSEMENTS

ENTRE VIFS

DROIT FRANÇAIS

LA TRAITE

AU POINT DE VUE DU DROIT DES GENS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Édouard COUVE

Avocat à la Cour d'appel de Paris.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1889



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

Châteauroux. — Typographie et Stéréotypie A MAJESTÉ.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DES AFFRANCHISSEMENTS
ENTRE VIFS

DROIT FRANÇAIS

LA TRAITE
AU POINT DE VUE DU DROIT DES GENS

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 12 juin 1889, à 1 heure

PAR

Édouard COUVE

Avocat à la Cour d'appel de Paris.

PRÉSIDENT: M. RENAULT

SUFFRAGANTS: { MM. DESJARDINS
LYON-CAEN
ESMEIN } *Professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1889



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



DROIT ROMAIN

DES

AFFRANCHISSEMENTS ENTRE VIFS

INTRODUCTION

L'histoire des formes de l'affranchissement entre vifs est intimement liée à l'histoire de Rome ; les changements qui surviennent dans les conditions sociales et politiques de l'Empire expliquent et justifient les modifications qui interviennent dans les divers procédés de manumission. Entouré, au début, de conditions sévères et de strictes formalités, l'affranchissement devient peu à peu plus facile, à mesure que des mœurs plus douces et qu'une littérature plus clémentine aux humbles y pousse davantage, à mesure aussi que la manumission aura un effet moins complet, car, dans la plupart des cas, à partir du règne d'Auguste, elle ne donnera plus que la liberté, sans y joindre le droit de cité.

De même, dans les conséquences qui sont le résul-

tat direct de l'affranchissement, on peut remarquer que la législation de Justinien revient au système du droit primitif; le dernier terme de l'évolution nous ramène au point de départ; de même qu'aux premiers siècles de Rome, tout affranchissement conférait la qualité de citoyen romain, de même sous Justinien, toute manumission confère le droit de cité, non plus romaine, il est vrai, mais byzantine; le résultat est le même, les motifs sont différents; au début, le peuple romain est peu nombreux et sent le besoin de s'agrandir par l'infusion d'un sang nouveau; il exerce, du reste, un contrôle effectif sur les nouveaux membres qu'il admet dans son sein; sous Justinien, l'Empire romain est si vaste, il comprend tant de nations et de si diverses, qu'il n'y aura plus d'intérêt à refuser aux anciens esclaves une qualité si répandue.

Avant d'entrer dans le détail des divers procédés de manumission entre vifs, il est peut-être bon de signaler certains points qui leur sont communs et qui les différencient des affranchissements par acte de dernière volonté.

1° Au cas où un esclave est affranchi entre vifs, il garde son pécule, à moins que le maître n'ait formellement exprimé une volonté contraire; au cas où il est affranchi par acte de dernière volonté, on applique la règle inverse (Inst. II, 20, § 20; fragm. Vatic., § 261). En effet, appliquer aux affranchissements tes-

tamentaires la même règle qu'aux manumissions entre vifs, c'eût été priver l'héritier d'une partie de la succession, et cela par simple présomption, sans une manifestation expresse de la volonté du testateur.

2° Tandis que la manumission testamentaire supporte l'apposition d'un terme ou d'une condition, peut être faite *ex die* ou *sub conditione*, l'affranchissement entre vifs doit toujours être pur et simple. En effet, le cens ou la vindicte, c'est la déclaration que l'esclave est actuellement libre, déclaration faite par le maître, dans le premier cas, à laquelle le maître adhère, dans le second. Cette règle n'est point cependant absolue en ce qui concerne la *manumissio vindicta* ; cette forme comporte un terme ou une condition, pourvu qu'ils ne soient pas insérés dans la formule de l'acte juridique qui consiste dans l'affirmation d'un fait actuel avec lequel ils se trouveraient en contradiction ; c'est ainsi que Marcellus nous cite le cas d'un maître affranchissant son esclave par la vindicte, sous la condition tacite que la *manumissio* ne sera effective qu'au cas où son esclave lui survivra (loi XV, *Dig. XL, 1*).

La formule de la *manumissio vindicta* ne comportait, nous venons de le voir, aucune modification par l'apposition d'une modalité ; c'était un acte essentiellement formaliste qui ne pouvait engendrer qu'un seul effet, la concession de la liberté ; et cependant,

très souvent, les esclaves affranchis de cette manière s'engageaient, vis-à-vis de leur ancien propriétaire, à certains services ou à certaines prestations ; l'*obligatio operarum* était une condition fréquente mise à l'affranchissement ; c'est que l'esclave ici ne s'engageait pas, au cours de l'acte même ; c'était une sorte de pacte accessoire ; avant de l'affranchir, le maître faisait promettre à l'esclave qu'une fois libre, il s'engagerait vis-à-vis de lui de telle et telle manière ; la *manumissio* faite, l'esclave renouvelait sa promesse ; mais, comme le fait remarquer M. Ihering (*de l'Esprit du droit romain*, IV, p. 139), c'était là un acte qui ne relevait que de sa conscience.

Il est un mode d'affranchissement dont nous n'avons point parlé, à cause de son extrême rareté : c'est la *manumissio* par adoption ; les *Institutes* la citent, en passant, comme un vieux souvenir : « *Apud Catonem bene scriptum refert antiquitas servos, si a domino adoptati sint, ex hoc ipso posse liberari.* » (Inst. I, XI, 12.) On comprend que les difficultés qui entravaient ce procédé, l'aient rendu très peu fréquent ; il n'eût été utile d'y recourir que si l'on avait pu, par là, débarrasser l'ancien esclave de sa qualité d'affranchi et l'assimiler à un ingénu ; mais il n'était pas permis de frauder la loi de cette manière (Aulu-Gelle, V, 19).

CHAPITRE PREMIER

MANUMISSIO CENSU

Le premier mode d'affranchissement que nous rencontrons dans l'ordre historique est la *manumissio censu*¹. Le cens est le recensement quinquennal des citoyens romains et de leurs biens ; il date de Servius Tullius. La déclaration que fait, sous la foi du ser-

1. Cette opinion n'est pas universellement admise ; elle nous paraît résulter de ce fait que la *manumissio vindicta* est une forme plus simple, plus commode, plus souple ; il n'est pas vraisemblable qu'après avoir eu à sa disposition un mode d'affranchissement dont il pouvait user tous les jours, le peuple romain en ait inventé un dont il ne pouvait se servir que tous les cinq ans ; de plus, le contrôle populaire s'affirme d'une façon moins directe, dans la *manumissio vindicta*, et comme nous le voyons, à propos des autres actes juridiques auxquels était imposée cette garantie, elle va en diminuant, à mesure que l'augmentation du nombre des citoyens rend le contrôle plus difficile ; ce qui constitue une raison de plus d'admettre l'antériorité de l'affranchissement *censu*. L'*in jure cessio* est une forme trop flexible pour qu'on puisse lui attribuer une très ancienne existence ; comme le fait remarquer M. Ihering, la *manumissio vindicta* serait dans le même rapport avec la *manumissio censu* que le testament *per mancipationem* avec le testament dans les comices qui ne pouvait avoir lieu que deux fois par an. (*De l'esprit du droit romain*, I, p. 222.)

ment, chaque père de famille des personnes qui la composent et des biens qu'il possède, se nomme *professio censualis* (*Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, CENSUS). Tout citoyen qui négligeait de faire les déclarations prescrites, tombait en esclavage, lui et sa *familia* étaient vendus au profit de l'Etat (Cicéron, *Pro Cæcina*, XXXIV, 99). Par contre, un citoyen romain qui veut affranchir un de ses esclaves n'a qu'à le faire inscrire sur les registres du cens : ¹ « *Censu quoque manumittebantur qui lustrali censu Romæ jussu dominorum inter cives romanos profitebantur*, » nous dit Ulpien (I, 8) ; l'esclave devient du même coup libre et citoyen.

La question s'est posée de savoir à partir de quel moment l'esclave acquérait cette liberté ; devient-il libre dès qu'il est inscrit sur les registres du cens, avec le consentement de son maître, ou lui faut-il attendre que le *lustrum*, cérémonie religieuse qui accompagnait la fermeture du cens, eût eu lieu ? On ne peut faire que des conjectures sur cette question qui était encore discutée, au III^e siècle, ainsi que nous l'apprend Dosithée dans sa *disputatio forensis de manu-*

1. Il est des personnes pour lesquelles le consentement du maître n'est point exigé ; ce sont ceux qui se trouvent *in mancipio*, quand ils voudront obtenir la liberté par la voie du cens ; à ce principe, nous dit Gaius, (I, 140) il est apporté deux exceptions : au cas où le père a donné son fils *in mancipio*, à la condition qu'il lui serait remancipé, et aussi dans l'hypothèse où la situation du fils serait le résultat d'un abandon noxal fait par le père.

missionibus (§ 17). Ce qui nous semble le plus probable, c'est que l'esclave était libre dès qu'il était inscrit sur les registres du censeur, et que la publicité du lustre n'était exigée que pour garantir l'esclave contre le désaveu qu'aurait pu faire le maître de son consentement (Wallon, *Histoire de l'esclavage*, II, p. 388, et Blair, *An inquiry upon slavery among Romans*, p. 162).

Ce mode de manumission avait pour les Romains un grand avantage, en ce sens que l'affranchissement était soumis à un contrôle officiel, puisqu'il se passait au cours d'un acte public ; la nation tout entière était intéressée à ce contrôle, puisqu'il s'agissait d'augmenter le nombre des citoyens. Mais, au point de vue de la commodité, l'affranchissement par le cens avait de grands inconvénients. D'abord impossibilité d'affranchir dans les intervalles du cens, et cet intervalle était fort long puisque le cens n'avait lieu que tous les cinq ans ; de plus, le cens n'avait lieu qu'à Rome, et les habitants des villes d'Italie ne pouvaient recourir à ce mode de manumission.

Aussi pense-t-on généralement que l'on abandonna d'assez bonne heure ce procédé d'affranchissement et que, dès le commencement de l'empire, il ne fut plus possible d'y recourir, l'opération du cens étant tombée en désuétude. Il nous paraît à peu près certain qu'en fait ce mode de manumission fut laissé de côté

de fort bonne heure, car on eut bientôt des manières d'affranchir beaucoup moins compliquées. Mais est-il exact qu'en droit, dès le début de l'empire, il ne fut plus possible d'affranchir par la voie du cens ?

L'opinion qui soutient l'affirmative s'appuie sur deux textes : un passage de *Censorinus* (*De die natali*, XVIII) et surtout sur le passage d'Ulpien que nous avons relaté plus haut (I, 8) ; Ulpien, dit-on, ne parle de l'affranchissement par le cens qu'au passé, c'est-à-dire comme d'une institution qui n'existe plus ; mais outre qu'on peut dire que le cens n'était pas tellement tombé en désuétude puisqu'encore, sous Décius, Valérien fut nommé censeur, que Gaius qui n'est pas de beaucoup antérieur à Ulpien, en parle comme d'une institution actuelle, on a trouvé récemment des passages de Paul et d'Ulpien lui-même qui sont en contradiction formelle avec l'opinion qu'on tire du passage des règles d'Ulpien. Sur des lambeaux de papyrus trouvés en Egypte, acquis, en 1882, par le musée du Louvre, déchiffrés par M. Dareste et commentés par M. Esmein, on a découvert ces textes : ce sont des notes de Paul et d'Ulpien sur les *Responsa Papiniani*, ainsi que l'a prouvé M. Esmein ; or ces textes parlent du cens comme d'une institution encore existante. « En réalité, l'institution dormait plutôt qu'elle n'était abrogée ; la volonté du maître pouvait à tout

moment la tirer de son long sommeil, bien qu'elle ne présentât plus aucune utilité. » (Esmein, *Mélanges*, *Droit romain*, p. 356.)

Voici quelle est l'hypothèse que visent ces textes : un père de famille qui est *incensus*, a affranchi un esclave ; il l'affranchit avant d'avoir été légalement déclaré *incensus*, avant même d'avoir été mis en accusation ; on se demande si cet esclave est libre ; oui, dit Papinien, car jusqu'à ce que l'accusation l'ait suspendu, le maître conserve intact le droit d'affranchir ; mais, ajoute-t-il : « *Manumissi quoque similiter ut patronus incensorum crimine tenebuntur*, » on ne voit pas très bien pourquoi ces esclaves, qui paraissent innocents, seront tenus de la même peine que leur propriétaire ; l'explication nous est donnée par le texte d'Ulpien qui suit le passage de Papinien, « *qui autem manumissi erant census tempore nec fuerint libertatem professi* ; » l'esclave a été affranchi avant l'ouverture du *cens* ou depuis son ouverture ; mais avant que le *lustrum* ait mis fin aux opérations du *cens*, il a négligé de se faire inscrire sur le registre du censeur, probablement, comme le dit M. Esmein, pour ne pas attirer l'attention du censeur sur son propriétaire ; c'est cet esclave-là seulement qui sera puni de la peine des *incensi* ; Paul appuie encore sur l'opinion d'Ulpien, en ajoutant dans sa note qu'on ne pourrait pas faire rentrer, dans ce cas, celui qui est affranchi

après la clôture du *lustrum* ; en effet, il n'a pas été à même de faire sa déclaration ¹.

L'impression qui se dégage de ces textes, c'est qu'on envisage une hypothèse qui aurait pu se présenter ; il est vrai que le cens était tombé en désuétude, mais il n'était pas légalement aboli, et il suffisait du caprice d'un empereur ordonnant d'y procéder, pour le remettre en vigueur.

1. Voici les textes, tels qu'ils ont été rétablis par M. Esmein:

*Servus ab eo qui non condit censum
ante crimen inlatum manumissos
ad libertatem pervenire placuit; manu
missi quoque similiter ut patronus
incensorum crimine tene
buntur.*

ULPIANUS. — *Qui autem manumissi erant census tempore
nec fuerint libertatem professi.*

PAULUS. — *Si cluso censu manumissi sunt
nec postea census actus est in cen
sorum pœnis non tenebuntur.*

PAULUS. — *Quare ipsi si cluso censu manu
missi sunt suam libertatem profiteri non possunt.*

CHAPITRE II

MANUMISSIO VINDICTA

Le second mode d'affranchissement entre vifs, la *manumissio vindicta*, constitue une notable amélioration sur le premier ; à deux points de vue, elle est préférable à la *manumissio censu* ; elle est toujours à la portée de celui qui veut affranchir, elle produit immédiatement tous ses effets. Nous allons examiner successivement quelles sont ses formes, qui peut y recourir et quel est le magistrat qui peut y procéder.

La vindicte est une imitation de la *liberalis causa* telle qu'elle s'engageait dans la procédure des *legis actiones* (Accarias, I, 135) ; ce nom lui vient de ce qu'on avait coutume de s'y servir de la lance nommée vindicte qui est le symbole de la propriété, dans tous les procès en revendication (Gaius, IV, § 16, et Aulu-Gelle, XX, 10) ; mais cette étymologie a été très discutée : on a émis l'opinion, qui ne rencontre plus aujourd'hui d'adeptes, qu'il fallait admettre l'origine indiquée par

Tite-Live (II, 5); le nom de vindicte viendrait d'un certain Vindicius, esclave de Vitellius, qui, pour avoir découvert la conjuration des fils de Brutus, fut, le premier, affranchi de cette manière; on ne saurait adopter cette opinion, car Vindicius fut affranchi par une décision directe du Sénat ou des magistrats.

La *manumissio vindicta* se présente sous la forme d'un procès fictif; il se règle, à Rome, devant le tribunal du prêteur comme toutes les questions de liberté.

Le maître qui veut affranchir son esclave se présente, accompagné de ce dernier et d'un *assertor libertatis*, devant le magistrat : l'*assertor libertatis* prononce ces paroles : « *Hunc hominem liberum esse aio ex jure Quiritium*; » le maître, au lieu de prendre la parole pour contredire cette assertion, comme cela aurait lieu si le procès était sérieux, se tait, et, par ce silence, acquiesce à la déclaration que vient d'émettre l'*assertor*; le magistrat déclare alors que l'esclave est libre. La présence de l'*assertor* est nécessaire, car un esclave ne peut ester en justice (loi CVII, *De reg. jur.*, L. 17); celle de l'esclave qui, au premier abord, peut paraître inutile, est aussi nécessaire, car, dans tout procès en revendication, la loi veut que la chose revendiquée soit présente *in jure*. De même que, dans l'affranchissement *censu*, la coopération du peuple se manifestait par l'intermédiaire du censeur, de même elle se manifeste ici par l'intermédiaire du

magistrat. Ce n'est pas seulement avec des paroles solennelles qu'avait lieu la manumission, elle était accompagnée d'actes matériels et symboliques dont nous parlent des textes qui, probablement, ne comprennent plus leur exacte portée, à l'époque où ils sont écrits.

Les auteurs latins nous racontent que l'esclave devait tourner sur lui-même (Perse, *Sat.* V), que son maître tenait la main sur son épaule ou lui donnait un soufflet ; ceci ne constitue que les diverses manifestations d'un symbole ; ainsi, quand l'esclave tourne sur lui-même, « le changement de sa position extérieure » (*status* dans le sens naturel) était le signe du changement dans sa position intérieure (*status* dans le sens juridique) » (Ihering, III, 199). Si le maître tient la main sur son épaule, puis la lève dès que la formule est prononcée, c'est pour indiquer que cette puissance qu'il détenait encore avant l'émission des paroles solennelles, il vient de l'abandonner, (Ihering, III, 268) ; si, enfin, au début du procès, l'esclave reçoit un soufflet de son propriétaire, c'est encore une manière pour celui-ci d'affirmer sa puissance ; le but est probablement de fournir, à la vue de cet acte, l'occasion à l'*assertor libertatis* de prononcer les mots : *hunc hominem liberum esse aio ex jure Quiritium*, et de donner lieu ainsi à l'ouverture du procès ; on a dit aussi que le soufflet voulait dire que c'était la dernière fois

que l'esclave recevait cet affront, mais nous préférons la première interprétation. Quelques textes sont en désaccord avec ces deux explications : ils semblent dire que c'est du licteur que l'esclave recevait ces coups symboliques ; il est fort possible qu'il en fût ainsi, à une époque où s'était perdu le souvenir du sens de ces traditions primitives ; les anciens usages s'étaient peu à peu corrompus.

Bien que beaucoup plus commode que l'affranchissement *censu*, la *manumissio vindicta* ne pouvait se prêter à toutes les hypothèses ; supposons que celui qui veut affranchir soit sourd ou muet ; s'il est sourd, il ne pourra recourir à la vindicte, car il ne peut entendre les paroles que prononcera l'*assertor libertatis* ; s'il est muet, il ne le pourra pas non plus, car son silence forcé n'est point un véritable acquiescement ; *mutus et surdus servum vindicta liberare non possunt*, nous dit Paul (*Sent.* IV, 12, § 2) ; mais, en même temps, il nous indique le moyen de remédier à cet inconvénient : *ut autem ad justam libertatem pervenire possit, conditione venditionis excipi potest* ; le sourd ou le muet vendra cet esclave à une autre personne, sous la condition que l'acheteur l'affranchira ; il paraît même que quand l'utilité s'en faisait sentir, on prit l'habitude de passer par-dessus les exigences de l'ancien droit et de permettre au sourd et au muet la *manumissio vindicta*, s'il faut en croire les paroles de Celsus, telles

qu'elles nous sont rapportées par Ulpien (loi I, *Dig.* XL, 9).

Un autre inconvénient de l'affranchissement *vindicta*, c'est que, devant avoir lieu oralement entre les parties, il ne peut se produire *inter absentes* ; la femme ne peut suppléer son mari, et on ne peut agir par *procurator*, quand il s'agit de la vindicte (loi III, Code VII, 1).

Si la présence du maître est nécessaire, celle de l'esclave l'est aussi ; mais il suffira de leur présence pour que plusieurs puissent être affranchis du même coup (loi XV, § 2, *Dig.*, XL, 2), et peu importe qu'ils comprennent ou non ce dont il s'agit, que leur âge leur permette ou non de s'en rendre compte (Gaius, II, 25) ; comme c'est un acte solennel, on s'attache à l'existence de la solennité et non à l'idée que peuvent s'en faire ceux qui y participent ; comme le dit Julien : *plus enim in re est quam in existimatione*, et il prononce ces paroles, à propos d'une question qui montre bien la prépondérance de la forme dans l'acte dont nous parlons ; un maître affranchit un esclave, bien qu'il croie que cet esclave ne lui appartient pas ; cet esclave n'en est pas moins libre ; et même si cet esclave pensait qu'il n'appartient point à celui qui l'affranchit, il n'en serait pas moins libre ; de même si le maître et l'esclave sont l'un et l'autre dans l'erreur, et si l'un ne croit pas être l'esclave du maître, ni l'au-

tre le maître de l'esclave (loi IV, § 1. *Dig.*, XL, 2).

Ce n'est pas devant n'importe quel magistrat que peut avoir lieu la *manumissio vindicta* : il faut pour cela un magistrat d'un rang élevé, capable de procéder à une *legis actio*, c'est-à-dire ayant à la fois l'*imperium* et la *juridictio* (Giraud, *Essai sur l'histoire du Droit français au moyen âge*, I, 315) ; c'est ainsi que Paul nous dit que les magistrats municipaux ne pourront procéder aux émancipations et aux affranchissements, que si le droit à la *legis actio* leur a été conféré (*Sent.* II, XXV, § 4) ; c'est ainsi que le délégué du proconsul ne pourra procéder à la *manumissio vindicta*, à moins qu'il n'ait reçu une délégation spéciale : *apud legatum vero proconsulis nemo manumittere potest, quia... non est apud eum legis actio* (lois II, III et XIII, *De off. pr. et leg.*) Ceux qui, de plein droit, pourront procéder à la vindicte, sont des magistrats comme le préteur et le consul à Rome, et en province le proconsul, le *præses*, le *præfectus* : *vindicta manumittuntur apud magistratum præsidemve, velut consulem, proconsulem*, nous dit Ulpien (I, 7) ; ce texte d'Ulpien a été interprété par Unterholzner ; ce dernier prétend que *præsidemve*, dans la phrase que nous venons de citer, ne constitue qu'une série d'abréviations et il l'interprète ainsi : (*magistratum*) *Populi Romani Apud quem Est juris Dictio Imperium VE* ; l'hypothèse est tout au moins ingénieuse.

La *manumissio vindicta* ne rentre pas dans la juridiction contentieuse, mais dans la juridiction gracieuse du magistrat, ce qui fait qu'il peut y procéder, même quand il ne siège pas; on peut lui demander son concours quand il se rend au théâtre ou au bain (loi VII, *Dig.*, XL, 2); il n'est pas nécessaire non plus que le président soit parvenu dans la province qu'il doit administrer, pour qu'il puisse procéder à l'affranchissement: il suffit qu'il soit sorti des murs de Rome pour pouvoir exercer une juridiction gracieuse (loi II, pr. *Dig.*, I, 16).

Ce n'est pas seulement ce caractère de juridiction gracieuse qui donne plus de latitude à la manière dont on peut opérer la manumission; à mesure que les années s'écoulaient, on oublie davantage les raisons pour lesquelles on avait prescrit des formes solennelles et on prend peu à peu l'habitude de s'en passer, ou tout au moins de les atténuer dans une large mesure; on n'arrive pas du premier coup à ce qui se passait du temps d'Hermogénien, qui nous raconte que l'affranchissement se fait par les licteurs, sans que le maître parle, et les paroles sont supposées, bien que personne ne les prononce (loi XXIII, *Dig.*, XL, 2); ce devait être là le résultat d'une lente évolution, car le peuple romain était trop conservateur pour briser tout à coup le moule des vieilles formes juridiques; déjà Ulpien traitait toutes ces formalités comme sans

grande conséquence ; il nous raconte que, se trouvant à la campagne, il laissa un préteur procéder à l'affranchissement, bien qu'il n'y eût point de licteurs présents (loi VIII, *Dig.*, XL, 2).

Il est à remarquer que tout le monde n'a pas besoin de recourir au magistrat, pour procéder à l'affranchissement : il suffit que la qualité de propriétaire et de magistrat réside dans la même personne, pour que cette personne puisse affranchir par la vindicte, sans recourir à une intervention étrangère ; Julien nous dit avoir usé de cette prérogative durant son consulat et sa préture (loi V, *Dig.*, XL, 2) ; le magistrat, s'il est tuteur, peut, à la fois, autoriser son pupille à affranchir et procéder à l'affranchissement (loi I, *Dig.*, XL, 2) ; quant à l'empereur, en vertu de son pouvoir absolu, il peut affranchir sans même recourir à l'acte symbolique de la baguette ; sa simple volonté suffit pour changer un esclave en homme libre (loi XIV, § 1, *Dig.*, XL, 1).

Une décision bizarre est celle du *principium* de la loi que nous venons de citer ; un magistrat ne pourrait affranchir par la vindicte un de ses esclaves devant un magistrat du même rang que lui ; il faudrait que le magistrat devant lequel il se présente, fût d'un rang supérieur ; cette décision est d'ailleurs corroborée par la loi XVIII, § 1, *Dig.*, XL. 2. Comment expliquer que le magistrat, compétent pour affranchir n'importe quel

esclave, même le sien, ne le soit plus, quand il s'agit de l'esclave d'un de ses collègues ?

A une époque où les affranchissements étaient devenus très nombreux, il eût peut-être été difficile, pour l'affranchi, de retrouver à un moment donné ceux qui avaient été témoins de son affranchissement, bien que les solennités qui accompagnaient cette cérémonie fussent de nature à en perpétuer le souvenir ; aussi, avait-on pris l'habitude de donner à l'esclave un *instrumentum manumissionis* constatant son affranchissement ; ceci, du reste, n'ôtait en rien à l'ancien esclave la faculté de prouver sa libération d'une autre manière, car cet acte, on aurait pu ne pas le lui avoir donné ou il aurait pu l'avoir égaré (loi XXV et XXVI, Code VII, 16).

Ce n'étaient pas seulement des particuliers qui possédaient des esclaves, et pouvaient concevoir le désir de les affranchir ; les villes, les collèges, les corporations en avaient de fort nombreux. L'ancien droit ne leur donnait aucun moyen de les affranchir ; ils ne pouvaient recourir au cens qui exigeait la présence du maître présentant l'esclave au censeur, pour lui demander de l'inscrire sur ses registres, et qui ne pouvait avoir lieu par procureur ; ils ne pouvaient non plus appeler à leur aide la *manumissio vindicta*, car c'est une *legis actio* qui exige la présence du propriétaire et ne supporte pas qu'il soit remplacé par un intermé-

diaire. La seule ressource des villes ou associations était donc de recourir aux modes non solennels d'affranchissement, de faire non pas des affranchis, mais des *servi in libertate*, situation dont nous verrons plus tard tous les inconvénients ; il est vrai que depuis la loi *Junia Norbana*, elles peuvent faire des affranchis latins, mais elles n'auront pas la faculté de conférer à leurs anciens esclaves le titre de citoyen romain.

La loi III, au Code VII, 9, nous parle d'une loi *Vectibulici* qui aurait accordé aux municipes le droit d'affranchir ; cette loi aurait été rendue sous le consulat de *P. Juventius Celsus* et de *L. Neratius Marcellus* ; elle serait donc, au plus tard, de l'an 129, car, cette année là, ces deux personnages furent consuls pour la seconde fois. Maintenant que peut être ce droit d'affranchir qu'aurait accordé cette loi ? Nous supposons que ce doit être le droit de conférer par la manumission le titre de citoyen romain.

Marc-Aurèle accorda la permission d'affranchir à tous les collèges et aux associations autorisées (loi I, *Dig.*, XL, 3).

Cet affranchissement des esclaves des villes se faisait par un décret des Décurions ; il devait être confirmé par le gouverneur de la province ; en effet, la loi II, Code VII, 9, répond à cette question : une femme qui a épousé un affranchi d'une ville, demande si l'enfant qui est né de ce mariage est citoyen ro-

main et, par suite, sous la puissance de son père; oui, répond l'empereur, si l'homme que vous avez épousé, a vu sa liberté confirmée par l'autorisation du gouverneur de la province. Et la loi I, au même titre, suppose également cette ratification du gouverneur.

CHAPITRE III

DE LA LOI *ÆLIA SENTIA*

Dès la fin de la République, le système d'affranchissement de l'ancien droit commença à n'être plus en harmonie avec les institutions nouvelles du peuple romain et l'extension qu'il avait pris. Les guerres heureuses qui avaient marqué la fin de l'ère républicaine avaient considérablement accru le nombre des esclaves et, par suite, le nombre des affranchissements ; les citoyens beaucoup plus riches en esclaves et ayant beaucoup plus de facilités à s'en procurer, hésitaient beaucoup moins à leur donner la liberté ; cette générosité des propriétaires constituant un danger pour l'État, la nation risquait d'être submergée sous le flot sans cesse croissant de ces esclaves venus de toutes les parties du monde qui acquéraient le titre de citoyen en même temps que la liberté, le peuple romain risquait de perdre sa personnalité et son caractère homogène par l'adjonction de ces nouveaux

membres de mœurs, de pays, de langue, de religion différente. De plus, les garanties qu'exigeait l'ancien droit par les solennités qu'il imposait aux modes de manumission entre vifs, ne constituaient plus que de vaines formalités; le contrôle que, grâce à elles, le peuple exerçait jadis sur les nouveaux membres qu'il admettait dans son sein, n'était plus qu'illusoire. Avant que le législateur ne créât des réformes qui s'imposaient, des citoyens préoccupés de cette situation alarmante, avaient été jusqu'à proposer de confier aux censeurs et aux consuls le soin de veiller aux affranchissements et de leur donner le droit d'expulser de Rome ceux qui se montraient indignes de cet honneur; la littérature s'était fait l'écho des préoccupations de tous, et Denys d'Halicarnasse nous montre les périls qu'entraîne cette extension des affranchissements: « Nous voyons, de nos jours, une telle confusion, et la probité des citoyens romains a tellement dégénéré, qu'un grand nombre de voleurs rachètent leur liberté avec de l'argent gagné en brisant les murailles des maisons, en se livrant à la prostitution et par toutes sortes de crimes; nous voyons, dis-je, ces scélérats devenir, sur le champ, citoyens romains, et d'autres, du consentement de leur maître, s'associer à des empoisonneurs, à des assassins, commettre toutes sortes de forfaits contre les dieux et contre la République, et obtenir leur liberté par le fruit de leurs

brigandages. Quelques-uns sont affranchis pour avoir donné à leur maître leur part mensuelle de froment ou ce qui leur était revenu des libéralités du prince. » (*Antiq. Rom.* IV, 24.)

C'est Auguste qui fut, dans le domaine légal, le promoteur de la réaction contre le nombre immodéré des affranchissements; quatre ans après J. C., sous le consulat de *Sextus Ælius Catus et de Gaius Sentius Saturninus*, il promulgue la loi *Ælia Sentia*; cette loi n'apporte aucun changement aux formes anciennes de la manumission, elle se propose seulement d'en diminuer le nombre en imposant des conditions au maître pour affranchir, à l'esclave pour être affranchi, en refusant à certains esclaves l'obtention du droit de cité.

Le mineur de vingt ans ne pourra plus affranchir que par la vindicte, et le motif de cet affranchissement devra être prouvé devant un conseil spécial (Gaius, I, 38, 39, 40; *Inst.*, I, 6). Ce conseil se compose, à Rome, de cinq sénateurs et de cinq chevaliers; en province, de vingt récupérateurs, tous citoyens romains, et il a lieu le dernier jour des assises du gouverneur (Gaius, I, 20; Ulp., I, 13).

Il n'est guère possible d'énumérer tous les motifs d'affranchissement que le conseil a l'habitude d'admettre; ce sera une question de fait; voici la règle générale posée par Ulpien : « *Illud in causis proban-*

dis meminisse judices oportet, ut non de luxuria, sed ex affectu descendentes causas probent; neque enim deliciis sed justis affectionibus dedisse justam libertatem legem Æliam Sentiam credendum est. » (Loi XVI, pr., *Dig.*, XL, 2.) Ces justes raisons d'affranchir seront, par exemple, le cas où l'esclave sera le frère ou la sœur, le précepteur, la nourrice du mineur (lois XI et XIII, *Dig.*, XL, 2); l'affranchissement devra être approuvé par le conseil, quand il s'agira d'une esclave que le mineur veut épouser, si toutefois sa condition ne lui défend pas cette mésalliance (loi XX, § 2, *Dig.*, XL, 2); la loi XXV, au même titre, nous indique qu'il y avait une controverse sur la question de savoir si le conseil devait approuver la manumission, quand un mineur voulait affranchir un esclave pour en faire son tuteur; le jurisconsulte nous dit avec raison que, dans cette hypothèse, le conseil ne devrait pas admettre le désir du mineur; en effet, on donne au mineur un tuteur, parce que son jugement ne paraît pas assez mûr pour les actes ordinaires de la vie, et on trouverait ce jugement assez solide pour choisir celui qui doit obvier aux inconvénients de sa jeunesse.

Il est bon de remarquer que ces restrictions qu'impose la loi *Ælia Sentia* aux affranchissements que peut faire un mineur de vingt ans, s'appliquent aussi au soldat mineur de vingt ans; ce n'est pas seulement

quand le mineur de vingt ans voudra conférer la *justa libertas* qu'il lui faudra demander au conseil son autorisation, elle est exigée même quand il veut faire de son esclave un latin (Gaius, I, 41).

Toutes les fois que le mineur n'obéira pas aux prescriptions de la loi *Ælia Sentia*, l'affranchissement sera nul, comme fait en fraude de la loi ; mais toutes les fois que le conseil aura approuvé les motifs de l'affranchissement, il ne sera plus permis de revenir sur ce qui a été fait, à moins que l'esclave n'appartînt pas à celui qui a fait la preuve (Loi IX, § 1, *Dig.*, XL, 2).

Le mineur peut essayer de tourner la loi de diverses manières ; n'ayant pas obtenu l'approbation du conseil ou craignant de ne pas l'obtenir, il peut vendre l'esclave à un tiers, sous la condition que l'acheteur l'affranchira ; dans ce cas, d'après Julien, l'affranchissement sera nul (Loi VII, § 1, *Dig.*, XL, 9). Marcellus, lui, va plus loin, car il déclare que la vente elle-même sera nulle, et cela, bien que, d'après le contrat, l'esclave ne dût être affranchi que quand le mineur aurait atteint sa vingt-cinquième année ; qu'importe, en effet, que la concession de la liberté soit différée ? elle émane toujours d'un jugement que la loi considère ne pas être assez mûr (Loi IV, *Dig.*, XVIII, 7). Le mineur de vingt ans pourrait aussi, pour échapper à la loi, prier son père de procéder à l'af-

franchissement de son esclave, mais cet acte serait nul (Loi VI, Code VII, 10).

Il n'en serait pas de même si le mineur laissait affranchir un esclave qui lui a été donné en gage ; ici, en effet, il n'affranchit pas, il se contente de ne pas s'opposer à l'affranchissement (Loi IV, § 2, *Dig.*, XL, 2). Si l'on suppose qu'un esclave appartienne à plusieurs mineurs de vingt ans, il suffira que l'un d'eux prouve une juste cause devant le conseil pour que l'esclave puisse être affranchi (Loi VI, *Dig.*, XL, 2).

Les jurisconsultes ont enfin examiné l'hypothèse qui devait être assez rare, où un mineur de vingt ans était consul ; dans ce cas, doit-il demander au conseil l'autorisation pour procéder à l'affranchissement ? Nous avons deux réponses contradictoires, toutes deux cependant du même jurisconsulte, Ulpien (Loi I, § 2, *Dig.*, I, 10, et loi XX, § 4, *Dig.*, XL, 2).

Nous arrivons à une deuxième restriction qu'impose au maître la loi *Ælia Sentia* ; elle déclare nuls les affranchissements faits en fraude des créanciers ; la première restriction, celle imposée au propriétaire mineur de vingt ans, était fondée sur ce qu'on ne considérait pas son jugement comme assez mûr pour lui permettre de procéder à un acte aussi grave à la fois pour lui-même et pour ses concitoyens ; la seconde est un retour au droit commun ; en effet, l'édit du préteur permettait aux créanciers de demander la

révocation des actes que leur débiteur avait faits en fraude de leurs droits ; ceci ne s'appliquait pas aux manumissions pour la raison qu'elles étaient irrévocables ; c'était un véritable abus, et Tacite nous raconte (*Ann.* XV, 55) qu'il était très fréquent de voir des individus, incapables de désintéresser leurs créanciers, affranchir leurs esclaves et se livrer ainsi à des prodigalités qui ne leur causaient aucun préjudice.

L'affranchissement fait en fraude des créanciers est nul de plein droit ; on appelle créanciers tous ceux qui ont une action pour n'importe quelle cause, contre celui qui aurait commis cette fraude (loi XVI, § 2, *Dig.* XL, 9). ; peu importe qu'il s'agisse d'une dette échue ou à échoir, conditionnelle ou non (loi XXVII, *Dig.* XL, 9).

Seuls, les créanciers peuvent demander la révocation de l'acte frauduleux ; le *manumissor* ou ses héritiers ne seraient point admis [à le faire (loi VII, Code VII, 16) ; peu importe quel est le créancier, que ce soit un particulier, le fisc ou une communauté (loi XI, *Dig.* XL, 9).

Dans le dernier état du droit, pour que les créanciers puissent demander la nullité de l'affranchissement, il faut deux conditions : 1° *Eventus damni*, c'est-à-dire préjudice causé aux créanciers par cette manumission ; on établira le dommage au moyen de la *bonorum venditio* ; 2° *Consilium fraudis*, c'est-à-

dire qu'il a fallu que le *manumissor* se rende compte du préjudice qu'il allait causer à ses créanciers. La nécessité de ces deux conditions résulte sans conteste de la loi I, Code VII, 11 : « *Certum jus est non alias directas libertates per legem Æliam Sentiam, quæ sunt in fraudem creditorum datæ, revocari, nisi et consilium fraudis, hoc est animus manumittentis et eventus damni suum recipere volentium sequatur.* »

Mais ces deux conditions n'ont pas toujours été exigées ; au début, plusieurs jurisconsultes se contentaient de la première ; de ce nombre était Gaius, qui se fondait sur ce que bien des gens qui font le commerce au delà des mers et suivent difficilement la marche de leurs affaires, se croient plus riches qu'ils ne le sont ; souvent ces personnes sont ruinées avant de le savoir et peuvent affranchir leurs esclaves sans avoir l'intention de nuire à leurs créanciers (loi X, *Dig.* XL, 9). C'est pourquoi il suffira, dans cette opinion, pour que l'affranchissement soit fait en fraude des créanciers, que le *manumissor* soit déjà insolvable au moment de l'affranchissement ou le devienne par la manumission.

Existe-t-il un laps de temps au bout duquel les créanciers ne peuvent plus demander la révocation de l'affranchissement fait en fraude de leurs droits ? Les jurisconsultes ne nous parlent que d'une prescription concernant le fisc qui, au bout de dix ans, ne

pourra plus demander la nullité (loi XVI, § 3, *Dig.* XL, 9). Mais, nulle part, on ne parle d'une prescription s'appliquant aux créanciers ordinaires ; on peut admettre, ou bien que c'était la même que pour le fisc, ou bien que la prescription était annale comme pour tous les autres actes frauduleux, ou bien enfin qu'il n'y avait pas de prescription pour les créanciers ordinaires (*Accarias* I, 157) ; cette dernière opinion se fonde sur ce que l'affranchissement fait en fraude des créanciers étant radicalement nul, ceux-ci pouvaient toujours en faire reconnaître l'inexistence ; dans ce système, la décision de la loi XVI, § 3, ne serait qu'une faveur pour l'esclave contre le fisc.

Il pouvait se faire qu'un individu affranchît plusieurs esclaves et que ce fût seulement l'affranchissement de cet ensemble de personnes qui entraînaît son insolvabilité ; dans ce dernier cas, on révoquait les dernières manumissions jusqu'à ce qu'on fut arrivé à reconstituer chez le maître une fortune suffisante pour désintéresser ses créanciers ; cette règle ne supportait d'exception que dans cette hypothèse : si le premier affranchi a une valeur telle que la révocation des manumissions postérieures à la sienne ne suffise pas pour désintéresser les créanciers, tandis que la révocation de son seul affranchissement y suffirait, les derniers affranchis conservent leur liberté, tandis que lui perdra la sienne (loi XXIV, *Dig.* XL, 9).

La loi *Ælia Sentia* annule aussi les affranchissements faits *in fraudem patroni* (Ulp. I, 15); c'est le cas où un affranchi n'ayant point d'enfants, affranchit ses esclaves de manière à priver son patron d'une partie de la succession; la loi n'exigeait point ici qu'il y eût *consilium fraudis* (loi I, *Dig.*, XXXVIII, 5).

La loi *Ælia Sentia* ne se borne pas à exiger certaines conditions chez le maître, elle en demande à l'esclave; pour devenir citoyen romain, l'esclave qu'on affranchit devra : 1° n'avoir pas subi, pendant le temps de son esclavage, certaines peines ou certaines flétrissures; 2° être âgé de trente ans.

Si la première condition n'est pas remplie, l'esclave pourra bien être affranchi, mais il tombera dans la classe des affranchis déditices, nouvelle classe créée par la loi *Ælia Sentia*; ces affranchis sont assimilés aux peuples qui se sont rendus à discrétion; ils doivent résider au moins à cent milles de Rome et ne pourront jamais aspirer au titre de citoyen romain. Gaius (I, 13) nous donne l'énumération des peines ou flétrissures que devront avoir subies ces esclaves pour ne pouvoir être affranchis que dans ces conditions.

Si l'esclave est âgé de moins de trente ans, il pourra bien être affranchi, mais ce sera un affranchi latin; il ne pourrait être affranchi citoyen que si la manumission avait été approuvée par le conseil dont nous

avons parlé plus haut, et avait eu lieu par la vindicte (Gaius, I, 18).

Nous venons de dire que l'esclave affranchi avant d'avoir atteint sa trentième année devient latin ; cette opinion est celle de Gaius, mais elle est vivement combattue ; un texte d'Ulpien paraît, en effet, être en désaccord formel avec elle. Voici ce que dit Gaius : « *Manumissionum modo civem romanum, modo latinum fieri dicimus. Nam in cujus persona, tria hæc concurrunt, ut major sit annorum triginta, et ex jure quirritium domini, et justa ac legitima manumissione liberetur, id est, vindicta, aut censu, aut testamento, is civis Romanus fit ; sin vero aliquid eorum deerit, Latinus erit. Quod autem de ætate servi requiritur, lege Ælia Sentia introductum est ; nam ea lex minorum triginta annorum servos non aliter voluit cives Romanos manumissos fieri, quam si vindicta apud consilium, justa causa manumissionis adprobata, liberati fuerint.* » (I, 16, 17, 18.)

« *Statim enim eadem lege Ælia Sentia cautum est ut minores triginta annorum manumissi et Latini facti.* » (I, 29.)

Et voici ce que nous dit Ulpien : « *Eadem lege Ælia Sentia cautum est, ut minor triginta annorum servus vindicta manumissus, civis romanus non fiat nisi apud consilium causa probata fuerit. Ideo sine consilio manumissum Cæsaris servum manere putat ;*

testamento vero manumissum perinde haberi jubet, atque si domini voluntate in libertate esset, ideoque Latinus fit. » (I, 12.)

En somme, Gaius nous dit que l'esclave affranchi avant d'avoir atteint l'âge de trente ans n'a pas le droit de cité, mais acquiert le droit de latinité ; Ulpien, que cet esclave reste dans l'esclavage. Lequel des deux jurisconsultes a raison ?

Dans un premier système, on dit : c'est Ulpien ; en effet, la classe des affranchis latins n'a été introduite que par la loi *Junia Norbana* qui est postérieure à la loi *Ælia Sentia* ; jusqu'à la loi *Junia*, il n'y a pas de situation intermédiaire entre celle d'esclave et celle d'affranchi citoyen ; donc l'esclave affranchi avant sa trentième année, ne pouvant être citoyen, restait esclave. Si Gaius nous dit que cet esclave devient latin, c'est qu'après que la loi *Junia* eût été promulguée, par mesure d'humanité on permit à l'esclave dont nous parlons de devenir affranchi latin. En un mot, le texte d'Ulpien peut se concilier avec celui de Gaius ; le premier jurisconsulte parle pour la période qui s'écoule entre la promulgation de la loi *Ælia Sentia* et celle de la loi *Junia Norbana*, le second nous relate ce qui se passait depuis la loi *Junia*.

Le second système adopte l'opinion de Gaius ; il néglige le texte d'Ulpien en montrant les invraisemblances qu'il contient et en suspectant sa parfaite au-

thenticité ; voici les principaux arguments qu'on invoque à l'appui de cette opinion :

Comment admettre que ces esclaves que le législateur voit d'un fort mauvais œil puissent devenir libres, à la condition, il est vrai, d'être déditices, tandis que ceux auxquels il ne manque que quelques années ou quelques mois pour remplir la condition qu'exige la loi *Ælia Sentia*, ne puissent espérer aucune sorte d'affranchissement ?

Ulpien est postérieur à Gaius ; il est invraisemblable qu'il parle de la période qui suivit la loi *Ælia Sentia*, tandis que Gaius qui en était plus rapproché, la passe sous silence.

Comment expliquer que le texte d'Ulpien parle *in fine* de la liberté latine ? De deux choses l'une : ou la loi *Junia* est postérieure à la loi *Ælia Sentia*, et alors il ne saurait parler de la liberté latine que la loi *Junia* a inventée, ou bien la loi *Junia* est antérieure et alors la liberté latine eût été accordée à l'esclave âgé de moins de trente ans ; le premier système prétend qu'Ulpien parle de l'époque qui suivit immédiatement la promulgation de la loi *Ælia Sentia*, époque antérieure à la loi *Junia Norbana* ; or le texte d'Ulpien parle *in fine* de la latinité. Bien plus, d'après ce texte, l'esclave mineur de trente ans deviendrait latin, si l'affranchissement résultait d'un testament ; ce privilège serait accordé à la manumission testamentaire,

alors que nous voyons tous les efforts du législateur tendre à diminuer le nombre de ces affranchissements qui impliquent beaucoup moins de garanties que la *manumissio vindicta*.

Enfin que veut dire le mot *Cæsar*, dans le texte d'Ulpien ? on le remplace par *lex Ælia Sentia* ou *censure*, mais ce n'est là qu'une hypothèse qui, du reste, ne détruit en rien les contradictions que nous venons de signaler ¹.

1. Lemonnier, *Etude historique sur la condition des affranchis*, p. 50.

CHAPITRE IV

DES AFFRANCHISSEMENTS NON SOLENNELS ET DE LA LOI JUNIA NORBANA

La *manumissio vindicta* avait constitué un progrès, à l'époque où n'existait que la *manumissio censu*; c'était une forme d'affranchissement plus perfectionnée : elle n'était cependant point assez facile et assez simple, et à mesure qu'augmentait le nombre des affranchissements et que diminuait le respect des formes primitives, les maîtres prirent l'habitude de concéder la liberté à leurs esclaves par une manifestation de leur volonté, dépourvue de toute forme solennelle; à proprement parler, ils ne concédaient point ainsi la liberté à leurs esclaves, car la loi ne permettait de la conférer que dans les formes qu'elle même avait fixées; le maître, en donnant la liberté dans ces formes non solennelles, n'engageait que lui, et encore pouvait-il revenir sur cet acte de générosité qui, légalement, ne l'avait pas engagé, si, dans la

plupart des cas, la crainte de l'opinion publique et l'intervention du préteur en faveur de cet esclave ne l'en eussent empêché (Gaius, III, 56). Les esclaves affranchis par ces modes non solennels recevaient le nom de *servi in libertate*; à la fin de la République, leur nombre était considérable et leur situation pleine d'inconvénients; en effet, la condition de ces individus, libres en fait, légalement esclaves, était éminemment équivoque; leurs enfants naissaient esclaves et ils continuaient d'acquérir pour leur maître, ce qui leur enlevait les avantages les plus précieux de la liberté; tout individu qui avait intérêt à les considérer comme étant toujours esclaves, pouvait le faire; au point de vue social, il était dangereux de voir la cité envahie par une foule de gens jouissant d'une situation anormale et d'une liberté qu'ils pouvaient toujours craindre de se voir enlever. L'affranchissement non solennel pouvait, il est vrai, n'être qu'une sorte de premier pas, en attendant que la présence du maître, à Rome, ou tout autre motif lui permit de recourir à la vindicte (Pline, VII, 16, 32); mais, envisagé de la sorte, il devait être peu fréquent; Rome n'eût pas alors contenu tous ces *servi in libertate* dont parlent les écrivains, et la nécessité de la loi *Junia Norbana* ne se fût pas autant fait sentir.

Les modes d'affranchissement non solennels les plus usités étaient ceux *per epistolam*, *inter amicos*,

per mensam, soit qu'on donnât à l'esclave qu'on voulait affranchir un écrit faisant foi de cette résolution, soit qu'on déclarât lui donner la liberté devant un certain nombre de témoins ou qu'on l'autorisât à prendre place à sa table, dans l'intention de le relever par là de l'infériorité attachée à sa condition d'esclave. Au moment où fut promulguée la loi *Junia Norbana*, c'étaient là probablement les seuls modes d'affranchissement non solennels, mais peu à peu on considéra comme suffisante la manifestation de la volonté du maître, de quelque manière quelle se fût produite ; cet abus persista jusqu'à Justinien qui énumère limitativement les modes non solennels de manumission (Code VII, 6, loi unique).

La loi *Junia Norbana* eut pour but de régulariser la situation des esclaves qui avaient été affranchis autrement que par la vindicte ou par le cens ; elle décide que, légalement, ils seront libres, mais qu'ils n'auront que la liberté latine, c'est-à-dire que leur condition sera assimilée à celle des peuples latins : « *Hodie autem ipso jure liberi sunt ex lege Junia, qua lege Latini sunt nominati inter amicos manumissi.* » (Ulp., I. 10) Il va sans dire, du reste, que l'esclave affranchi par un mode non solennel pouvait obtenir, par la suite, le droit de cité ; il suffisait pour cela que son maître l'affranchît une seconde fois par la vindicte.

Mais à quel moment fut introduit ce changement, à quelle époque faut-il placer la loi *Junia Norbana* ? Aucun texte ne nous donne une réponse précise, et la discussion commencée depuis fort longtemps n'est pas près d'aboutir. Les opinions sont très nombreuses et très variées : nous allons examiner celles qui semblent réunir le plus grand nombre de suffrages.

1° La loi *Junia* est de 671 (83 av. J.-C.) ;

2° La loi *Junia* est de 772 (19 ap. J.-C.) ;

3° La loi *Junia* date des années 728 et 729.

Le premier système (Accarias, I, p. 134, note 1) allègue en sa faveur que : 1° on trouve, en 671, un consul Junius Norbanus qui aurait donné son nom à cette loi ; ceci n'est pas exact, car cette année-là les deux consuls furent C. Norbanus Bulbus et L. Cornelius Scipio Asiaticus (Schneider, p. 227) ; 2° Dosithée nous dit (*De manum*, § 12) que la classe des Latins Juniens fut introduite par la loi *Junia Norbana* ; Gaius nous dit (I, 29, 31, 66) que la loi *Ælia Sentia* déclara latins les esclaves affranchis avant d'avoir atteint l'âge de trente ans ; or la loi *Ælia Sentia* étant de 757, si l'on ne veut pas mettre en contradiction les deux jurisconsultes, il faut admettre que la loi *Junia Norbana* est antérieure à 757 et ne saurait être de 772, comme le prétend une opinion fort répandue ; à cet argument on répond par un passage des *Topiques* de Cicéron ; les *Topiques* datent de 710 et nous y li-

sons : « *Si neque censu, nec vindicta, nec testamento liber factus est, non est liber* ; » (*Top.* 2) ce texte paraît être une réponse sans réplique à tous les systèmes qui placent la date de la loi *Junia Norbana* avant 710 : il est vrai que les partisans de la première opinion disent que Cicéron n'a en vue dans ce passage que les modes d'affranchissement du droit civil, mais cette distinction n'est qu'une pure hypothèse ; 3° enfin, si on admet que la loi *Junia Norbana* date de 671, sa promulgation coïncide avec l'extension du droit de cité à toute l'Italie et paraît rentrer dans le même ordre d'idées ; mais à ceci l'on répond que cette mesure avait pour but de donner au parti de Marius des électeurs et des soldats, et que ce parti était guidé bien plus par l'ambition que par des idées de philosophie démocratique (Rom. du Caillaud, *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 1882, p. 202).

Le second système, celui qui place la loi *Junia Norbana* en 772, est le plus éloigné du premier par l'époque qu'il propose. Il se fonde : 1° sur ce que cette année-là furent consuls M. Junius Silanus et L. Norbanus Bulbus ; si l'on ne s'attache qu'au nom de la loi, cette opinion paraît invoquer à son appui un argument péremptoire ; dans ce système la loi *Ælia Sentia*, dont la date est certaine, serait antérieure à la loi *Junia Norbana* ; c'est de cette conséquence, qui

découle nécessairement de cette opinion, que viennent toutes les difficultés qu'elle rencontre ; car alors, comment expliquer que Gaius nous dise que l'esclave affranchi avant sa trentième année, devienne Latin Junien (Gaius, III, 56 ; I, 16, 17, 18, 22) puisque cette classe des Latins Juniens n'a été créée que par la loi *Junia Norbana*. Enfin ce qui prouve que la loi *Junia Norbana* ne peut dater de 772, c'est-à-dire du règne de Tibère, c'est qu'un passage de Suétone, parlant d'Auguste, dit que ce prince rendit difficile la possibilité d'arriver à la *justa libertas* ; or comme ce n'est qu'à l'époque où fut promulguée la loi *Junia Norbana* que l'on vit apparaître cette distinction entre la *justa libertas* et la liberté latine, il faut admettre que la loi *Junia* date au plus tard du moment dont parle Suétone, c'est-à-dire du règne d'Auguste. Voici le passage de Suétone : « *Servos non contentus multis difficultatibus a libertate et multo pluribus a libertate justa removisse.* » (Aug. 40) On peut bien dire, il est vrai, que toute opinion qui admet que la loi *Junia Norbana* est antérieure à la loi *Ælia Sentia* se heurte au texte d'Ulpien dont nous avons parlé à propos de la loi *Ælia Sentia*, mais nous avons montré toutes les invraisemblances qu'il contient, les raisons qu'on a de douter de sa parfaite authenticité et de lui préférer l'opinion de Gaius (Lemonnier, p. 72.)

Des arguments qu'on oppose aux deux premiers

systèmes, le troisième, dû à M. Romanet du Caillaud (*Mémoires de l'Acad. des Inscr. et B. Lettres*, 1882 et 1883), tire les deux conséquences suivantes : 1° Etant donné le texte si formel des *Topiques*, la loi *Junia* ne saurait être antérieure à l'an 710 ; 2° Etant donné le texte de Dosithée, qui nous dit que c'est la loi *Junia Norbana* qui créa la classe des affranchis latins et le texte déjà cité de Gaïus, la loi *Junia* est forcément antérieure à la loi *Ælia Sentia*, c'est-à-dire à l'an 757. Elle fut donc créée entre 710 et 757 ; seulement, pendant l'intervalle qui sépare ces deux dates, nous ne rencontrons pas à la fois deux consuls qui portent le nom, l'un de Junius, l'autre de Norbanus ; M. Romanet du Caillaud suppose alors que cette loi aurait été votée en 728, puis remaniée en 729 ; car, en 728, Auguste fut consul avec M. Junius Silanus, et, en 730, avec C. Norbanus Flaccus ; on aurait ainsi l'explication de ce que les auteurs (sauf Justilien et Théophile) appellent toujours cette loi : *Junia* tout simplement, puisqu'elle fut votée sous le consulat de Junius Silanus. Cette opinion invoque aussi en sa faveur le texte de Suétone, dont nous avons parlé à propos du second système. On dit que cette loi, favorable aux esclaves, est en contradiction avec la politique d'Auguste, qui voulait restreindre les affranchissements, comme il le prouva par la loi *Ælia Sentia* ; il n'en est rien : elle est conforme à la fois aux

tendances des particuliers, qui désiraient multiplier de plus en plus les affranchissements et à la politique de l'empereur, car elle restreint le titre de citoyen qu'il craignait de voir distribuer avec trop de générosité. Ce système est ingénieux, mais il ne repose que sur des hypothèses ; outre qu'il n'est pas naturel de voir une loi porter le nom de deux consuls qui se sont succédé, il n'existe aucune raison de penser qu'on puisse tirer du texte de Suétone un meilleur argument en faveur des années 728 et 729 qu'en faveur de toute autre époque du règne de ce prince.

En somme, si l'on est assez facilement arrivé à combattre et à détruire chacun des systèmes proposés par des arguments qui semblent décisifs, on n'a point encore trouvé une opinion assez solidement assise pour entraîner définitivement la conviction.

La loi *Junia Norbana* n'a pas eu seulement pour but de diminuer le nombre des *servi in libertate* et d'assurer à l'esclave affranchi par un mode non solennel une liberté qui ne pourra plus lui être contestée, elle porte remède à l'une des conséquences les plus dures des traditions formalistes de l'ancien droit ; supposons qu'un esclave appartienne à un propriétaire bonitaire ; celui-ci, d'après l'ancien droit, ne pourra pas l'affranchir, car sa propriété n'est pas complète ; celui auquel est resté le *nudum jus quiri-*

tium ne le pourra pas non plus, car il n'a qu'un titre nu (Dosith., *De manum.* § 9). La loi *Junia Norbana* permet au propriétaire bonitaire d'affranchir cet esclave, mais il ne pourra lui donner que la liberté latine (Ulp., I, 16).

Si l'on se place uniquement au point de vue du désir que pouvaient avoir les esclaves d'acquérir le titre de citoyen romain, on est forcé de reconnaître que la loi *Junia* n'est pas si restrictive qu'on pourrait le supposer ; il est, en effet, pour l'affranchi latin, bien des moyens d'arriver à la cité romaine : « *Latini multis modis ad civitatem romanam perveniunt*, nous dit Gaïus (I, 28), et Ulpien nous les énumère (I, et suiv.).

Il est enfin une loi, rendue aussi sous le règne d'Auguste, qui s'oppose aux affranchissements entre vifs, faits dans de certaines conditions ; elle a un tout autre motif que les précédentes, c'est la loi *Julia de adulteriis* ; elle défend simplement à une femme d'affranchir ses esclaves pendant soixante jours après son divorce (loi XIV, § 1, *Dig.*, XL, 9), et ceci pour qu'elle ne pût dispenser ses esclaves de la torture (loi XII, *Dig.*, XL, 9) ; c'est une exception à la règle qu'un esclave ne peut être ni interrogé ni torturé contre son maître. Supposons qu'une femme soit accusée d'adultère : on met ses esclaves à la torture pour acquérir la preuve de l'imputation dirigée contre elle ; il lui

serait trop facile en les affranchissant, de supprimer ceux qui, presque toujours, seront seuls aptes à produire des témoignages convaincants ; en effet, on ne peut soumettre à la torture un homme libre pour recueillir son témoignage. La loi ne s'applique pas seulement aux esclaves attachés au service personnel de la femme, mais à tout esclave qui lui appartient, même s'il habite la campagne ou la province ; cette disposition est très rigoureuse, car on ne voit pas l'avantage qu'il peut y avoir à recueillir le témoignage de ces esclaves qui ne vivent pas avec leur maîtresse ; mais la loi sur ce point est formelle (loi XII, § 2, *Dig.*, XL, 9) ; la prohibition d'affranchir ne s'applique pas seulement à la femme, mais à ses père et mère, à son grand père et à sa grand mère, pour les seuls esclaves, il est vrai, attachés au service personnel de leur petite-fille ou fille (loi XII, § 3, 4 et 5, *Dig.*, XL, 9).

La période pendant laquelle il est défendu à la femme d'affranchir ses esclaves, est fixée, par la loi Julia, à soixante jours ; on suppose que, ce délai passé, toute chance de poursuite est écartée ; mais il est des cas où la jurisprudence augmente le délai ; si la femme est poursuivie très peu de temps avant l'expiration du terme légal, bien que dès le soixantième jour elle puisse légalement affranchir, on est d'accord pour le lui défendre et ne pas lui permettre de procé-

der à la manumission avant que le jugement sur la question d'adultère ne soit rendu (loi XII, § 6, *Dig.*, XL, 9). Tout affranchissement fait contrairement aux prescriptions de la loi Julia est nul comme fait en fraude de la loi.

CHAPITRE V

AFFRANCHISSEMENT IN SACROSANCTIS ECCLESIIS

L'affranchissement dans les églises, est dû à Constantin ; ce n'est pas, comme le pense Godefroi, dans son commentaire sur le Code théodosien (IV, 7) qu'il ait emprunté cet usage aux anciens Romains, qui auraient eu l'habitude d'affranchir leurs esclaves dans le temple de la déesse Féronie ; car, nulle part, nous ne voyons le détail des cérémonies qui auraient accompagné cette *manumissio*. Si les auteurs parlent souvent de ce temple, à propos des affranchissements, c'est qu'il était situé tout près d'un centre commercial fort important, où devaient souvent avoir lieu des manumissions (Bouchaud, *Hist. de l'Acad. des Inscr.* XL, p. 119).

Ce n'est pas non plus que Constantin ait inventé cette forme d'affranchissement, quoiqu'un certain nombre de jurisconsultes l'aient pensé (Demangeat, *Dr. romain*, I) ; il s'est contenté de lui donner une

consécration légale ; il est fort probable, en effet, qu'avant les constitutions de cet empereur, les chrétiens avaient coutume de donner la liberté à leurs esclaves dans les assemblées de fidèles ; cet affranchissement dans l'église était la préface naturelle du baptême ou des ordres qu'on administrait ensuite aux affranchis ; c'était une conséquence de l'espèce de juridiction que s'étaient attribuée les évêques sur les contestations entre chrétiens ; on prit l'habitude de recourir à leurs lumières pour trancher les différends, puis pour donner une consécration officielle aux affranchissements qu'on faisait en leur présence.

Mais on ne donnait ainsi aux esclaves que la liberté, sans le titre de citoyen romain ; cette forme d'affranchissement a le même effet que la *manumissio per epistolam* ou *inter amicos*. L'innovation de Constantin a pour but de convertir ce mode privé en mode solennel, et de permettre de donner à l'esclave affranchi de la sorte, la qualité de citoyen romain ; désormais l'affranchissement *in ecclesiis* aura absolument le même effet que la *manumissio vindicta* ; le magistrat est remplacé par l'évêque, les assemblées populaires devant lesquelles avaient lieu autrefois les affranchissements, sont remplacées par les assemblées des fidèles (de Rozière, *Bibl. école des Chartes*, 1853, p. 268).

Constantin fit trois lois sur notre matière, comme le rapporte Sozomène (*Hist. Eccles.*, I, 9) ; la première

a disparu ; les deux qui nous restent sont, l'une de 316, c'est-à-dire postérieure de trois ans à la promulgation de l'édit de tolérance, l'autre de 322, c'est-à-dire très rapprochée du moment où Constantin se convertit au christianisme.

« Il a déjà été permis aux maîtres de donner la liberté à leurs esclaves, dans l'église catholique, pourvu que les affranchissements aient lieu en présence du peuple et de l'évêque et que, pour en conserver la mémoire, on passe à ce sujet quelque écriture, en guise d'acte, que les maîtres eux-mêmes doivent signer comme témoins ; d'où il suit qu'il vous est permis d'affranchir comme il vous plaît, pourvu que votre volonté se manifeste d'une façon évidente » (loi I, Code I, 13, 316).

« Celui qui, mû par un sentiment religieux, a donné dans le sein de l'église une liberté méritée à ses esclaves, doit être censé les avoir affranchis avec les solennités dont le vieux droit de Rome usait antérieurement. Il nous plaît cependant que ceci ne s'entende que de ceux qui ont affranchi en présence des évêques. Nous accordons de plus aux clercs, qu'ils soient non seulement censés avoir donné une pleine liberté à leurs esclaves, lorsqu'ils les ont affranchis dans les églises et en présence de l'assemblée des fidèles, mais encore lorsqu'ils les ont affranchis par un acte de dernière volonté, en quelques termes qu'il

soit conçu ; de sorte qu'à compter du jour où cet acte a été publié, l'esclave dont il contient l'affranchissement, reçoive de droit la liberté directe, sans qu'il soit besoin de juges ou de témoins. » (Loi II, Code I, 13, 322).

La première de ces deux constitutions n'établit aucune différence entre les laïques et les prêtres ; elle exige deux conditions, d'abord que l'affranchissement ait lieu en présence de l'évêque et devant l'assemblée des fidèles, ensuite, que le maître, comme cela se pratiquait autrefois pour la vindicte, remette au nouvel affranchi un *libellus*, signé de lui, constatant la cérémonie qui vient de s'accomplir et pouvant lui servir à prouver sa liberté ; la première constitution ne faisait que consacrer un usage ; la seconde décide formellement que la *manumissio in ecclesiis* concédera désormais les mêmes droits que les anciens modes solennels d'affranchissement ; bien plus, tandis qu'elle laisse subsister, pour les laïques, les conditions déjà exigées dans la première loi, elle établit, en faveur des clercs, une législation toute particulière ; on leur rend l'affranchissement aussi facile que possible ; outre qu'ils peuvent toujours procéder à la manumission de la même manière que les laïques, c'est-à-dire en présence de l'assemblée des fidèles et des évêques, ils peuvent aussi conférer la liberté par un acte de dernière volonté, en quelques termes qu'il

soit conçu ; dans ce cas, l'esclave devient libre, dès que cet acte est publié ; il n'est plus besoin, ni de paroles solennelles, ni de témoins, ni de *libellus*, ni de la présence des évêques et des fidèles ; c'était aller bien loin, et il y avait peut-être presque autant d'inconvénients à priver la *manumissio* de toute garantie de publicité qu'il y en avait dans l'ancien droit à entourer la concession de la liberté de tant de formalités.

Les affranchissements *in ecclesia* avaient lieu principalement les jours de grandes fêtes et surtout le jour de Pâques : « *Actus omnes, seu publici, seu privati, diebus quindecim Paschalibus conquiescant. In his tamen et emancipandi et manumittendi cuncti habeant licentiam ; et super hic acta non prohibentur.* » (Loi VIII, Code III, 12.)

Et saint Augustin nous relate la forme dans laquelle avait lieu ce mode de manumission : « *Servum tuum manumittendum, manu ducis in ecclesiam. Fit silentium, libellus tuus recitatur, aut fit desiderii tui procuratio. Dicis te servum manumittere, quod tibi in omnibus servaverit fidem ; hoc diligis, hoc honoras, hoc donas præmia libertatis.* » (*Sancti Augustini Sermones*, XXI.)

L'affranchissement dans les églises se développa de plus en plus et prit presque entièrement la place de la *manumissio vindicta* ; à l'époque où furent promul-

guées les deux constitutions de Constantin, il ne s'appliquait pas à tout l'empire romain, car, près d'un siècle plus tard, nous voyons le concile de Carthage (13 septembre 401) demander à l'empereur l'autorisation de procéder à l'affranchissement dans les églises. Il fut fait droit à cette requête, et ce n'est pas seulement dans les possessions africaines qu'il se développa ; on le retrouve en Gaule, où il eut une longue existence (*loi ripuaire* T.LVIII, § 1).

CHAPITRE VI

AFFRANCHISSEMENTS ENTRE VIFS SOUS JUSTINIEN

Deux grandes réformes sont dues à Justinien dans notre matière : la première, la suppression des diverses classes d'affranchis est un retour à la législation primitive de l'ancienne Rome ; la seconde, la pleine efficacité des affranchissements en dehors de toute forme solennelle, n'est que la conséquence naturelle de l'évolution suivie par les divers procédés de manumission.

Depuis longtemps, nous disent les *Institutes* (I, 5, § 1), la condition des déditices était tombée en désuétude et celle des Latins devenue rare ; sur le conseil de Tribonien, l'empereur décida qu'il n'y aurait plus désormais qu'une seule classe d'affranchis, qui tous participeraient au droit de cité, non pas romaine, comme le dit Justinien, mais byzantine. (Loi unique, Code, VII, 5 ; loi unique, Code, VII, 5.)

L'empereur confirma les modes d'affranchissement

vindicta et *in sacrosanctis ecclesiis*; la possibilité de l'affranchissement *censu* avait disparu, depuis la Constitution de Constantin établissant la *manumissio in ecclesia* comme mode légal; restaient aussi les modes non solennels qui, depuis l'abolition de la classe des affranchis latins, conféraient la liberté et la cité; mais il ne faudrait pas croire qu'une simple manifestation de volonté suffise désormais, quelle qu'elle soit; Justinien énumère limitativement les manières dont devra se produire la volonté du maître pour qu'elle confère la liberté. Les seuls modes d'affranchissement entre vifs (outre la *manumissio in ecclesiis* et *vindicta*) sont :

1° *Per epistolam*, avec la signature du maître et celle de cinq témoins, signatures apposées soit dans le corps de la lettre, soit après la souscription (Loi unique, Code, VII, 6, § 1);

2° *Inter amicos*, avec le témoignage écrit de cinq témoins soussignés (id., § 2);

3° Le fait de marier son esclave à un homme libre, en lui constituant une dot, est une manière de l'affranchir (id., § 9);

4° Il en est de même si le maître traite un esclave de fils, dans un acte public (id., § 10);

5° Ou encore si, en présence de cinq témoins, le maître remet à l'esclave le titre qui constate sa servitude, ou le déchire (id., § 11);

6° Justinien renouvelle l'édit de Claude, par lequel l'esclave dangereusement malade, abandonné par son maître qui se désintéresse de son sort, est déclaré libre, s'il revient à la santé; l'empereur se croit obligé de renouveler cette prescription, parce qu'autrefois l'esclave qui avait obtenu la liberté dans ces conditions n'était que latin; il sera désormais libre et citoyen (id., § 3);

7° Le père affranchit, par mariage subséquent, les enfants qu'il a eus de son *ancilla* (*Nov.*, 78, C. 4);

8° Le maître qui permet à son esclave d'entrer dans l'armée ou d'accepter une dignité, lui donne du même coup la liberté (Lois 6 et 7; Code, XII, 34);

9° Il en est de même si le maître lui permet d'entrer dans les ordres (*Nov.*, 123, C. 17).

La sollicitude que portait Justinien à l'extension des affranchissements lui fit adopter des solutions favorables à l'esclave dans plusieurs cas particuliers. Un esclave est indivis entre plusieurs maîtres; d'après la doctrine de l'ancien droit, un seul des co-propriétaires ne pouvait, à lui seul, l'affranchir; il procède cependant à une *manumissio*; on distinguait dans cette hypothèse si, par cet affranchissement, au cas où il eût été seul propriétaire, il eût conféré la liberté latine, ou la liberté et le droit de cité; dans le premier cas, la *manumissio* ne changeait rien; dans le second, l'esclave restait toujours en servitude,

mais la part dont s'était dépouillé le maître par cet affranchissement accroissait à son co-propriétaire (Paul, *Sent.*, IV, 12, § 1, et Ulp., frag. I, 18).

Si l'on n'attache aucun effet à la *manumissio*, dans le cas où le maître n'eût conféré que la liberté latine, c'est qu'au point de vue du droit pur cet affranchissement n'existe pas ; l'effet partiel qu'on attribue à la *manumissio*, dans la seconde hypothèse, est tout à fait conforme à la logique des principes ; on ne peut admettre la validité de l'affranchissement, puisque celui qui l'a fait n'était pas propriétaire exclusif ; on ne peut, d'un autre côté, ne pas tenir compte de la déclaration solennelle qu'il a faite devant le magistrat ; l'acte aura tout l'effet qu'il peut produire ; celui qui a déclaré solennellement ne plus être propriétaire ne le sera plus, mais il n'aura rien changé à la situation de l'esclave ; c'est le même raisonnement qui amena une décision analogue, dans le cas où il s'agit d'un usufruit.

Justinien décida que, si l'un des co-propriétaires d'un esclave voulait l'affranchir, l'affranchissement serait valable, à la charge par lui d'indemniser son co-propriétaire (loi I, Code VII, 7) ; cette mesure était une véritable atteinte au droit de propriété, et la décision par laquelle Justinien fixe les diverses indemnités que devra payer le co-propriétaire, suivant la condition et la valeur présumée de l'esclave qu'il a

affranchi, est plus arbitraire encore ; il est curieux de remarquer que, déjà sous Justinien, comme aujourd'hui en Orient, c'étaient les eunuques qui avaient le plus de valeur (Loi I, § 5 ; Code VII, 7).

Suivant les principes de l'ancien droit, quand un esclave était soumis à un droit d'usufruit, le nu-propriétaire, pas plus que l'usufruitier, ne pouvait l'affranchir ; la manumission faite par le nu-propriétaire faisait un *servus sine domino* ; faite par l'usufruitier, elle rendait au nu-propriétaire l'usufruit qu'il n'avait plus (Ulp., *Frg.* I, 19). Justinien décida (loi I, Code, VII, 5) qu'affranchi par le nu-propriétaire seul, l'esclave serait libre, sous la condition de servir l'usufruitier pendant la durée de l'usufruit ; qu'affranchi par l'usufruitier seul, il sera *servus in libertate* jusqu'à l'expiration de l'usufruit.

Enfin, Justinien abolit l'obligation où était celui qui revendiquait sa liberté de recourir à un *assertor libertatis*.

DROIT FRANÇAIS

LA TRAITE

AU POINT DE VUE DU DROIT DES GENS

CHAPITRE PREMIER

DE LA TRAITE. — COMMENT ELLE RENTRE DANS LE DROIT
DES GENS. — SON ORIGINE

On a souvent cité la phrase d'Aristote : « Dans les choses étrangères à la nature est l'état de maître. C'est, en effet, la loi qui fait l'esclave et l'homme libre ; dans la nature la différence n'existe pas ; elle n'est donc pas le résultat de la justice, mais de la violence ¹. » Depuis que le philosophe ancien a prononcé ces paroles, le monde a fait bien des progrès ; les hommes assujettissent à leur volonté les forces de la nature, ils transmettent en un instant leur pensée aux extrémités de la terre ; les peuples de l'Europe inscri-

1. *Politique* I, II, III.

vent dans leurs lois que tous les hommes sont égaux, leur religion leur enseigne qu'ils sont tous frères. Et cependant, il n'y a pas un demi-siècle, le parlement d'une nation qui se considère comme la plus policée de l'univers, se demandait s'il y avait lieu d'abolir l'esclavage ; il n'y a pas trente ans, le plus grand empire de l'Europe contenait des milliers de serfs attachés à la glèbe ; il y a à peine dix mois, un grand État de l'Amérique du Sud renfermait près d'un million d'esclaves, et aujourd'hui même, la voix éloquente d'un évêque d'Hippone et de Carthage nous apprend qu'en Afrique, à quelques jours de marche des colonies européennes, 500.000 êtres humains sont arrachés chaque année à leur patrie et à leur famille pour aller peupler le harem d'un sultan ou périr sous ses coups.

Aussi, au moment où la traite qu'un instant on avait pu croire définitivement abolie prend un nouvel essor, peut-être n'est-il pas trop tard pour examiner les mesures que les nations ont prises contre elle, pour voir comment, peu à peu, tous les peuples civilisés lui ont déclaré la guerre, les négociations difficiles qui eurent lieu entre les divers États, les mesures communes qu'ils résolurent de prendre, les conflits qui s'élevèrent, les résultats qu'on obtint ; en un mot, ce que les nations ont fait dans le passé, ce qu'elles font encore aujourd'hui, ce qu'elles pourraient faire dans l'avenir.

L'esclavage et la traite sont deux questions d'un même ordre ou, pour mieux dire, elles ne forment qu'une question, car l'esclavage est la raison d'être de la traite ; c'est parce qu'il ne se suffit pas à lui-même qu'il appelle la traite à son aide ; elle lui fournit des recrues, elle pare à la mortalité exceptionnelle qui sévit sur les esclaves. Mais, l'esclavage ne rentre pas dans le droit des gens ; il dépend de la législation intérieure de chaque état ; une nation peut l'abolir, elle ne saurait obliger un autre gouvernement à suivre son exemple sans faire un acte d'ingérence dans les affaires d'autrui ; or, ces actes d'intervention dans les affaires intérieures d'un autre État, le droit des gens est parfois amené à les constater, mais il les réprouve. Le droit des gens ne s'occupe point de garantir la liberté ou d'autres droits des particuliers : il ne s'occupe que de garantir les droits des États.

Il en est autrement de la traite ; jusqu'à ces dernières années, on n'a connu que la traite maritime, c'est-à-dire celle qui emprunte la voie de la mer pour amener les esclaves à destination. Or, la mer est du domaine international ; elle n'appartient à personne, car nul État n'est assez puissant pour exercer sur elle des droits continus et suffisants de souveraineté ; chaque nation a intérêt à ce qu'elle soit libre, sinon sa liberté de communication avec le reste du monde n'existerait plus ; mais justement parce que la mer

fait partie du domaine international, les États peuvent s'entendre entre eux pour déterminer les lois qui doivent la régir ; ils ont même intérêt à agir de la sorte, car c'est une garantie pour les faibles, une limite pour les puissants ; c'est en partant de ces principes que le droit des gens a été amené à s'occuper de la traite ; les navires négriers usant de la mer pour leur trafic, les nations ont voulu régler cet usage par une entente commune.

On a parfois prétendu, à tort, selon nous, que la traite devait faire partie du droit des gens au même titre que la piraterie, et que le fait de se livrer à la traite devait, comme le fait de se livrer à la piraterie, être considéré comme un crime contre le droit des gens ; l'Angleterre a mené, en ce sens, une longue et active campagne. Il est, en effet, une règle fort ancienne qui permet aux navires de guerre de n'importe quel pays, de poursuivre, sur mer, les crimes de piraterie, quel que soit leur auteur et le lieu où le crime a été commis. Cette exception au principe que les navires en pleine mer ne sont soumis qu'aux autorités nationales, est basée sur cette présomption que les pirates n'ont point de pavillon ; on ne leur reconnaît aucune nationalité, ils ne peuvent revendiquer l'appui d'aucun gouvernement. Le pirate est, en effet, l'ennemi du commerce maritime tout entier, il menace toutes les marines marchandes, l'atteinte qu'il

porte à la sécurité des mers est, comme le dit un auteur anglais (Twiss, I, § 170), une offense portée à un principe reconnu par toutes les nations et dont chacune peut connaître ; aussi, depuis des siècles, reconnaît-on universellement que la piraterie est un crime contre le droit des gens. La situation du négrier est bien différente ; le négrier n'entrave pas le commerce, il ne constitue pas un danger permanent pour la liberté et la sécurité de la mer ; il a un pavillon, une nationalité qu'on ne saurait lui refuser ; ces mêmes nations qui ont toujours considéré la piraterie comme un crime, ont pendant fort longtemps, non seulement permis mais encouragé et protégé la traite. Sans doute chaque État peut, dans sa législation intérieure, déclarer que le négrier sera assimilé au pirate, comme l'ont fait l'Angleterre et les États-Unis ; mais il ne saurait appartenir à un État d'imposer cette manière de voir aux autres nations et d'augmenter, par sa seule volonté, le nombre des crimes contre le droit des gens¹.

Grâce à l'abolition de l'esclavage dans les colonies de l'Amérique du sud, principal débouché des négriers, la traite maritime sur la côte occidentale d'Afrique a presque totalement disparu. Mais, dans ces dernières années, les voyages des explorateurs dans le centre de l'Afrique orientale ont permis de consta-

1. Perels, *Droit maritime international*, p. 71 et 137.

ter qu'une traite terrestre considérable avait pris place dans ces pays ; les nations se sont préoccupées de cet état de choses ; l'aréopage européen (art. 9 de la conférence de Berlin, en 1885) a flétri ce commerce, et les puissances qui ont des intérêts ou des territoires en Afrique se sont engagées à faire tous leurs efforts pour l'abolir. Enfin, au commencement de novembre 1888, des négociations ont été engagées entre l'Angleterre et l'Allemagne pour opposer une répression plus effective à la traite sur les côtes orientales de l'Afrique. C'est ainsi que la traite, dans ses diverses manifestations, est peu à peu devenue affaire du droit des gens.

Si l'origine de l'esclavage remonte très loin dans le passé, la traite est de naissance plus moderne. Les premiers, les Espagnols en conçurent l'idée ; les indigènes de l'Amérique ne pouvant suffire au travail acharné qu'exigeaient d'eux leurs envahisseurs et tendant déjà à disparaître sous la tyrannie de leurs nouveaux maîtres, ceux-ci allèrent en Afrique chercher des esclaves. Les nègres s'acclimataient facilement en Amérique, et leur constitution robuste était une source de lucre.

Durant près de quatre siècles, ce trafic subsista ; sans doute on en comprenait toute l'atrocité, mais la cupidité était plus forte, et pour l'excuser on n'hésita pas à invoquer les raisons les plus fausses et les mo-

tifs les plus étranges ; la traite était, disait-on, un bonheur pour les nègres, car elle les arrachait à l'idolâtrie ; transportés dans les colonies, ils étaient instruits dans une religion qui assurait leur salut. Ces idées se retrouvent, du reste, dans l'ordonnance que le roi d'Espagne publia, en 1817, pour restreindre la traite.

Ce n'est guère qu'au commencement de notre siècle que la conscience publique se révolta ; des philanthropes et des hommes d'État, jaloux de servir la cause de l'humanité, après avoir honoré leur pays par l'éclat de leurs talents et de leurs vertus, entreprirent une campagne contre la traite : leur but fut atteint ; ils laissent un nom fameux, mais plus encore un exemple et un encouragement aux générations qui les suivent car la traite est, aujourd'hui, plus cruelle, elle fait de plus nombreuses victimes, elle est plus difficile à atteindre et à réprimer qu'au temps des Wilberforce et des Clarkson.

CHAPITRE II

ABOLITION DE LA TRAITE, NOTAMMENT EN ANGLETERRE ET EN FRANCE

L'Angleterre qui est aujourd'hui l'adversaire la plus acharnée de la traite, fut pendant de longues années un de ses partisans les plus résolus.

Le 26 mars 1713, elle obtenait de l'Espagne, par le traité de l'*Assiento*, le monopole du transport des esclaves dans les colonies de l'Amérique, à charge de payer au souverain espagnol un certain droit par tête d'esclave importé. Quand le traité fut sur le point d'expirer, le roi d'Angleterre demanda à ses sujets d'ouvrir une souscription publique qui permit de fonder une nouvelle société pour la continuation de la traite ¹.

Dans le courant du siècle dernier, certains États de l'Amérique du Nord voulurent abolir l'esclavage; l'Angleterre refusa son autorisation ².

1. Davenant, *Reflections on the African Slave trade*, vol. V.

2. Wheaton, *Histoire du progrès du droit des gens*.

Dès que le lien qui les rattachait à l'Angleterre fut rompu, les États-Unis entrèrent dans la voie de l'abolition ; en 1776, la Virginie abolit la traite ; douze autres États suivirent son exemple, en 1783 ; en 1808, la traite était interdite dans toute l'Union.

L'histoire de l'abolition de la traite en Angleterre est intéressante par la défense opiniâtre de ses partisans, par la persévérance de ceux qui voulaient l'abolir ; ces derniers l'emportèrent enfin par une loi du 25 mars 1807, après vingt ans de lutttes et de débats.

L'agitation faite au sujet de la traite date de loin, en Angleterre ; dès 1787, un comité pour l'abolition de ce trafic était formé à Londres ; on y rencontre les noms de Wilberforce et de Thomas Clarkson ; — presque tous les membres de ce comité étaient des quakers.

Au mois de mai 1783, on commence à adresser au Parlement des pétitions pour l'abolition de la traite ; le roi s'émeut et ordonne une enquête par le conseil privé ; Pitt était alors premier ministre. La question arrive au Parlement : après une longue discussion, sur la proposition de Pitt, elle est renvoyée à la prochaine session, pour que l'on puisse faire une enquête plus approfondie ; il fallait, en outre, savoir si on abolirait complètement la traite, ou si, comme le voulaient quelques-uns, on se contenterait de la régler par des lois spéciales.

La discussion semblait donc définitivement remise à l'année suivante, mais un membre de la Chambre des communes, sir H. Dolben, désireux d'atténuer tout au moins la cruauté des négriers, déposa un *bill* tendant à régler l'arbitraire des armateurs ; ce *bill* passa au milieu de juillet à la Chambre des communes : il lui revint amendé par la Chambre haute, et ce ne fut qu'après la troisième tentative qu'il passa définitivement à cette dernière Chambre. Les lords, impressionnés par les pétitions nombreuses des négociants de Liverpool et de Londres, voyaient ce *bill* avec défaveur. On craignait, en outre, de porter un coup sensible à la fortune de l'Angleterre en gênant cette branche importante de son commerce, de laisser sans ouvrage les nombreux marins qui y étaient occupés, de permettre enfin à d'autres pays, la France en particulier, d'enlever cette industrie à l'Angleterre, de s'en faire une sorte de monopole, de développer par là la puissance de sa marine marchande et de s'y enrichir. Les écrivains anglais avaient cependant démontré dans des brochures et dans des livres, avec des preuves irréfutables, que le commerce des nègres était pour les marins la source des plus grands périls ; M. Clarkson prouva que ce commerce, au lieu d'être une pépinière à matelots, comme le disaient les marchands de Liverpool et de Londres, était leur tombeau ; dans la seule année

1786, 2.850 matelots périrent dans la navigation des Anglais dans le monde tout entier; 1.950 périrent dans le seul commerce de la traite : soit environ les deux cinquièmes. C'était le résultat de la brutalité des capitaines négriers et de la fréquence des maladies contagieuses, résultat de l'entassement et de la malpropreté des noirs. Pour ce qui est de la crainte de voir la France prendre le monopole de la traite, les partisans de l'abolition ne désespéraient pas d'amener le peuple français à l'interdire, lui aussi. — Necker était alors ministre en France, et il avait manifesté, dans son travail sur l'administration des finances, toute l'horreur qu'elle lui inspirait. — Du reste, ce que l'Angleterre perdait d'un côté, elle le gagnerait largement de l'autre, car si les Français prenaient le monopole d'un commerce sanguinaire, fondé sur la rapine et sur la violence, tombeau des marins, ils seraient obligés d'avoir recours aux manufactures de l'Angleterre pour leurs échanges avec la côte d'Afrique.

Suivant l'engagement qu'il avait pris, le ministère anglais déposa au mois d'avril 1789, sur le bureau de la Chambre des Communes, le rapport sur l'enquête ordonnée au sujet de la traite. La discussion s'ouvrit au mois de mai; le *bill* d'abolition soutenu par Pitt, Wilberforce et Fox, qui disait qu'une réglementation était insuffisante, car on ne pouvait réglementer le

vol et le meurtre, échoua ; la discussion fut remise à la prochaine session.

Pour s'éclairer davantage encore sur la question, on fit entendre de nouveaux témoins dans de nouvelles enquêtes et cela dura jusqu'au mois de février 1791. — A ce moment, Wilberforce introduisit de nouveau le bill sur l'abolition de la traite. Mais les adversaires de l'abolition avaient profité de ces attermoiemens et de circonstances particulières pour circonvenir beaucoup de membres du Parlement. On renouvelait le vieil argument que l'abolition serait le signal de ruines et de massacres, on profitait du déplorable effet que faisait la Révolution française sur nombre d'esprits, en Angleterre, pour établir un rapprochement entre ses principes et ceux des abolitionnistes et traiter ces derniers de Jacobins. Au même moment, on apprenait les massacres de Saint-Domingue, l'insurrection des nègres de la Martinique. Ces diverses circonstances détournèrent la sympathie qui se manifestait pour la cause de l'abolition ; le 18 avril, Wilberforce renouvela son bill, qui fut repoussé par 163 voix contre 88 ; c'était un désastre.

Cependant le comité abolitionniste réussit à organiser la résistance à ce mouvement : l'opinion publique perd un peu de vue les événements de Saint-Domingue, elle revient à la cause de l'abolition et envoie en sa faveur de nombreuses pétitions au Parlement. En

avril 1792, Wilberforce renouvelle sa motion soutenue par Pitt, Fox, etc., et par 230 voix contre 85, la Chambre des Communes vota l'abolition graduelle de la traite ; c'était assez mauvais, car c'était dire que la traite s'exercerait jusqu'à sa disparition complète avec bien plus d'ampleur et de cruauté. Dans une autre séance, la Chambre des Communes décida que la traite serait définitivement abolie en 1796. Mais la Chambre des Lords, à laquelle on porta le bill, décida qu'elle ordonnerait une enquête et le renvoya à la prochaine session.

Pendant beaucoup de personnes pensèrent que ce vote de la Chambre des Communes, remettant à 1796 l'abolition définitive de la traite, n'était qu'un atermolement destiné à ne pas la voter. Au mois de février 1793, Wilberforce demande à la Chambre des Communes de se réunir en comité pour examiner la question de la traite ; sa demande est repoussée ; le 14 mai, même année, il demande à la Chambre d'abolir au moins cette partie de la traite par laquelle les négriers anglais fournissaient d'esclaves les étrangers ; motion repoussée. La Chambre des lords, à la même époque, discute la question de la traite : elle est opposée en très grande majorité à ce trafic.

Dès le début de la session de 1794, Wilberforce représente sa motion pour l'abolition de cette partie de la traite qui fournit des esclaves aux étrangers.

Après une longue discussion, elle passe en troisième lecture. Mais elle est repoussée à la Chambre des Lords.

Les partisans de la traite ne se découragèrent pas ; en 1795, Wilberforce propose un bill pour l'abolition de la traite ; il était, disait-il, nécessaire de le voter à ce moment, puisque la Chambre des Communes avait engagé sa parole à ce qu'elle fût définitivement abolie, en 1796 ; néanmoins, le bill fut repoussé par 78 voix contre 57.

En 1796, la Chambre des Communes décide que le terme de l'abolition sera fixé au 1^{er} mars 1797, puis, par 74 voix contre 70, revient sur sa décision.

En 1798, Wilberforce renouvelle le bill qui est repoussé par 87 voix contre 83.

En 1799, ce bill est de nouveau rejeté. Pendant la même session, M. Thornton fait voter un bill, abolissant la traite, sur certains points de la côte d'Afrique où elle s'exerçait avec une violence particulière, mais le bill est rejeté par la Chambre haute.

Après tous ces échecs le parti des Saints ¹ jugea politique de laisser passer quelque temps sans demander au Parlement l'abolition, en se contentant de faire une active propagande dans le public. Wilberforce ne présente son bill que le 30 mars 1804. Le 27 juin, le bill est voté en troisième lecture, par

1. On appelait ainsi le parti des abolitionnistes.

69 voix contre 36 ; il est porté à la Chambre haute qui décide de renvoyer la discussion à l'année suivante. En 1805, Wilberforce présente de nouveau le bill : par un concours de circonstances particulières, telles que l'absence de beaucoup de membres irlandais favorables à l'abolition de la traite, la majorité se déplace et repousse le bill par 79 voix contre 70. Ce n'était qu'un accident, et on résolut, en conséquence, de recommencer à la prochaine session.

En 1806, Pitt meurt ; c'était un partisan de l'abolition, mais Fox lui succéda, avec lord Granville à la tête du ministère ; c'était une cause de plus de succès pour le parti des Saints ; car Pitt, partisan de l'abolition, n'en avait jamais pris l'initiative. L'année précédente, une proclamation royale avait défendu aux négociants d'importer des esclaves dans les colonies dont on s'était emparé pendant la guerre ; le ministère résolut de profiter de cette proclamation, et le 31 mars 1806, l'attorney général, sir A. Pigott, proposa un bill en 3 parties : 1° Un premier bill pour ratifier la proclamation royale ; 2° un deuxième bill pour défendre à tout sujet du royaume d'importer des esclaves dans les pays étrangers ; 3° un troisième bill pour défendre à tout sujet du royaume de s'employer ou d'employer ses capitaux dans un navire étranger occupé à la traite.

En troisième lecture, le bill première partie passa

aux Communes par 35 voix contre 13. Le 7 mai, il fut porté aux lords, soutenu par lord Granville, au nom du gouvernement, et adopté par 33 voix contre 18; la session était trop avancée pour faire passer les deux autres parties du bill; on jugea alors prudent de faire voter par les Chambres une déclaration mettant en lumière les principes sur lesquels reposait le vote du premier bill (c'était préparer l'abolition définitive à bref délai). Fox soutint cette motion aux Communes, où elle fut adoptée par 124 voix contre 15; la Chambre vota en même temps une adresse au roi pour le prier d'agir vis à vis des autres gouvernements, afin de les amener à une prompte abolition de la traite. Le 24 juin, lord Granville proposa l'adresse et la déclaration aux lords. Le combat fut très vif; mais enfin la résolution et l'adresse furent votées. Il était à craindre que, devant ces votes, les traitants, prévoyant une prompte abolition, n'exercassent jusque-là ce trafic avec une férocité et une ampleur inouïe. Aussi les deux Chambres votèrent-elles, avant de se séparer, un bill additionnel par lequel défense était faite à tout vaisseau, non employé précédemment à la traite, de s'y livrer, et cela, à partir du 2 août 1806.

Fox mourut avant la session de 1807; contrairement à la procédure des années précédentes, lord Granville jugea opportun de présenter d'abord à la Chambre des lords le bill pour la totale abolition de

la traite ; c'est ce qu'il fit le 2 janvier 1807. La discussion commence le 5, et par 100 voix contre 36, la Chambre des lords accepte la proposition Granville. Le 10 février, le bill est porté aux Communes ; le 16 mars, le bill est adopté par la Chambre des communes. Il est renvoyé, le 23, à la Chambre des lords qui le vote sans différer, et le roi y donne son assentiment.

Le parti des abolitionnistes avait enfin remporté la victoire ; mais bien des hommes ne se résignaient pas à la défaite, surtout dans la Chambre haute.

Lord Eldon disait au Parlement « que la traite avait été sanctionnée par des Parlements dans lesquels siégeaient les légistes les plus expérimentés, les théologiens les plus savants, et les hommes d'État les plus habiles ¹ ».

Et Lord Westmoreland « que quand même il verrait s'unir en faveur de l'abolition le presbytérien et le prêtre, le méthodiste et le prédicateur des campagnes, le jacobin et l'assassin, il n'en élèverait pas moins la voix contre ce projet ² ».

La traite, en France, fut longtemps très florissante ; les balances du commerce, avant 1789, rapportent le nombre de tonnes de nègres qui étaient exportées chaque année ; le gouvernement l'encourageait par un

1. *Acton's Admiralty Reports*, vol. I.

2. *Hansard's Parliamentary Debates*, vol. VIII.

appui moral et par des subsides qui se traduisaient sous la forme d'une prime à l'exportation qu'on évaluait à 2.500.000 francs par an. L'Assemblée nationale supprima la traite pour tout territoire dépendant de la France, par un décret du 16 pluviôse an II. Un autre décret du 17 juillet 1793 avait supprimé la prime à l'exportation. Sous le Consulat, la traite fut rétablie, par une loi du 10 prairial an X. C'était le contre-coup des événements de Saint-Domingue.

Depuis 1807, époque à laquelle l'Angleterre supprima la traite, ce fut, pour tous les gouvernements qui se succédèrent dans ce pays, une idée fixe d'amener les autres nations à suivre son exemple. C'est à l'Angleterre qu'on doit d'avoir porté cette question sur le terrain des conventions internationales ; c'était en même temps qu'un but philanthropique un but intéressé ; elle ne voulait pas laisser à d'autres peuples l'occasion de développer leur commerce dans une branche qu'elle s'était interdite à elle-même. En fait, l'Angleterre réussit à empêcher la traite de 1807 à 1814 ; pendant ces sept années, l'Europe était en guerre contre Napoléon : les croiseurs anglais profitaient de cet état de choses pour exercer le droit de visite sur les bâtiments neutres ; ce droit était légitime, du moment que les hostilités étaient ouvertes. Les armateurs, craignant de voir les navires et la marchan-

dise confisqués, n'osaient plus courir cette aventure.

Mais, la paix conclue, l'Angleterre ne pouvait exercer le droit de visite qui était un droit belligérant. Elle essaye alors de lutter contre la traite par d'autres moyens : c'est ici qu'on la voit introduire la traite dans le domaine des conventions internationales. Elle voulut profiter de la reconnaissance de Louis XVIII qu'elle avait contribué à placer sur le trône : dans le traité du 30 mai 1814 entre la France et l'Angleterre (Paix de Paris, 1^{er} article additionnel) la traite est abolie, mais la France stipule que la traite pourra encore être exercée pendant un délai de cinq ans, sous prétexte de mettre ses colonies sur un pied d'égalité avec celles de l'Angleterre : car pendant tout le temps des guerres napoléoniennes, elles n'ont pu s'approvisionner d'esclaves.

Les puissances réunies au congrès de Paris avaient décidé d'envoyer des représentants à Vienne pour compléter les traités qui avaient été signés à Paris. L'Angleterre au congrès de Vienne remet de nouveau sur le tapis la question de la traite ; elle demande aux puissances coloniales un terme fixe pour son abolition ; la France s'oppose à ce que le terme de cinq ans stipulé dans le traité de Paris soit diminué ; l'Espagne et le Portugal fixent à huit ans le délai pendant lequel ils auront encore le droit de faire la traite. Lord Castlereagh renouvelle alors une proposition dont on

avait déjà parlé pendant les traités de Paris ; il voudrait que les puissances réunies au congrès s'engagent à ne pas permettre dans leur territoire l'importation des produits coloniaux, provenant des pays qui ont conservé la traite plus longtemps qu'il ne leur était strictement nécessaire pour l'abolir. Sur les instances des plénipotentiaires de l'Espagne et du Portugal, cette motion est repoussée, et le congrès de Vienne aboutit à la déclaration platonique du 8 février 1815 qui flétrit la traite, mais ne fait rien pour l'empêcher¹.

Le 20 mars 1815, Napoléon revient de l'île d'Elbe, et par un décret du même mois (29 mars), interdit la traite immédiatement pour toutes les colonies françaises. Après les Cent jours, Louis XVIII remonte sur

1. « Les plénipotentiaires déclarent à la face de l'Europe que, regardant l'abolition universelle de la traite des nègres comme une mesure particulièrement digne de leur attention, conforme à l'esprit du siècle et aux principes généreux de leurs augustes souverains, ils sont animés du désir sincère de concourir à l'exécution la plus prompte et la plus efficace de cette mesure par tous les moyens à leur disposition, et d'agir dans l'emploi de ces moyens, avec tout le zèle et toute la persévérance qu'ils doivent à une aussi grande et belle cause.

« Trop instruits toutefois des sentiments de leurs souverains, pour ne pas prévoir que, quelque honorable que soit leur but, ils ne le poursuivront pas sans de justes ménagements pour les intérêts, les habitudes et les préventions mêmes de leurs sujets, les dits plénipotentiaires reconnaissent en même temps que cette déclaration générale ne saurait préjuger le terme que chaque puissance en particulier pourrait envisager comme le plus convenable pour l'abolition définitive du commerce des nègres ; par conséquent la détermination de l'époque où ce commerce doit universellement cesser, sera un objet de négociation entre les puissances... »

Annexe n° 15 à l'acte final du congrès de Vienne du 9 juin 1815.

le trône, confirme ce décret, rend à ce sujet une ordonnance de 1817 et promulgue la loi du 15 avril 1818, destinée à réprimer la traite. Cette loi ne servit à rien ; elle frappait les coupables de peines dérisoires. Le gouvernement avait cru ou feint de croire que la manifestation royale contre la traite aurait plus d'effet que des peines sévères. La loi se bornait à confisquer le navire et à retirer au capitaine sa patente. Rien de plus facile à éluder ; on assurait le navire contre le risque de confiscation, et on y mettait un homme de paille, qui était censé remplir les fonctions de capitaine. La traite n'était punie que comme une simple contravention, et du reste l'autorité fermait les yeux. L'Angleterre ne cessait d'envoyer des notes au duc de Richelieu, pour demander que les autorités françaises finissent davantage la main à une exacte répression de ce trafic. Le ministère français faisait des réponses évasives.

L'Angleterre obtint plus de résultats avec d'autres pays ; par une convention du 28 juillet 1817 avec le Portugal, par une autre du 22 septembre de la même année avec l'Espagne, elle obtenait de ces deux pays l'engagement de ne plus faire la traite au nord de l'Équateur : l'Espagne s'engageait en outre à ne plus la permettre, au sud de la ligne, à partir de 1820.

Ces traités ont une grande importance en notre ma-

tière ; ils stipulent le droit de visite, qui jusqu'alors n'avait jamais été exercé qu'en temps de guerre. Ce droit de visite sera le but que poursuivra l'Angleterre dans tous les traités qu'elle fera sur cette matière avec les autres nations. Lord Castlereagh comprit toute l'importance de ce précédent, et aussitôt après la signature de ces traités, il engagea des négociations avec les puissances maritimes, pour entrer dans la même voie. L'ambassadeur d'Angleterre à Paris, sir Charles Stuart, fut chargé de s'ouvrir à ce sujet au duc de Richelieu ; ce dernier repoussa les propositions anglaises, par la raison que l'amitié entre deux nations, comme la France et l'Angleterre, était plus précieuse que la répression de la traite et que le droit de visite ne pouvait que la contrarier¹.

Le gouvernement des Etats-Unis fit une réponse analogue à celle de la France. La Hollande signa le 4 mai 1818 avec l'Angleterre une convention abolissant la traite et concédant le droit de visite.

Lord Castlereagh ne se tint pas pour battu et résolut de porter la question devant le congrès d'Aix-la-Chapelle où il se rendit en 1818. Il soumit au congrès deux propositions :

1° Concession d'un droit de visite réciproque ;

1. En 1814, le duc de Wellington avait aussi demandé au prince de Talleyrand si la France voudrait accorder le droit de visite ; ces ouvertures avaient été écartées.

2° Déclaration que la traite est piraterie, au point de vue du droit des gens.

Les puissances se refusèrent à accorder le droit de visite. Le comte de Nesselrode proposa, au nom de la Russie, d'établir sur la côte occidentale d'Afrique « un pouvoir neutre » composé de représentants de tous les États chrétiens, avec des navires suffisants pour poursuivre les négriers, et des tribunaux pour les juger. La France proposa d'établir une police commune pour réprimer la traite. Ces propositions furent sans résultat.

On ne voulut pas non plus déclarer que la traite constitue un cas de piraterie *jure gentium* ; c'eût été une mesure très grave, car un pirate étant, aux yeux du droit des gens, dépourvu de nationalité, est soumis à la juridiction du pays du capteur. Il n'en est pas de même du navire qui fait la traite ; il a une nationalité ; sans doute, tel ou tel pays peut déclarer, dans sa loi intérieure, que le négrier sera considéré comme pirate ; mais cette déclaration ne concerne que lui. La traite a du reste été admise très longtemps par tous les pays, tandis que le pirate a toujours été considéré comme un criminel dépourvu de nationalité.

Les navires faisant la traite restèrent donc soumis aux tribunaux de leur pays, et le congrès d'Aix-la-Chapelle n'aboutit qu'à faire une manifestation sans

intérêt pratique, comme celui de Vienne ; il déclara que la traite est un fléau qui désole l'Afrique, dégrade l'Europe et afflige l'humanité.

En 1822, au congrès de Vérone, le plénipotentiaire anglais, lord Wellington, fut chargé par son gouvernement, de représenter aux puissances assemblées que la traite n'avait fait qu'augmenter d'intensité, durant ces dernières années, et qu'il y avait lieu de prendre des mesures plus effectives que les déclarations des précédents congrès. En conséquence, il proposait :

1° Que les puissances s'engageassent à refuser l'importation des produits coloniaux aux pays qui permettraient encore la traite ;

2° Que les gouvernements qui avaient aboli la traite, ouvrirent entre eux des négociations pour déclarer que la traite est assimilée à la piraterie, afin qu'on pût se prévaloir de leur accord, pour faire entrer ce principe dans le domaine du droit des gens.

Les puissances prirent en considération ces propositions de l'Angleterre, à l'exception de la France qui, par l'organe de ses plénipotentiaires, MM. de Caraman et de Châteaubriand, exposa les raisons qui ne lui permettaient pas d'y adhérer ; en effet, l'esprit public en France n'envisageait pas la traite au même point de vue que l'opinion anglaise, puissamment travaillée depuis de longues années ; le souvenir des mas-

sacres de Saint Domingue était présent à tous les esprits, l'abolition de la traite était le résultat de la pression de l'Angleterre, au lendemain des désastres qui avaient amoindri la France et, par conséquent, ne pouvait provoquer un aussi grand enthousiasme. Pour ce qui était de déclarer la traite piraterie *jure gentium*, ce n'était pas l'affaire d'un congrès ¹.

Les propositions anglaises n'aboutirent pas, et le congrès de Vérone se contenta d'émettre une déclaration comme le congrès de Vienne.

Les congrès avaient donné la preuve de leur impuissance ; les traitants redoublèrent d'ardeur. La traite se faisait surtout sous le pavillon portugais, car la convention conclue entre l'Angleterre et le Portugal ne visait que les mers au nord de l'Équateur. En France, la loi de 1818 avait été sans résultat ; le gouvernement ne la reconnut formellement qu'en 1827 ; le 13 mars 1827, le ministre de la marine déclara à la Chambre des députés « que la loi de 1818 était facile à éluder, impuissante, et que la pénalité était illusoire ; qu'une loi dépourvue de sanction pénale n'était pas une loi. »

On fit alors la loi du 25 avril 1827 :

Art. 1. — Les négociants, armateurs, subrécargues et tous ceux qui, par un moyen quelconque, se seront livrés au trafic connu sous le nom de traite des noirs ;

1. Wheaton, *Histoire des progrès du droit des gens*.

le capitaine ou commandant et les autres officiers de l'équipage ; tous ceux qui *sérieusement* auront participé à ce trafic, comme assureurs, actionnaires, fournisseurs, ou à tout autre titre, seront punis de la peine du bannissement et d'une amende égale à la valeur du navire et de la cargaison, prise dans le port de l'expédition. L'amende sera prononcée conjointement et solidairement contre tous les individus condamnés. Le navire sera en outre confisqué.

Cette loi elle-même ne donnait pas les garanties qu'on était en droit de lui demander. En effet, on réduisait autant que possible les officiers de l'équipage, on embarquait, pour conduire le navire, des individus qualifiés de maître qui n'avaient pas le rang d'officier, et qui, du reste, se souciaient peu du bannissement, car ils allaient continuer leur profession dans un autre pays ; il fallait prouver que les assureurs, fournisseurs, actionnaires, connaissaient le but du voyage, ce qui était difficile ; l'assurance se faisait, du reste, sur police d'honneur. Enfin, c'était un étranger qui était nominativement armateur. On avait pu espérer que la crainte de l'amende dont parle l'art. 1 de la loi, serait une entrave suffisante, mais, dans la cargaison, on ne comprenait pas les noirs, sous prétexte qu'il n'était pas décent d'assimiler des hommes à une marchandise ; on pouvait, d'ailleurs, s'assurer contre l'amende en payant une prime plus forte.

Les ports français, celui de Nantes en particulier, continuèrent comme par le passé d'envoyer des navires négriers sur la côte occidentale d'Afrique. On peut dire que la traite continua dans notre pays jusqu'à la loi du 4 mars 1831. Cette loi, encore en vigueur, punit les armateurs, bailleurs de fonds, assureurs, d'un emprisonnement de 2 à 5 ans. Si le navire est saisi en mer, les armateurs sont punis de 10 à 20 ans de travaux forcés, les bailleurs de fonds et assureurs qui auront sciemment participé à l'armement de la réclusion, le capitaine et le subrécargue de 5 à 10 ans de travaux forcés, les officiers de la réclusion, les hommes de l'équipage de 1 à 5 ans de prison. Si un fait de traite a eu lieu, les peines sont encore plus élevées. Le navire est confisqué et vendu ; l'amende est de la valeur du navire et de la cargaison.

Cette loi était le prélude d'une action plus vigoureuse contre la traite, action qui devait s'affirmer par les conventions de 1831 et de 1833 avec l'Angleterre.

Depuis le jour où, en 1807, l'Angleterre abolit la traite jusqu'à l'époque où nous sommes arrivés, le droit des gens eut à enregistrer à propos de ce trafic quelques procès célèbres dont nous ne citerons que les principaux.

Prise de l'Amadie. — En 1810, un croiseur anglais, en vertu du droit de visite qu'ont en temps de guerre les belligérants sur les navires marchands

neutres, s'empara de l'*Amadie*, navire américain, qui faisait la traite. Cette capture fut ratifiée par le tribunal de vice-amirauté de Tortola. L'armateur fit appel, et la Cour confirma la sentence du tribunal car, dit le magistrat, sir William Grant, « tant que la traite a été tolérée par le gouvernement anglais, un tribunal anglais ne pouvait la condamner chez d'autres nations ; mais depuis son abolition par l'Angleterre la traite ne peut plus à ses yeux avoir d'existence légale. L'Angleterre est en droit d'exiger des personnes qui se livrent à la traite la preuve que leur gouvernement le leur permet....., or le gouvernement des États-Unis n'autorisant pas ses sujets à posséder des esclaves, la sentence du premier tribunal devait être confirmée ¹. »

Outre que, comme le fait remarquer M. Wheaton ², la conclusion n'est pas du tout en rapport avec les prémisses, il faut observer qu'à cette époque la possession d'esclaves n'était pas du tout interdite dans les États-Unis.

Prise de la Fortuna (1811). — C'était aussi un navire américain pris dans les mêmes circonstances que l'*Amadie*, c'est-à-dire en vertu du droit de visite sur les neutres. Le magistrat anglais, lord Stowell, déclara que sa religion était enchaînée par la décision

1. *Acton's Admiralty Reports*, vol. I, p. 240.

2. Wheaton, *Histoire des progrès du droit des gens*, tome II, p. 290.

rendue dans le cas de l'*Amadie* ; il confirma la prise, sous prétexte que la *Fortuna* faisait un commerce contraire au droit des gens, d'autant plus que le pays du saisi défendait la traite.

Prise du Louis. — C'était un navire français qui faisait également la traite ; il fut saisi, en 1820, par un croiseur anglais. Le tribunal de vice-amirauté confirma sa capture, mais sur appel, lord Stowell cassa le premier jugement. « En effet, disait-il, le droit de visite n'existe qu'en temps de guerre ; la capture ne saurait être confirmée qu'au cas de piraterie, or la traite n'est pas un cas de piraterie *jure gentium*, car l'Angleterre l'a permise pendant longtemps, et plusieurs autres pays l'admettent encore aujourd'hui. Le droit de visite en temps de paix ne saurait avoir lieu que d'après une convention expresse. Nulle nation, ajoutait lord Stowell, n'avait le droit de frayer le chemin à l'affranchissement de l'Afrique, en foulant aux pieds l'indépendance d'une autre nation, de chercher à atteindre un grand bien par des moyens illégaux, ou d'établir un principe important en violant d'autres principes également sacrés ¹. »

1. *Dodson's Admiralty Reports*, vol. II. p. 210.

CHAPITRE III

LA TRAITE MARITIME ET LE DROIT DE VISITE. — CONVENTIONS FRANCO-ANGLAISES DE 1831 ET DE 1833. — TRAITÉ DE 1841. — CONVENTION FRANCO-ANGLAISE DE 1843.

L'Angleterre, lassée des efforts infructueux qu'elle avait faits dans les différents congrès du commencement du siècle pour la répression de la traite, résolut de suivre une voie nouvelle ; elle commença par déclarer la traite piraterie au point de vue de sa législation intérieure, et à édicter la peine de mort contre tout individu coupable de se livrer au commerce des esclaves. (Décision du Parlement du 24 juin 1824). Le congrès des États-Unis adopte les mêmes mesures. En outre, l'Angleterre conclut des traités séparés avec les diverses puissances maritimes ; ce sont ceux de 1817 et 1822, avec l'Espagne, de 1818, 1822, 1823, avec les Pays-Bas, de 1824, avec la Suède, de 1826, avec le Brésil.

Tous ces traités sont identiques, ils stipulent :

1° Un droit réciproque de visite sur les bâtiments marchands des puissances contractantes, même si ces bâtiments sont escortés par des navires de guerre¹ ;

2° Les bâtiments saisis et les personnes qui s'y trouvent, sont jugés par un tribunal mixte ;

3° Au cas où l'on ne se trouverait pas en présence d'un fait de traite caractérisée, certaines présomptions énoncées dans les traités sont suffisantes pour permettre la saisie préalable du navire suspect ;

4° Les parages dans lesquels le droit de visite pourra être exercé, sont énoncés dans les traités.

Après la Révolution de juillet, le nouveau gouvernement de la France qui ne se sentait pas appuyé par les sympathies de l'Europe, essaya de raffermir sa situation extérieure en se rapprochant de l'Angleterre, sa situation intérieure, en donnant à ses sujets des gages de libéralisme. Ce fut là l'origine des conventions de 1831 et de 1833. Le gouvernement de Louis-Philippe pensa que rien ne saurait être plus agréable à l'Angleterre que d'accéder à ses désirs à propos d'un sujet qui lui tenait tant à cœur et que le peuple français verrait avec plaisir le nouveau règne

1. Ceci est absolument exorbitant ; car, en temps de guerre, on se contente de la parole du capitaine commandant les navires convoyeurs pour soustraire les bâtiments convoyés à la visite ; cette parole ici ne suffisait plus, en temps de paix.

prendre en main la cause de l'humanité et de la philanthropie ¹.

La première convention est celle du 30 novembre 1831. Elle ne souleva aucune objection de la part du public. La convention de 1831 concède le droit de visite réciproque :

Le long de la côte occidentale d'Afrique, dans un certain rayon déterminé, dans une zone de vingt lieues autour de Madagascar, de Cuba, de Porto-Rico et du Brésil (art. 1). Le nombre des croiseurs d'une des puissances contractantes ne pourra dépasser le double des croiseurs de l'autre nation (art. 3). Les croiseurs seront munis d'instructions arrêtées de concert par les deux gouvernements (art. 5).

Il est à remarquer que tous les navires de guerre n'avaient pas ce droit de visite, mais seulement certains croiseurs déterminés ; en outre, la France réservait formellement à ses tribunaux (art. 7), le droit de juger ses nationaux ; il n'est pas ici question de cette clause de commission mixte que l'Angleterre avait réussi à faire insérer dans les traités antérieurs avec d'autres puissances ; de même, les navires marchands escortés par des vaisseaux de guerre, ne devront pas être visités.

Cette convention de 1831 ne précisait pas les détails

1. Thureau Dangin, *Le droit de visite et les élections de 1842*, dans le *Correspondant*, 10 et 25 juillet, 10 août 1888.

relatifs à l'exercice du droit de visite ; elle fut complétée par une convention supplémentaire, signée à Paris, le 22 mars 1833. Cette dernière convention est surtout remarquable en ce sens qu'elle édicte des présomptions ; il se peut qu'on ne puisse pas relever contre un navire un fait de traite précise, mais le croiseur pourra l'arrêter s'il trouve à son bord, par exemple : des planches en réserve qui pourraient être propres à établir un double pont, une plus grande quantité d'eau qu'il n'est besoin pour l'équipage, deux ou plusieurs grandes chaudières en cuivre, des chaînes, des menottes, etc. (art. 7). On pousse les croiseurs à exercer une surveillance plus active, en promettant à l'état major et à l'équipage du capteur 65 0/0 sur le produit net de la vente du navire capturé. La convention est suivie d'une annexe contenant les instructions arrêtées de concert pour les croiseurs des deux nations.

En somme, les conventions de 1831 et de 1833, qui furent, quelques années plus tard, attaquées avec tant de violence, renfermaient un certain nombre de garanties.

1° Le croiseur devra être muni d'une autorisation spéciale de chacun des deux gouvernements, de sorte qu'un croiseur anglais devra posséder, outre le mandat que lui donne son gouvernement, un mandat que lui donnera le gouvernement français (art. 5 de la convention de 1831) ;

2° Le navire saisi sera jugé par le tribunal de son pavillon ;

3° Si le tribunal reconnaît qu'un navire a été arrêté sans motifs suffisants (art. 8), le gouvernement du capteur s'engage à payer les dommages-intérêts auxquels ce tribunal l'aura condamné. Ceci est très remarquable, car on y voit un gouvernement accepter la juridiction d'un tribunal étranger.

Dans les années qui suivirent la convention de 1833, l'Angleterre obtint de quelques autres puissances, d'adhérer aux conventions qui avaient été faites avec la France ; ce furent le Danemark par un traité du 26 juillet 1834, la Sardaigne 8 août 1834, la Suède, 21 mai 1836, les villes hanséatiques 9 juin 1837, la Toscane 24 novembre 1837, Naples 14 février 1838. L'Angleterre fit des ouvertures à la Russie, à l'Autriche et à la Prusse pour leur demander de suivre cet exemple ; mais les gouvernements de ces pays répondirent qu'il n'était pas conforme à leur dignité de grandes puissances, d'adhérer à un traité qui avait été fait sans eux ; ils étaient tout disposés à prendre les mêmes engagements que la France, à condition qu'on fit un nouveau traité. Une conférence qui eut lieu à Londres, en décembre 1838, posa les bases de ce traité auquel la France et l'Angleterre conviaient la Russie, l'Autriche et la Prusse.

En 1840, Lord Palmerston, chef du ministère an-

glais, demanda à M. Guizot, alors ministre des affaires étrangères en France, de pousser plus activement les négociations en vue de la signature du traité. En août 1840, M. Guizot repoussa officiellement les ouvertures de lord Palmerston, sous le prétexte que le ministre de la marine, était opposé à cette extension du droit de visite et que l'opinion publique n'y était pas préparée. La véritable raison était que le gouvernement français ne se sentait pas disposé à des concessions vis-à-vis d'un ministère qui avait créé des difficultés à la France ¹.

Sur ces entrefaites, lord Palmerston tomba et fut remplacé par sir Robert Peel, avec lord Aberdeen comme ministre des affaires étrangères. Il y avait beaucoup de sympathies entre ce ministère tory et le ministère français. Lord Aberdeen voulut profiter de ces bonnes dispositions ; il fit sonder M. Guizot, au sujet du traité sur la traite et à la fin de novembre 1841, M. de Sainte-Aulaire, notre ambassadeur à Londres, reçut ses pleins pouvoirs pour signer ce traité. Le 20 décembre 1841 on signa le traité, et l'échange des ratifications fut fixé au 19 février.

Le traité de 1841 (art. 2) concédait le droit réciproque de visite sur tout navire suspect de traite ; on y retrouvait les mêmes présomptions que dans la con-

1. *Mémoires de M. Guizot*, tome VI, *Du droit de visite*.

vention de 1833 ; mais l'article 2 étendait la zone dans laquelle le droit de visite pouvait être exercé ; cette zone était limitée au nord par le 32° degré de latitude septentrionale, jusqu'au 45° degré de latitude méridionale ; au sud du 45° degré de latitude méridionale, jusqu'au 80° degré de longitude orientale du méridien de Greenwich ; et à l'est, par l'intersection de ce 80° degré avec le 45° degré de latitude méridionale, jusqu'à la côte des Indes Orientales.

L'art. 3 décide que chaque puissance aura le nombre de croiseurs nécessaires sous réserve d'un mandat accordé à chacun de ces croiseurs par le gouvernement qui autorisera la visite.

L'art. 13 décide qu'au cas où un bâtiment aura été illégalement capturé, le tribunal devant lequel se jugera la saisie pourra accorder des dommages-intérêts ; dans ce cas, les dommages-intérêts doivent être payés par le gouvernement du croiseur fautif, dans le délai de six mois, tandis que les conventions de 1831 et 1833 accordaient un délai d'un an au gouvernement du capteur.

Enfin l'article 1^{er} est un article à trois par lequel l'Autriche, la Prusse et la Russie déclarent tenir la traite pour piraterie et considérer comme dénationalisé tout navire relevant d'eux qui se livrera à ce trafic.

Dès qu'on apprit, en France, la signature du traité

de 1841, il y eut une véritable levée de boucliers : la susceptibilité nationale était surexcitée par la conduite de l'Angleterre dans les affaires d'Égypte et se refusait à toute concession en faveur de cette puissance ; M. Guizot avait cru faire un acte tout naturel en signant le traité de 1841, attendu que les conventions de 1831 et de 1833 étaient passées inaperçues ; il pensait que ce n'était que la conséquence logique des traités antérieurs, et oubliait à ce moment les paroles du prince de Metternich qu'il cite, dans son étude sur Robert Peel :

« Le vice de ce mode d'action (droit de visite), c'est qu'il n'est praticable qu'entre, je ne dis pas seulement des gouvernements, mais des pays vivant dans la plus grande intimité, étrangers à toute susceptibilité, à toute méfiance réciproque, et animés du même sentiment, au point de passer l'éponge sur tous les abus. »

Dès le début de la session de 1842, la lutte s'engagea entre le ministère et la Chambre. La grande majorité de la Chambre, de ceux-là même qui soutenaient le ministère, était opposée au droit de visite, non seulement au traité de 1841, mais au principe même des conventions de 1831 et de 1833. Les arguments contre le droit de visite furent produits au cours des débats par MM. Billault, Thiers, Odilon Barrot, etc.

La question du droit de visite n'est qu'une face d'une question plus importante, la question des neutres, la question de la liberté des mers. Or, la France est le défenseur séculaire de la liberté des neutres que l'Angleterre a toujours combattue, au milieu des guerres les plus sanglantes, pour s'assurer la suprématie des mers. La question n'est pas nouvelle, car déjà la reine Élisabeth avait demandé à Henri IV de permettre aux navires anglais de visiter les navires français pour s'assurer qu'ils ne porteraient aucun secours à l'Espagne avec laquelle elle était en guerre, Henri IV refusa.

Les marines secondaires de l'Europe, celles du Danemark, de la Suède, ayant à leur tête la marine française, ont toujours lutté en faveur du droit des neutres. C'est ce droit que Louis XV fit reconnaître dans son traité avec les États-Unis, c'est pour lui que Catherine et Paul I^{er} firent les coalitions de 1780 et de 1800, c'est contrairement à ce principe que l'Angleterre bombarda Copenhague en 1807. Accorder le droit de visite, c'est renoncer à la politique traditionnelle de la France : faire obstacle, à la tête des marines secondaires, à la puissance de l'Angleterre ; c'est leur donner l'exemple de la désertion.

Une des conséquences les plus importantes du droit des neutres, c'est la maxime que le pavillon cou-

vre la marchandise ; or, si avec le droit de visite on peut visiter les navires neutres, sans nul doute on saisira la marchandise ennemie qu'on trouvera à leur bord ; les précédents en font foi. Avec le droit de visite en temps de paix et la violation du droit des neutres en temps de guerre, plus de commerce possible. Qu'on suppose une guerre avec l'Angleterre : on ne pourra avertir à temps tous les navires français ; ils n'auront pas même la ressource de la fuite, habitués qu'ils sont à mettre en panne au coup de canon du croiseur anglais ; sans doute, on peut visiter les navires neutres en temps de guerre pour s'assurer qu'ils ne portent pas de contrebande de guerre chez l'ennemi, mais ce droit est éphémère et ne dure qu'autant que durent les hostilités.

Le droit de visite que concède le traité de 1841 n'est, lui, au contraire, limité ni dans le temps, ni quant aux lieux où il pourra s'exercer, car les limites qui lui sont imposées sont tellement vastes qu'on peut dire qu'elles n'existent pas. En effet, les conventions de 1831 et de 1833 avaient limité l'exercice de ce droit à une zone entre le cap Vert et le 10° degré de latitude méridionale, c'est-à-dire le golfe de Guinée et à un rayon de 20 lieues autour de Madagascar, Cuba, Porto-Rico. Avec les conventions de 1831 et de 1833, le commerce de nos colonies, du Sénégal en particulier, était libre, avec le traité de 1841, on livrait au

droit de visite tout l'Océan Atlantique, toute la mer des Indes, en un mot, toutes les mers les plus commerçantes du monde, à l'exception de la Méditerranée; les croiseurs anglais s'établissaient en face de toutes nos colonies, du Sénégal, de la Guyane, des Antilles, de Bourbon.

Et quel tort cette surveillance incessante ne ferait-elle pas à notre commerce? Quels abus inévitables et fréquents avec l'extension que donne le traité de 1841 aux conventions de 1831 et de 1833? Si l'Angleterre demande, avec tant d'insistance, le droit de visite, ce n'est pas seulement pour arriver à la police des mers qu'elle poursuit avec une incroyable ténacité, c'est aussi pour ruiner la concurrence de nos colonies. En effet, la plus importante de ses possessions d'outre-mer, l'Inde, fabriquait autrefois des tissus; les progrès de la science ont permis aux villes manufacturières de la mère patrie de faire une concurrence acharnée à la colonie, et aujourd'hui Manchester et Liverpool ont tué l'industrie de l'Inde. Le gouvernement anglais a voulu rendre à ces contrées, leur ancienne prospérité en en faisant un pays agricole et il y a acclimaté les produits exotiques. Mais ces produits, il leur faut un débouché; le droit de visite le leur fournira en ruinant notre commerce par les abus et les vexations, en surprenant nos secrets, au cas de conflit en détruisant notre marine. Les peuples de l'Europe n'auront

plus alors qu'à s'adresser à l'Inde pour obtenir le sucre, le café, l'indigo qu'ils tiraient jadis des colonies françaises¹.

Et la preuve que l'Angleterre ne poursuivait pas seulement le but philanthropique de la destruction de la traite qui, du reste, n'existait presque plus, mais qu'elle savait bien aussi que le traité de 1841 lui assurait des avantages matériels et moraux, ce sont les paroles que prononçait, le 10 août 1842, lord Palmerston à la chambre des Communes.

« N' imaginez pas que les traités relatifs au droit de visite soient utiles surtout au point de vue de l'humanité et comme tendant seulement à délivrer le monde civilisé d'un trafic criminel. Ici, comme dans beaucoup d'autres cas, la vertu porte avec elle sa récompense : si les nations de l'Europe s'entendent sur ce point, les avantages commerciaux qui en résulteront seront d'une immense importance, et pour tout le monde et pour notre pays. Ces traités doivent conduire indirectement à développer les grands intérêts de la marine et du commerce. »

Sans doute le droit de visite était un droit réciproque, mais cette réciprocité n'était qu'une illusion ; c'est pour ainsi dire une plaisanterie quand on voit l'Angleterre l'accorder à des États comme la Sardaigne, ou la ville de Hambourg qui a beaucoup de na-

1. Petit de Baroncourt, *Lettres sur le droit de visite*.

vires de commerce, mais point de marine militaire. Ici le dessein de s'assurer la police de la mer est incontestable. Quand la Grande-Bretagne obtient un droit de visite réciproque de la Prusse, de l'Autriche, de la Russie, ce n'est que pour peser sur la France en invoquant l'accord des grandes puissances : qu'importe, en effet, la concession de ce droit à la Prusse qui n'a pas de marine, à l'Autriche qui n'a pas de colonies et dont le commerce réside presque exclusivement dans la Méditerranée, à la Russie dont les rares vaisseaux sillonnent seulement la Baltique et la mer Noire. La clause de réciprocité ne mettrait la France sur un pied d'égalité avec l'Angleterre que si leurs forces maritimes étaient égales : mais chacun sait que notre pays ne peut consacrer qu'une faible partie de son budget à sa marine, car il lui faut une armée de terre nombreuse et bien outillée pour assurer son indépendance et sa dignité ; il en est tout autrement de l'Angleterre, elle n'a pas besoin de solda's, toutes ses ressources disponibles elle peut les donner à ses marins. La France aurait-elle l'argent nécessaire, qu'il lui faudrait encore quelques années pour égaler le nombre des navires anglais ; et d'ailleurs presque tous ses navires sont employés à la flotte d'évolution dans la Méditerranée et aux transports entre l'Algérie et Toulon.

Pourquoi le traité de 1841 renonce-t-il à la garan-

tie que donnaient les conventions de 1831 et de 1833 quand elles décidaient que le nombre des croiseurs anglais ne pourrait dépasser le double des croiseurs français? Sans doute, le gouvernement français pourra refuser les mandats si la demande atteint un chiffre trop extraordinaire, mais il faudra opposer un refus capable de susciter des difficultés avec l'Angleterre, tandis que les anciens traités posaient une règle dont elle ne pouvait se formaliser. Et ces extensions, on les accorde au moment même où les philanthropes anglais eux-mêmes reconnaissent que la traite est bien près d'avoir pris fin et que le droit de visite a plutôt aggravé la situation des noirs, car on les jette à la mer pour arrêter le croiseur qui s'efforce de les sauver, et se soustraire ainsi à la visite ; comment croire que dans ces conditions, au-delà du but avoué par l'Angleterre, il n'y en a pas un autre caché et qu'elle craint de laisser voir?

La garantie que donnait à la France l'art. 7 de la convention de 1833 n'existe plus ; il devait y avoir chaque année une nouvelle convention pour décider le nombre des navires à investir d'un mandat spécial ; au cas d'abus, de vexation de la part des croiseurs d'un des gouvernements, l'autre puissance pouvait se refuser à signer cette convention ; elle mettait fin à la situation que créaient les traités de 1831 et de 1833 ; de sorte que ces conventions renfermaient un

terme implicite, terme qu'on ne retrouve pas dans le traité de 1841.

Le traité de 1841 trouva peu de défenseurs à la Chambre, mais ils étaient fort éloquents. C'était le ministre des affaires étrangères, M. Guizot, et le ministre de l'instruction publique, M. Villemain. M. Guizot revendiqua toute la responsabilité de ce traité, bien qu'il eût pu en faire rejaillir une partie sur M. Thiers, l'un de ses adversaires les plus acharnés, qui avait fait partie du ministère qui signa les conventions de 1831 et de 1833. Le droit des neutres n'est pas ici en question, disait le ministre des affaires étrangères ; nous n'avons fait que reconnaître la législation antérieure qui le régit en ajoutant une clause nouvelle, en assimilant la traite à la contrebande de guerre. La liberté des mers, elle existe toujours ; cette liberté, elle comporte et doit comporter des exceptions, tout le monde le reconnaît ; eh bien, les conventions de 1831 et de 1833, comme le traité de 1841, ne font qu'en ajouter une.

Que si l'on vient dire que cette clause de réciprocité est un leurre aussi bien vis-à-vis de l'État que de la France, il suffit de rappeler que les documents officiels constatent que, dans l'espace de dix ans, de 1831 à 1841, il y a eu 105 croiseurs français contre 124 croiseurs anglais, et nul ne songe que les marins français aient reculé devant leur devoir de visiter les

navires marchands anglais et d'exercer sérieusement les droits que leur conféraient les conventions de 1831 et de 1833, et quant aux petits États, comment pouvait-on mieux reconnaître leur indépendance et leur souveraineté qu'en leur accordant un droit de réciprocité? Quelle marque plus sincère d'égalité peut-on désirer que ce droit de contrôle d'un petit État sur un autre bien plus puissant?

Si l'on craint les abus, les vexations que peut entraîner le droit de visite, qu'on se rappelle que dans onze années, de 1831 à 1842, il n'y a eu, de la part du commerce français que dix-sept réclamations, dont cinq ou six seulement ont paru être fondées¹.

L'on se plaint de l'extension des zones, mais c'est là une mesure qui s'impose si l'on veut sincèrement une efficace répression de la traite. En effet, avec ce système des conventions de 1831 et 1833, un navire chargé de nègres attendra le moment favorable pour entrer dans le rayon où il peut être visité et rendra ainsi inutile la surveillance des croiseurs.

On comprendrait l'opposition au traité, si la France, comme trois des autres signataires, avait consenti à assimiler la traite à la piraterie, mais jamais elle n'a voulu consentir à ce que ses nationaux fussent soustraits à sa juridiction.

Les garanties que renfermaient les conventions de

1. Guizot, *Mémoires. Du droit de visite.*

1831 et de 1833, non seulement on les retrouve dans ce nouveau traité, mais on en trouve d'autres : d'abord le délai pendant lequel le gouvernement étranger doit payer l'indemnité à laquelle il a été condamné est réduit à six mois, ensuite la clause qui permettait à une des parties d'avoir un nombre de croiseurs supérieur de moitié à ceux de l'autre nation, clause que l'on va jusqu'à présenter comme garantie dans l'opinion contraire, a disparu ; en effet cet article permet à une des nations d'avoir une force bien supérieure à l'autre ; avec le traité de 1841 on pourra toujours l'empêcher en refusant les mandats. Et à l'argument qui consiste à dire qu'il n'y a pas de terme implicite comme dans les conventions de 1831 et de 1833, on peut encore répondre avec cet article que le gouvernement, au cas d'abus, pourra refuser d'accorder des mandats.

Que si l'on dit que la traite n'existe plus, tout le monde reconnaît que ce n'est guère que depuis la révolution de juillet et la convention de 1831 ; le droit de visite a donc été un obstacle efficace à ce trafic, pourquoi le repousser au moment même où l'on en constate les heureux résultats ? Et quand on vient parler de la perfidie et de l'ambition de l'Angleterre, qu'on se rappelle que pendant dix ans l'exercice de ce droit n'a donné lieu à aucune injustice bien caractérisée, à aucune vexation dont le souvenir demeure ;

d'autres pays, qu'on ne soupçonne pas de visées ambitieuses comme l'Angleterre, auraient-ils toujours eu dans les mêmes circonstances, le même tact et la même prudence? peut-on vraiment croire, que dans cet immense courant populaire qui entraîne l'Angleterre tout entière à demander l'abolition de la traite, il n'y ait ni philanthropie, ni enthousiasme humanitaire, mais seulement de la vanité et une ambition insatiable?

Malgré les courageux efforts du ministère, la Chambre, aigrie par le souvenir encore cuisant des procédés de lord Palmerston, adopta, à la presque unanimité, l'amendement de M. Lefebvre. Cet amendement flétrissait sans doute la traite, mais exprimait l'espoir que le gouvernement saurait préserver de toute atteinte les intérêts de notre commerce et l'indépendance de notre pavillon.

Au cours de la discussion, M. Guizot avait formellement réservé les droits de la couronne; sans doute la Chambre avait le droit d'émettre son avis sur le traité, et à coup sûr le gouvernement en tiendrait grand compte, mais le roi avait un droit indéniable, celui de ratifier le traité, même contrairement à l'opinion du Parlement. Cependant, on approchait du 20 février 1842, époque fixée pour l'échange des ratifications du traité de 1841 et M. Guizot qui ne voulait pas céder, à la pression de la Chambre sentait cependant qu'il ne

pouvait complètement méconnaître une manifestation aussi claire et aussi unanime de l'opinion publique.

On prit un moyen terme ; dans les instructions que M. Guizot envoya à M. de Sainte-Aulaire, il lui disait : « Nous ne pouvons ratifier, nous ne pouvons savoir quand nous serons en mesure de le faire ; faites en sorte qu'on laisse le protocole ouvert pour que nous puissions y souscrire, sans cependant que nous nous engagions à une époque fixe ou à une époque indéterminée. »

Sans doute, dans les pleins pouvoirs donnés en décembre 1841, à M. de Sainte-Aulaire, on avait spécifié que la signature n'était donnée que sous réserve des ratifications, mais enfin c'était une conduite bien vague après un engagement presque formel ; grâce aux bons rapports des gouvernements des deux nations, grâce surtout à la sympathie réciproque de lord Aberdeen pour M. Guizot, la chose passa sans encombre et l'on accepta les propositions de l'ambassadeur français.

Ce protocole resté ouvert laissait croire qu'un jour ou l'autre le gouvernement y adhérerait ; les élections de 1842 avaient affirmé d'une façon éclatante la répugnance des électeurs pour le droit de visite, et le ministère craignait d'être dans une mauvaise situation quand ce sujet serait de nouveau discuté à la Chambre. On obtint des puissances signataires la

fermeture du protocole ; ce fut une grande déception en Angleterre. Mais, en même temps, M. Guizot déclarait à lord Aberdeen qu'il défendrait à Paris les conventions de 1831 et de 1833 « pensant que l'amitié d'un grand pays comme l'Angleterre valait mieux que l'abolition des traités de 1831 et de 1833¹. »

Cependant le public, en France, ne se montrait pas satisfait : renoncer au traité de 1841 ne lui paraissait pas suffisant, et dès l'ouverture de la session de 1843, on demande avec insistance l'abrogation des conventions de 1831 et de 1833 ; la Chambre émit ce vœu dans sa réponse au discours du trône ; le gouvernement déclara que ces conventions on ne pouvait les abolir, mais qu'on tiendrait la main à ce que toutes les clauses qui pouvaient être considérées comme une garantie pour la France fussent strictement exécutées.

La Chambre approuva le ministère, et le droit de visite défendu à la chambre des Pairs par le duc de Broglie subsista.

On avait gagné du temps, c'était tout ; car si, d'une part, demander à l'Angleterre l'abrogation des conventions de 1831 et de 1833, après lui avoir déjà fait faux bond, pour le traité de 1841, c'était risquer la guerre, d'un autre côté on ne pouvait espérer que les Chambres oublierait si vite leurs manifestations

1. Guizot, *Mémoires*, vol. VI.

si unanimes et si éclatantes contre le droit de visite. Aussi M. Guizot profita-t-il des relations personnelles qu'il noua avec lord Aberdeen, lorsqu'en août 1843 celui-ci accompagna en France la reine d'Angleterre, pour le sonder au sujet de l'abrogation éventuelle de ces traités; dès le retour de la reine, en Angleterre, les négociations furent ouvertes; la Chambre qui les apprit les approuva formellement, par un passage de son adresse au roi, en réponse au discours du trône (1844).

La première difficulté, amener le ministère à ouvrir une négociation sur l'abrogation des traités, était vaincue, mais il en subsistait une, plus grave encore : que mettre à la place du droit de visite? Or si, pour satisfaire l'opinion publique en France, on abrogeait le droit de visite, il fallait bien faire aussi quelque chose pour l'opinion en Angleterre qui détestait la traite. On pensa que le meilleur était de nommer une commission mixte d'hommes connus pour leur haine contre la traite. La France nomma le duc de Broglie, l'Angleterre le docteur Lushington.

Le commissaire anglais voulait suspendre pour cinq ans les conventions de 1831 et de 1833, à la condition qu'à l'expiration de ce délai elles fussent remises de plein droit en vigueur, sauf abrogation expresse de la part des deux gouvernements; le duc de Broglie obtint la suspension de ces traités pour dix ans, avec

la clause qu'ils seraient abolis complètement au bout de ce délai s'ils ne sont expressément rétablis par les deux gouvernements.

Le 29 mai 1845, on signa le nouveau traité qui devait avoir une durée de dix ans et qui du reste n'a pas été renouvelé par le second Empire.

L'art. 1 de la convention de 1845 décide que chacune des deux puissances contractantes entretiendra sur la côte occidentale d'Afrique une escadre de vingt six croiseurs qui autant que possible agiront de concert ; on substitue au droit de visite réciproque la surveillance de chaque nation sur les navires qui relèvent de son pavillon.

Mais l'art. 8 déclare que *si un pavillon porté par un navire est prima facie le signe de la nationalité de ce navire, cette présomption ne saurait être considérée comme suffisante pour interdire, dans tous les cas, de procéder à sa vérification, puisque s'il en était autrement tous les pavillons pourraient être exposés à des abus en servant à couvrir la piraterie, la traite des noirs ou tout autre commerce illicite.*

Cette convention fut considérée comme un grand succès pour le ministère et pour M. Guizot en particulier ; elle fut bien accueillie du public et des Chambres qui considérèrent que substituer la vérification de la nationalité au droit de visite, c'était rendre à la France l'indépendance maritime aliénée au profit de

l'Angleterre. Au fond, ce nouveau traité n'était qu'une amélioration illusoire et lord Palmerston avait raison de déclarer en 1845 au Parlement anglais que son pays n'avait abandonné aucune des garanties sérieuses que lui conféraient les conventions de 1831 et de 1833.

En effet, entre vérifier le pavillon d'un navire et exercer le droit de visite, il n'y a de différence que celle de la dénomination. Avec l'exercice du droit de visite, si le navire semble suspect, l'officier du croiseur visite le bâtiment et la cargaison ; avec le nouveau droit résultant de la convention de 1845, si, après l'interrogatoire du capitaine et la visite des papiers de bord, l'officier du croiseur n'est pas encore fixé, il visitera le navire et la cargaison. Cela ressort, sans conteste, des instructions annexées au traité de 1845, et données aux officiers des croiseurs anglais : car, s'il y est dit que ces officiers ne doivent ni capturer, ni visiter les navires français, il y est dit aussi que la Grande-Bretagne ne permettra pas aux navires des autres nations d'échapper à la visite et à l'examen en arborant le pavillon français ; il faudra donc procéder à cette visite et à cet examen pour savoir si le navire est vraiment français ou s'il cache sa nationalité. Quand même on se bornerait à l'interrogatoire du capitaine et à la visite des papiers de bord, il y aurait déjà de graves inconvénients ; cette police d'une na-

tion étrangère à bord d'un bâtiment français est propre à répandre des germes d'irritation et de jalousie entre les deux peuples ; la visite des papiers comprend celle des connaissements et des instructions de l'armateur au capitaine et cela peut avoir de graves inconvénients. Et puis ces papiers pourront bien souvent ne pas paraître suffisants à l'officier du croiseur, soit par mauvaise volonté de sa part, soit parce que les règles de sa nation sont particulièrement sévères en fait de preuve de nationalité.

Ce droit d'enquête sur la nationalité du navire n'est pas limité à des parages strictement désignés comme l'était le droit de visite par les conventions de 1831 et de 1833 ; sous prétexte que c'est un droit qui dérive naturellement du droit des gens, il pourra être exercé sur toute la surface de la mer ; pour la même raison, ce ne seront plus des croiseurs spéciaux, investis de mandats particuliers, dont le haut personnel est choisi à cet effet avec un certain soin, qui seront investis de ce droit, mais tout navire de guerre.

Ce droit de vérification du pavillon, l'art. 8 de la convention de 1845 déclare qu'il est fondé sur un principe de droit des gens et qu'il est de pratique constante chez toutes les nations maritimes. Le ministre des affaires étrangères fait la même déclaration dans la séance du 27 juin 1845 à la Chambre des députés. Cette assertion est excessive. L'Angleterre

elle-même, avant le 7 décembre 1841, jour auquel elle ordonna à ses croiseurs de vérifier la nationalité des navires, n'a jamais prétendu que ce fût un droit. La preuve en est qu'au congrès de Vérone, le duc de Wellington, dans un mémoire du 24 novembre 1822, se plaint que ce qui empêche une répression effective de la traite, c'est que les navires peuvent se soustraire à la visite en arborant le pavillon français ; et lorsque, quelques mois avant la convention de 1831, l'Angleterre demandait à la France la concession du droit de visite, elle ne faisait aucune objection au système contenu dans la dépêche que le maréchal Sébastiani adressait le 7 avril 1831 à lord Granville, ambassadeur d'Angleterre.

« Il est bien entendu que les étrangers qui osent emprunter le pavillon français pour se livrer à un trafic que réprouvent à la fois les lois divines et humaines, ne *peuvent être régulièrement découverts et saisis en mer que par nos croisières*, mais il y a lieu d'espérer que les efforts constants des officiers de notre marine auront à cet égard tout l'effet désirable. »

Même après la convention de 1831, ce n'était pas là la doctrine du ministère de la marine en France, car on lit dans les instructions données le 14 septembre 1831 au commandant du croiseur l'*Hermione* :

« La France a constamment refusé de reconnaître à aucune nation le droit de visite, dans l'intérêt de a

répression de la traite, sur les navires couverts de son pavillon, et en conséquence elle s'abstient elle-même de faire visiter les bâtiments portant pavillon étranger.

« On ne peut méconnaître que cette situation de choses fournit aux navires négriers des facilités pour échapper à la surveillance des croisières ; ces navires trouvent protection en arborant pavillon français devant les croiseurs anglais et en arborant pavillon étranger devant les croiseurs français. »

Et quand, en 1841, l'Angleterre émit la prétention de faire de la vérification du pavillon une règle du droit des gens, les États-Unis protestèrent avec une extrême énergie ; dans son message, le président de la République indiqua que jamais les États-Unis n'admettraient cette prétention ; et le 21 septembre 1841, le ministre de l'Union, à Londres, remettait au gouvernement anglais une protestation dans laquelle il indiquait qu'il n'existait aucune différence entre le droit de visite et le prétendu droit de vérification du pavillon.

« Cette doctrine, dit le ministre américain, tendrait à obtenir une usurpation de droit évidente au bénéfice des croiseurs anglais, puisqu'elle leur reconnaîtrait le droit d'arrêter tout bâtiment à quelque nation qu'il appartienne, de lui demander ses papiers et de juger si véritablement il peut réclamer le bénéfice du pavil-

lon sous lequel il navigue : il est inutile sans doute de remarquer que la différence qu'on voudrait établir entre le droit de visite qu'on reconnaît ne pas avoir, et celui auquel on prétend est purement imaginaire ; tout cela revient exactement au même, et d'ailleurs, ce droit d'aborder un bâtiment en haute mer, et en temps de paix, de le retenir et de décider de sa nationalité, est encore plus odieux, plus insultant, plus tyrannique que ce qu'on a appelé jusqu'ici le droit de visite, droit qui ne peut s'exercer que pendant la guerre, et qui n'a jamais été appliqué en temps de paix. »

Jamais, depuis 1820 qu'ils en étaient priés, les États-Unis n'avaient voulu accorder à l'Angleterre le droit de visite réciproque et déclarer que la traite est piraterie d'après le droit des gens ; ils ne la considéraient comme piraterie qu'au point de vue de leur loi nationale, c'est-à-dire qu'ils laissaient aux seuls tribunaux américains le droit de juger les citoyens des États-Unis convaincus d'avoir participé à ce trafic. Le traité signé le 9 août 1842 à Washington entre l'Angleterre et les États-Unis, pour régler les limites de leurs possessions, contient deux articles relatifs à la traite. Chacune des puissances contractantes s'engage à entretenir sur la côte occidentale d'Afrique une escadre d'une certaine force qui visitera les navires relevant de son pavillon. Les deux parties s'engagent en

autre (art. 9) à faire tous leurs efforts pour faire fermer les marchés d'esclaves : on est obligé de reconnaître que le droit de visite est impuissant à faire disparaître la traite tant qu'il existera des débouchés où pourra s'écouler le produit de ce genre de commerce. On peut même dire que le droit de visite n'a fait qu'aggraver la traite ; il est en effet une loi, reconnue par tous les économistes, qui veut que la fraude est impossible à empêcher quand elle peut accorder un bénéfice de plus de 30 0/0. Or, en défendant la traite, en établissant contre elle le droit de visite et d'autres mesures rigoureuses, vous faites immédiatement monter le prix des esclaves dans les colonies qui s'approvisionneront plus difficilement, vous le faites baisser sur la côte d'Afrique qui écoulera avec plus de peine le produit des razzias ; le bénéfice de l'opération du négrier sera devenu si considérable que l'on n'hésitera plus à tenter un voyage qui, s'il réussit, procurera à l'armateur une somme énorme ; les risques ne sont pas en proportion du bénéfice éventuel, car on a calculé que, sur 30 négriers, un seul était capturé. La traite deviendra plus cruelle ; on entassera à bord les noirs dans des conditions bien plus déplorables, on ne reculera devant aucune mesure pour échapper à la vigilance des croiseurs. Le droit de visite aggrave donc le mal qu'il veut faire disparaître ; c'est là un fait universellement reconnu et

le plus puissant argument qu'on puisse invoquer contre lui.

Ce n'est plus seulement avec les États-Unis et la France que l'Angleterre eut des difficultés au sujet du droit de visite ; elle en eut aussi, et de plus graves, avec le Portugal et le Brésil ; elle n'eut pas vis-à-vis de ces deux pays les mêmes ménagements que vis-à-vis des États-Unis, puissance redoutable ; comme le Portugal ne lui semblait pas mettre assez de zèle à faire appliquer les lois contre la traite, un acte du Parlement du 14 août 1839 autorisa les croiseurs anglais à saisir les navires portugais occupés à la traite ou soupçonnés de l'être. La reine du Portugal adressa en vain une protestation à l'Angleterre, coupable d'une violation inouïe du droit des gens à l'égard d'une nation indépendante et amie ; elle voulut recourir à l'intervention des puissances signataires du congrès de Vienne, mais elle n'eut pas plus de succès. Le Portugal fut obligé de céder ; il signa le 3 août 1842, avec l'Angleterre, un traité qui accordait aux puissances contractantes le droit réciproque de visite.

Le 23 novembre 1826, le Brésil avait signé avec la Grande-Bretagne un traité analogue à celui que cette puissance avait obtenu du Portugal en 1817. En 1835, on y ajouta deux articles impliquant condamnation et démolition des bâtiments occupés à la traite. Mais les autorités brésiliennes fermaient les yeux sur

la traite et le gouvernement britannique, irrité du peu de succès qu'avaient ses réclamations auprès du cabinet brésilien, résolut de suivre la même voie qu'à l'égard du Portugal ; un acte du Parlement anglais du 8 août 1845 autorise les croiseurs anglais à se saisir des vaisseaux brésiliens et les tribunaux de vice-amirauté anglais à juger les captures. Une fois de plus, l'Angleterre oubliait les paroles de son célèbre jurisconsulte, Lord Stowell, dans l'affaire du *Louis*. L'acte du Parlement était ici d'autant plus injuste que le droit de visite accordé par le Brésil à l'Angleterre (traité du 23 novembre 1826), ne l'avait été que pour une durée de 15 années ; le droit de visite et la compétence des commissions mixtes devaient donc cesser le 15 mars 1845. Le 22 octobre 1845, le cabinet de Rio-Janeiro envoya et publia une protestation aux principales cours de l'Europe.

Si l'on jette un coup d'œil en arrière sur les conventions qu'a obtenues l'Angleterre, sur les efforts constants qu'elle a faits pour obtenir le droit de visite et sur les résultats de ces traités, deux faits se dégagent nettement : d'abord, le droit de visite n'a pas diminué la traite, il l'a aggravée ; seule la fermeture des marchés, c'est-à-dire l'abolition de l'esclavage dans les colonies, pourra y mettre fin. Ensuite, si l'on ne peut refuser à l'Angleterre d'avoir beaucoup fait pour la cause des nègres, si l'on ne peut mettre en

doute la bonne foi de ce grand courant populaire et philanthropique, ni toujours soupçonner, sans quelque ridicule, la politique anglaise de combinaisons machiavéliques en vue d'asservir les autres nations, il faut reconnaître qu'elle n'est pas exempte de tout reproche ; il faut se rappeler que lord Castlereagh déclarait à la Chambre des Communes que, si la traite se faisait surtout sous les pavillons espagnols et portugais, c'était principalement avec l'argent des armateurs anglais ; il faut se souvenir de la conduite du cabinet de Londres vis-à-vis de deux faibles États comme le Brésil et le Portugal et se rappeler qu'au moment même où il plaidait avec tant d'énergie auprès des cabinets de l'Europe la cause des noirs, il entreprenait une guerre contre la Chine, pour donner aux commerçants anglais le droit d'empoisonner les populations du Céleste empire ; et nous verrons plus tard que, lorsque la Chine voulut s'opposer à l'émigration de ses sujets qui, engagés comme coolies, tombaient dans une position presque analogue à celle de l'esclave, l'Angleterre, comme la France d'ailleurs, ne voulut plus entendre parler de cette défense.

CHAPITRE IV

LA TRAITE DES COOLIES

Le principe de l'abolition de la traite était adopté par toutes les nations chrétiennes, le rapport du comité de la Chambre des Communes nous apprend qu'en 1850, la Grande Bretagne avait conclu avec des puissances civilisées vingt-quatre traités pour la suppression de ce trafic ; dix d'entre eux stipulaient le droit de visite et la compétence de commissions mixtes, douze le droit de visite et réservaient la compétence aux tribunaux nationaux, deux enfin repoussaient le droit de visite, mais contenaient l'obligation mutuelle d'entretenir une croisière sur la côte occidentale d'Afrique. Le 24 avril 1848, la Belgique adhéra au traité de 1841, et le 7 avril 1862, les États-Unis abandonnant le principe qu'ils avaient soutenu pendant tant d'années avec tant de persistance, se rendaient aux sollicitations de l'Angleterre et lui accordaient le droit de visite ; ils adhéraient également au principe des com-

missions mixtes, mais depuis 1870, ils sont revenus sur cette dernière clause et reconnaissent maintenant la compétence des tribunaux du pays auquel appartient le négrier. Le 29 mai 1879, l'empire allemand a étendu à tout son territoire les effets du traité de 1841 qui ne liait que la Prusse ; dans cette adhésion, les souverains des divers États allemands déclarent considérer la traite comme piraterie et tout bâtiment couvert par leur pavillon qui s'y livre comme dénationalisé ; on y trouve contre la traite les mêmes présomptions que celles contenues dans les conventions de 1831 et de 1833 ; ces derniers articles ont été fort critiqués en Allemagne ; on leur reproche de ressusciter les vieilles théories formalistes du droit romain¹.

Parallèlement à la politique des traités, il se produisait dans l'histoire de l'esclavage de graves modifications. Peu à peu, l'esclavage disparaissait en Amérique ; dans les colonies anglaises en 1833, dans les colonies françaises en 1848. La question de l'esclavage était une cause de guerre civile entre les États de l'Amérique du nord et ceux du sud ; les abolitionnistes l'emportèrent ; Cuba, Porto-Rico résistèrent le plus longtemps ; l'esclavage subsista à Cuba jusqu'en 1870 ; ce n'est qu'en 1888 que le Brésil a été définitivement débarrassé de l'esclavage, mais depuis longtemps il

1. Holtzendorf, *Handbuch des Völkerrechts*.

avait pris des mesures transitoires en vue de cette éventualité, avait libéré un grand nombre de noirs, avait adouci le sort des autres, les amenant par étapes successives à la complète liberté qui vient de leur être rendue.

L'abolition de l'esclavage porta à la traite un coup décisif, mais les colonies virent leur avenir compromis. Cette mesure brusque et radicale interrompit immédiatement tout travail. Les noirs, passant tout-à-coup de la position d'esclave à une liberté complète et inattendue, se refusèrent à toute occupation ; la douceur du climat et leur peu de besoins leur permettaient de vivre sans rien faire ; bienheureuses encore les colonies où les troupes errantes de ces noirs vagabonds ne troublaient pas la paix publique et ne compromettaient pas la vie des habitants. La population blanche, incapable de cultiver le sol sous les soleils des tropiques et d'ailleurs insuffisante pour cette dure besogne, dut se résoudre à chercher des expédients ; on pensa alors à aller recruter des noirs sur la côte d'Afrique ; on leur offrait de s'engager pour six ans, moyennant un salaire débattu ; au bout de cette période, ils pouvaient rester dans la colonie ou revenir dans leur patrie. Mais les nègres, hantés par le souvenir encore tout récent de la traite, se refusaient à accepter ces contrats pour une destination lointaine, et c'est à peine si ce moyen, auquel on a depuis lors complètement renoncé, a

fourni aux colonies un recrutement annuel de 8 à 10 000 nègres. Ce furent les Anglais qui les premiers songèrent à recruter des noirs libres ; le 6 février 1843, lord Stanley, sous-secrétaire d'État aux colonies, envoie une dépêche au gouvernement de Sierra-Leone pour l'informer que son gouvernement prenait la direction de l'émigration ; l'État frétait des bâtiments *ad hoc* ; le recrutement avait lieu de Sierra-Leone, Bonavista, Loanda ; la population noire du premier de ces endroits était formée des nègres libérés saisis à bord des navires faisant la traite.

Comme les nègres refusaient de s'engager pour les colonies, l'Angleterre prit des mesures coercitives. En 1854, la France à son tour, voulut fournir des travailleurs à ses colonies, et le 14 avril 1837 le ministre de la marine signait un traité par lequel un armateur de Marseille s'engageait à transporter à la Martinique et à la Guadeloupe 10.000 nègres ; la France éprouvant la même difficulté à trouver des africains désireux de s'engager, on rachetait des esclaves à la condition qu'ils s'engageassent pendant 6 ans, temps au bout duquel ils étaient définitivement libres. Ce recrutement subsista jusqu'en 1859 ; à ce moment de graves abus s'étant produits, il fut interdit ; un navire français, le *Charles-Georges*, avait été saisi par un croiseur portugais, sous prétexte de se livrer à la traite ; il y eut une vive discussion entre la France et

le Portugal. Ce fait n'était pas le premier de son espèce; il était pratiquement assez difficile de reconnaître la traite du recrutement libre, car les noirs, attirés par des moyens souvent peu honnêtes, se révoltaient en mer, comme cela était déjà arrivé à bord d'un autre navire, la *Regina Cæli*. Quoi qu'il en soit, le recrutement des noirs, un instant interrompu par ces divers incidents, subsista néanmoins, car la France se considérait comme liée par le contrat qu'elle avait signé avec l'armateur de Marseille. Il est inutile d'insister sur la ressemblance de ces recrutements avec la traite; il est en effet facile de voir qu'on est tenté de recourir aux mêmes procédés que pour se procurer des esclaves, et qu'on risque d'entretenir cet état de guerre civile qu'on reproche à la traite de faire naître. En effet, avec le principe de l'émigration par rachat, on pousse le petit potentat de l'Afrique à remplacer par un esclave l'émigrant qu'il vient de vendre, et chaque chef a ainsi intérêt à entretenir la discorde pour augmenter sa richesse.

En présence du peu de succès obtenu sur les côtes d'Afrique, les colonies allèrent dans l'Inde chercher des travailleurs; depuis 1815, l'Angleterre transportait à Maurice les condamnés indiens; en 1826, les premiers coolies indiens firent leur apparition à Bourbon. Mais ce n'est qu'à partir de 1836 que le gouvernement de l'Inde se décida à prendre des mesures of-

ficielles pour régler l'exportation des coolies. En 1837, on promulgua une loi qui, d'abord, ne devait s'appliquer qu'à Calcutta, mais qui fut ensuite étendue à tout le territoire dépendant de la Compagnie des Indes. Cette loi décidait que les termes de chaque contrat devaient être soigneusement expliqués aux coolies, fixait à 5 ans le délai de l'engagement, ordonnait que chaque convoi de coolies fût accompagné d'un certificat délivré par le gouvernement, que l'engagement contint une clause garantissant à chaque émigré le retour gratuit à l'expiration de son engagement. Cette loi nouvelle était à peine appliquée qu'on apprit, en 1838, que l'année précédente 25.000 coolies avaient émigré à Maurice ; l'opinion publique s'inquiéta en Angleterre et, sur les instances du parti anti-esclavagiste, on ordonna une enquête ; on acquit la preuve que les agents de recrutement employaient des moyens frauduleux et que le sort des engagés était fort à plaindre. Aussi, en 1842, on vota un nouvel *act* sur l'émigration à Maurice ; désormais les ports d'embarquement de l'Inde auraient des agents officiels d'émigration qui s'assureraient que toutes les conditions présentes étaient remplies ; ensuite défense était faite de signer le contrat avant que le coolie eût passé quarante-huit heures dans la colonie pour laquelle il s'embarquait.

En 1844, Demerara, la Trinité, la Jamaïque eurent

l'autorisation d'importer des coolies, à la seule condition d'observer les règles ci-dessus ; en 1847, on trouve la même permission pour Ceylan, le gouvernement local ayant pris l'engagement d'observer en outre quelques règles particulières. En 1851, il y eut un accord entre le gouvernement de l'Inde et Maurice, à la suite duquel cette colonie était déchargée de la clause du retour payé. En 1859, on permit aux coolies de choisir, à l'expiration du contrat, entre la clause de retour payé et l'allocation d'une certaine portion du sol.

En ce qui concerne les colonies françaises, elles furent d'abord alimentées par Pondichéry et Karikal, qui leur envoyaient leurs parias ; mais, à cause du peu d'étendue du territoire français, on fut bientôt obligé de recourir aux Indiens des possessions anglaises. Le gouvernement de l'Inde mit toutes sortes d'entraves à l'émigration de ses sujets pour les colonies françaises ; cependant, en 1860, la métropole signa avec la France une convention par laquelle elle autorisait tout Indien à s'embarquer pour nos colonies. Le 1^{er} juillet 1861, la France et l'Angleterre signèrent un traité fixant les conditions de l'émigration indienne. Par cette convention, l'Empereur s'engageait à mettre fin immédiatement à tout recrutement de noirs sur la côte d'Afrique ; dans les ports d'embarquement, le gouvernement français devra avoir

un agent agréé par le gouvernement anglais ; un agent anglais s'assurera que chaque émigrant connaît la teneur du contrat ; l'engagement est de cinq ans, à l'expiration desquels le rapatriement est obligatoire pour l'administration française ; la longueur des jours et heures de travail, l'assistance médicale, les gages et rations seront formellement stipulés ; les navires destinés au transport des coolies devront remplir certaines conditions énoncées dans le traité ¹.

L'Angleterre ne s'occupa pas seulement d'environner de garanties la situation des coolies qui émigraient dans les colonies étrangères ; deux *acts*, l'un de 1864, l'autre de 1869, exigent, pour le transport dans ses propres colonies, à peu près les mêmes conditions que celles stipulées dans le traité de 1861. En 1869, un magistrat de Demerara se plaignit vivement du sort des Indiens dans cette colonie ; aussitôt fut instituée une commission royale pour faire une enquête, à la suite de laquelle on fit plusieurs réformes ; on élargit les pouvoirs de l'agent général de l'émigration ; on décida qu'il ferait, dans chaque plantation, une visite semestrielle, au cours de laquelle le propriétaire serait tenu de lui présenter tous les coolies dont l'engagement allait expirer dans les 6 mois suivants ; l'agent devait alors donner, à chacun de ces hommes, un certificat provisoire ou définitif de

1. *Revue maritime et coloniale*, août 1861.

libération ; il était défendu à tout planteur de signer avec un coolie un acte de réengagement avant le jour de sa libération, pour être sûr que ce réengagement aurait été fait en toute liberté et en toute connaissance de cause. A Maurice, la situation était devenue encore plus difficile qu'à Demerara ; les souvenirs de l'esclavage, restés vivants dans cette île, poussaient les planteurs à assimiler les coolies à de véritables esclaves. En 1871, un habitant de Maurice, M. de Plevitz, se plaignit vivement de cette situation. Le gouverneur, Sir A. Gordon, institua une commission ; les résultats de l'enquête, favorables aux coolies, furent présentés au Parlement en 1875. En somme l'émigration des coolies indiens a subi un ralentissement considérable pendant ces dernières années, si ce n'est pour Maurice : il ressort du rapport du sous-secrétaire d'État pour l'agriculture que de 1842 à 1870, 533,595 Indiens sont entrés à Maurice.

Mais ce qui est devenu beaucoup plus important, c'est l'émigration des coolies chinois. Depuis bien longtemps déjà, la Chine déversait le surplus d'une population trop dense sur les points moins peuplés de l'Asie Orientale. Les colonies manquant de bras se tournèrent vers le Céleste Empire ; le premier convoi de coolies chinois eut lieu, en 1844, pour la Guinée anglaise ; à la même époque à peu près, le Pérou envoya, dans les ports de Chine, des agents qui allaient

recruter les coolies ; les contrats étaient faits pour 7 ou 8 ans au prix de 17 sh. par mois. Cuba suivit l'exemple du Pérou, les transports de coolies dégénérèrent bien vite ; on organisa une véritable traite plus cruelle même que l'ancienne, car à ces hommes auxquels on promettait une vie heureuse pour les décider à abandonner leur patrie, on réservait un sort bien plus cruel que celui de l'esclave ; à leur arrivée dans le pays de destination, on les vendait ouvertement au plus haut enchérisseur ; celui-ci exerçait sur le coolie un pouvoir sans contrôle et sans limite ; il n'avait aucun intérêt à le ménager, comme il l'aurait fait d'un esclave, puisque son droit au travail de l'engagé devait finir à un moment donné ; du reste, on n'hésitait pas à retenir le coolie au delà du temps fixé par fraude ou par force ; on organisait des convois de milliers de ces malheureux, sans y adjoindre aucune femme, ce qui était la source de la débauche la plus monstrueuse ; on les entassait dans des conditions néfastes à bord des bâtiments : la mortalité, pendant le voyage, dépassait souvent 20 0/0. C'est ainsi que le *Duke of Portland* et le *John Calvire* perdirent 246 hommes pendant leur voyage, le *Maidstone* 91 sur 375. Des courtiers s'en allaient dans les villages embaucher les paysans sous prétexte de leur donner un emploi ou sous celui de dettes ou de délits présumés¹. C'est sur-

1. Discours de sir H. Wingfield à la Chambre des communes, le 23 mai 1873.

tout au Pérou que le sort de ces malheureux était misérable. Ainsi qu'il ressort d'un rapport fait au gouvernement britannique par des capitaines de navires anglais, on les envoyait dans les îles qui renferment le guano, travail éminemment malsain ; la difficulté et la répugnance propres à ce genre de travail étaient augmentés par les tortures physiques qu'on leur infligeait ; pour s'y soustraire, ils se donnaient la mort, se jetant à la mer, s'empoisonnant ou s'ensevelissant volontairement dans des masses de guano. En 1860, on calculait que des 4.000 coolies arrivés dans les îles depuis le commencement de ce trafic, pas un n'avait survécu.

De 1847 à 1856, ces transports continuèrent sans attirer l'attention du public. Peu à peu on connut toutes ces atrocités. Les coolies, attirés frauduleusement à bord des navires et trompés dans leurs espérances, se révoltaient en mer ; on apprit les massacres qui eurent lieu à bord d'un grand nombre de navires, tels que l'*Amélia Felipa*, le *Norway*, le *Queen*, l'*Adnaïs*, le *Gunare*, le *Carmen*, etc. En apprenant toutes ces atrocités, la population de Canton se souleva, massacra un certain nombre d'Européens, et le 28 novembre 1857, le gouverneur de Shang-Haï adressait une proclamation aux consuls des diverses puissances, dans laquelle il leur notifiait son intention d'arrêter toute exportation. L'Angleterre entama des négocia-

tions pour arriver à un *modus vivendi* et le 2 mars 1859, le gouverneur de Canton autorisait l'émigration sous certaines conditions. Le commissaire anglais pour l'émigration et le gouverneur s'étaient entendus sur la forme à donner au contrat et sur les garanties qu'il devrait contenir¹. Déjà, en 1854, le

1.

CONTRAT D'ÉMIGRATION.

1. Il n'y a d'esclavage en aucun lieu où flotte le pavillon anglais dans toutes les possessions britanniques, la loi est la même pour le riche et pour le pauvre; toutes les religions sont tolérées et protégées : le gouvernement anglais a nommé des magistrats dans ses colonies des Indes occidentales, spécialement chargés de protéger les étrangers qui vont y chercher de l'emploi.

2. Le climat des Indes occidentales anglaises est très analogue à celui de la Chine méridionale; la principale culture est celle de la canne à sucre; mais le riz, le coton, le café y viennent aussi, ainsi que beaucoup de fruits et de végétaux propres à la Chine.

3. L'émigrant aux Indes Britanniques s'engagera par contrat à y servir pendant une durée de cinq ans, à dater du jour de son arrivée dans la colonie. S'il le désire, une avance de gages à concurrence de vingt dollars lui sera faite, sauf à la rembourser par retenues successives sur ses gages après son arrivée à destination. Il sera pourvu d'un passage libre dont le prix est estimé 75 dollars, en y comprenant des habits pour le voyage et la nourriture ordinaire, laquelle est réglée par une loi spéciale. La longueur moyenne du voyage est de cent jours.

4. Comme les émigrants n'ont pas connaissance du prix du travail dans les Indes occidentales, une somme fixe de 4 dollars par mois leur est d'abord offerte. Mais si, à leur arrivée dans la colonie, ils préfèrent être payés par jour, de la même façon que les travailleurs sans contrat, ils n'auront qu'à signifier leur intention au magistrat qui fera sur leur contrat les modifications nécessaires, et avisera qu'ils soient placés sur le même pied, quant à la rémunération. Il ne sera rien changé à la durée du service exigible, lequel reste fixé à cinq ans. Si, après avoir accepté un contrat pour cinq ans, le travailleur voulait l'annuler à la fin de la première année, ou à quelque autre

gouvernement de Hong-Kong avait rendu une ordonnance défendant à tout sujet britannique de se livrer à la traite des coolies. Le gouverneur avait dépassé ses pouvoirs en rendant cette ordonnance qui fut en conséquence déclarée nulle. Mais l'année suivante, le Parlement rendit un bill (*Chinese Passengers*

moment ultérieur, soit pour retourner dans sa maison, soit pour accepter d'ailleurs quelque autre occupation, il aura la liberté d'agir à son gré, en remboursant les quatre cinquièmes du prix de son passage, s'il a seulement achevé une année de service, et si un temps plus long s'est écoulé, une somme calculée à raison de 25 dollars pour chaque année de service restant à courir.

En sus du salaire de 4 dollars par mois, la nourriture, le logement, le jardin et les soins médicaux seront fournis.

La journée de travail dure 7 heures 1/2, et le travailleur a la liberté d'employer le reste de la journée de la manière qui lui convient. Si, au lieu du gage mensuel, il préfère la paie du journalier, il devra pourvoir à sa nourriture, mais il aura droit à la maison, au lot du jardin, aux soins médicaux.

5. Les émigrants qui, ne pouvant prendre avec eux leur famille, veulent néanmoins pourvoir à leur entretien, pourront consacrer à cette destination deux dollars par mois, lesquels seront payés mensuellement à leurs parents par l'agent d'émigration à Canton, le reste du salaire revenant au travailleur. D'autre part, les émigrants qui veulent se faire accompagner de leurs familles peuvent les prendre libres de charges, et un dou de 20 dollars sera fait à la femme et de cinq dollars à chaque enfant pour leur procurer plus de bien-être pendant le passage. Les femmes ne seront liées par aucune sorte d'engagement et resteront entièrement libres, soit de travailler en acceptant du service, soit de s'adonner seulement aux devoirs du ménage, suivant leurs besoins et leurs convenances. Les familles, en tous cas, vivront ensemble, et l'on pourvoira à l'éducation gratuite de leurs enfants.

6. Afin que les émigrants puissent communiquer constamment avec leurs parents ou amis, les lettres seront expédiées en tout temps exemptes de frais par le canal du gouvernement. Les remises d'argent pourront être faites par la même voie.

Act. 18 and 19, *Vict.* c 104) qui mettait fin à quelques-uns des abus les plus criants et décidait que nul navire anglais ne pouvait mettre à la voile pour plus d'une semaine avec plus de vingt coolies, à moins de se plier à des règles sévères.

Quand la guerre qu'elles soutenaient contre la Chine prit fin, la France et l'Angleterre ne voulurent pas permettre à cette puissance de défendre l'émigration de ses sujets et profitèrent de leurs victoires pour faire acte d'ingérence dans les affaires intérieures du gouvernement chinois. L'article V de la convention du 24 octobre 1860 entre l'empereur du Céleste Empire et la Grande-Bretagne, l'article 9 de la convention additionnelle au traité de paix de Tien-Tsin, du 25 octobre 1860 stipulaient pour la Chine l'obligation de permettre à tout Chinois de s'embarquer, lui et sa famille, pour aller chercher fortune au delà des mers. L'article 9 indique bien que les engagements devront toujours être volontaires et qu'il y aura lieu plus tard d'élaborer un règlement entre les parties contractantes pour en assurer la moralité, mais quand le 5 mars 1866, le gouvernement de Pékin édicta ce règlement, ni la France ni l'Angleterre ne voulurent l'admettre ¹; ce règlement est pourtant fort sage, il renferme à peu près les mêmes garanties que celles que l'Angleterre exigeait dans

1. Holtzendorf, *Handbuch des Völkerrechts*.

sa convention avec le gouvernement français pour l'émigration de ses sujets de l'Inde : le règlement fixait à cinq ans au maximum la durée du contrat, ordonnait le dépôt et le paiement du prix de rapatriement, la coopération des agents consulaires et des agents chinois, interdisait le recrutement obtenu par des moyens illicites et par des agents dépourvus de tout caractère officiel ¹. L'Angleterre voulait obtenir de la Chine que la clause de rapatriement n'eût lieu que lorsque le contrat serait fait pour une période de dix ans, sous prétexte que cela se passait ainsi pour les Indiens qui émigraient dans les colonies anglaises ; mais la situation était toute différente, car ces Indiens, sujets britanniques, émigraient dans un pays où ils se trouvaient sous les lois de leur propre gouvernement.

Les prescriptions du gouvernement chinois étaient sans résultat ; car, d'un côté, il s'était engagé vis-à-vis de deux puissances à donner à ses sujets la liberté d'émigrer ; de l'autre, il avait concédé au Portugal Macao, petite presqu'île à peu de distance de Canton. Macao devint le centre de la traite ; il y eut des maisons d'émigration avec des agents qui allaient sur le

1. L'Angleterre ne voulait pas admettre ce règlement parce que le délai de 5 ans lui paraissait trop court et contribuait, avec la clause du rapatriement, à rendre l'opération très onéreuse ; la France, parce que c'était priver sa marine du seul frêt possible dans ces parages, la cargaison d'êtres humains.

territoire chinois recruter des travailleurs ; on les enfermait dans les caves nombreuses que renferme Macao pour les expédier de là sur quelques contrées lointaines ¹. Jusqu'en 1869, l'Angleterre permit à Hong-Kong la continuation de ces opérations ; il y avait des recruteurs anglais, et les navires britanniques transportaient les coolies à Cuba et au Pérou ; par une ordonnance de 1870, lord Granville donnait au gouverneur de cette ville un pouvoir discrétionnaire pour réglementer tout ce qui touchait à ce trafic et en diminuer, si possible, les abus ². Les États-Unis allèrent plus loin ; le Congrès déclara que le fait, pour un navire américain, de transporter des coolies n'importe où serait assimilé à la félonie.

En 1870, la traite suscita à Macao de tels abus que

1. « A l'affût du Chinois flâneur, mais d'apparence robuste, les agents des maisons d'émigration de Macao les abordent, leur parlent avec douceur, les accablent de politesses, les conduisent aux bateaux de fleurs, dans les maisons où l'on fume l'opium ; puis, s'ils voient qu'il reste encore quelques topiques à leurs victimes, ces insinuants personnages finissent par les entraîner dans les plus infâmes tripots, où, après quelques coups de cornet, la ruine des naïfs Chinois est rapidement consommée. C'est lorsque l'infortuné asiatique a vidé sa bourse et sa tête qu'on fait briller devant ses yeux à demi éteints par l'opium et la débauche quatre belles piastres en argent (20 fr. environ). C'est en échange de cette faible somme qu'on lui enlèvera une signature qui l'oblige à un embarquement pour le Pérou ou les Antilles espagnoles, deux chaudes contrées comme on sait, où il devra travailler la terre pendant six années consécutives au prix de 4 piastres par mois. Or, la piastre, dans l'Amérique, ne représente certainement pas 10 fr. de notre monnaie en France. » (Edouard Plauchut, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juillet 1873).

2. *Anti Slavery Reporter*, 1870.

le gouvernement anglais fit d'énergiques remontrances au gouvernement portugais, qui s'engagea à y mettre fin. De même, au mois d'avril 1871, le roi d'Espagne lançait une proclamation dans laquelle il annonçait qu'à l'expiration d'un délai de huit mois courant de ce jour, l'importation des coolies à Cuba serait interdite. Le gouvernement espagnol avait été obligé de prendre des mesures spéciales, parce que les coolies étaient soumis à des traitements si odieux qu'ils s'alliaient aux insurgés pour essayer de recouvrer leur liberté. La proclamation autorisait, en outre, le gouvernement local à accorder le transport gratuit à tout coolie dont l'engagement était expiré et qui ne voulait pas le renouveler. Tout ceci resta lettre morte, car si les Chinois étaient très désireux de quitter le pays, les Cubains ne voulaient pas permettre la désorganisation d'une classe laborieuse.

Le gouvernement portugais imitait l'exemple de l'Espagne ; quand les abus devenaient trop criants, il rendait une ordonnance, mais il se gardait bien d'y tenir la main ; le 27 décembre 1873, M. Andrade Corvo, ministre des colonies à Lisbonne, promulgait un décret par lequel la traite des coolies émigrants de Macao était supprimée à partir du 27 mars 1874.

La question des coolies a donné lieu à plusieurs traités ; parmi les plus intéressants sont ceux que

le Pérou a faits d'une part avec la Chine, d'autre part avec le Portugal.

La convention avec le gouvernement portugais est du 24 février 1872 ; aucun individu, aucune compagnie, aucune agence, dit l'art. 1^{er}, ne passera de contrat pour la prise en service ou le transport d'émigrants sans le consentement préalable du gouvernement local et sans fournir une garantie suffisante de la fidèle exécution du contrat. L'art. 2 permet à l'émigrant de résilier le contrat en prévenant le patron six mois à l'avance et en lui payant une indemnité.

En outre, le traité règle les conditions du transport, dit que, si les parties y consentent, leurs différends pourront être soumis à un arbitre, et enfin commet les agents diplomatiques et consulaires à l'effet de surveiller la stricte exécution des contrats.

En 1873, le Pérou avait signé avec la Chine un traité stipulant des garanties pour les coolies ; une ligne de paquebots, placés sous la surveillance d'agents du gouvernement péruvien, étaient affectés à ce service ; le rapatriement était obligatoire pour l'administration péruvienne quand le coolie était arrivé au terme de son engagement, et des Chinois étaient adjoints au bureau de réception à Callao pour surveiller les intérêts de leurs compatriotes ¹.

Le 17 février 1872, l'Angleterre signait avec la

1. Calvo, *Etude sur l'émigration et la colonisation*.

Hollande une convention sur l'émigration des travailleurs de l'Inde à Surinam. Tous ces traités sur la même matière sont analogues et renferment à peu près les mêmes clauses ; mais cette dernière convention donna lieu aux plus vives critiques de la part des anti-esclavagistes anglais ; on reprocha au gouvernement de ne stipuler que des garanties illusoires. Sans doute, disait-on, vous obligez l'agent d'émigration à faire un contrat avec le coolie qu'il recrute, mais ce coolie ne comprend ni la nature du travail auquel il s'engage, ni les obligations qu'il contracte, ni les peines auxquelles il s'expose au cas où il viendrait à les violer ; il est vrai que l'art. 6 dit que « l'agent du gouvernement anglais s'assurera que l'engagement est volontaire et que l'émigrant connaît parfaitement la nature du contrat, ses différentes charges et avantages, le lieu de sa destination ; » mais le souvenir du passé est là pour affirmer que cet article restera ici lettre morte. La permission donnée à une puissance étrangère d'envoyer des recruteurs dans l'Inde anglaise est très dangereuse ; l'art. 20, qui permet au gouvernement hollandais de renvoyer dans l'Inde tout émigrant devenu incapable de travailler pour cause de maladie ou pour tout autre motif, est très cruel ; enfin, s'il est vrai que le traité stipule, pour tout coolie, le droit formel d'aller demander aide et protection au consul anglais, chacun sait que ce lui

sera presque toujours impossible, car il sera le plus souvent employé dans quelque plantation fort éloignée de la résidence de l'agent britannique¹.

Ce n'est pas seulement à des traités, mais aussi à des incidents internationaux, qu'a donné lieu le transport des coolies ; le plus connu de ces incidents est le cas du navire péruvien, la *Maria Luz* ; c'est au sujet de ce navire, qu'un tribunal international décida que le transport des coolies n'était qu'une forme différente de l'ancienne traite des nègres et devait lui être assimilé.

La *Maria Luz*, ayant à son bord 238 coolies, qu'elle transportait à Callao (Pérou), fut obligée de faire relâche dans un port du Japon. Quelques coolies trouvèrent moyen de s'échapper à la faveur de la nuit et gagnèrent la terre ; ils furent réclamés aux autorités japonaises par le capitaine de la *Maria Luz* ; on les lui rendit. Quelques jours après, de nouveaux coolies s'échappaient de nouveau à la nage, et le gouvernement japonais, à l'instigation des consuls européens, refusa de les rendre ; le capitaine de la *Maria Luz* protesta contre cette fin de non recevoir ; on réunit un tribunal composé du gouverneur de Yokohama, des consuls de France, d'Angleterre et d'Allemagne ; ce tribunal adopta la manière de voir du gouvernement japonais, décida que les coolies, (non seulement ceux qui

1. *Anti Slavery Reporter*, 1873.

s'étaient enfuis, mais tous ceux qui étaient à bord) seraient mis en liberté et ramenés dans leur ancienne patrie.

« L'état personnel auquel les passagers allèrent se soumettre, dit le jugement, était celui de l'esclavage, quel que fut le nom qu'on lui donnât; cet état était en contradiction si formelle avec le droit des gens, qu'il ne pouvait être maintenu que par une loi spéciale, laquelle ne saurait prétendre être reconnue par les lois étrangères; les contrats dont il s'agissait étaient en opposition avec le droit public du Japon, qui ne tolérerait pas l'esclavage; dans de semblables circonstances, la *lex loci contractus* devait céder à la *lex fori*. »

Le jugement est du 27 septembre 1872. Le gouvernement péruvien ne voulut pas le reconnaître et menaça d'envoyer des navires de guerre dans les eaux japonaises. Le conflit se termina par un accord qui remettait la décision à l'empereur de Russie. Ce dernier rendit, le 17 mai 1873, une sentence en faveur du Japon ¹.

1. « Nous, Alexandre II, par la grâce de Dieu, empereur de toutes les Russies : Conformément à la requête qui nous a été adressée par les gouvernements du Japon et du Pérou, contenue dans un protocole dressé de commun accord à Tokio, par les plénipotentiaires des deux gouvernements, le 13-25 juin 1873, correspondant au 25^e jour du 6^e mois de la 6^e année de Meissi, nous sommes convenus d'examiner le différend pendant entre les deux gouvernements relativement à l'arrêt du vaisseau *Maria Luz* dans le port de Kanagawa, et particulièrement à la réclamation du gouvernement péru-

Ce n'est pas seulement à l'Inde et à la Chine qu'on a demandé des travailleurs ; on a recruté des coolies dans les îles des mers du sud pour les amener à la

vien tendant à rendre le gouvernement japonais responsable de toutes les conséquences résultant de l'action des autorités japonaises par rapport à la *Maria Luz*, à son équipage et à ses passagers, à l'époque de l'arrestation de ce vaisseau à Kanagawa, et nous avons consenti à prendre sur nous la tâche de prononcer une sentence arbitrale qui sera définitive et obligatoire pour les deux parties, et contre laquelle il ne sera admis ni objection, ni explication, ni délai quelconque.

« Ayant en conséquence mûrement pesé les considérations et conclusions des juriconsultes et des personnes compétentes chargées d'étudier l'affaire, d'après les documents et attestations qui nous ont été transmis conformément au protocole ci-dessus mentionné ;

« Nous sommes arrivés à la conviction qu'en procédant comme il l'a fait à l'égard de la *Maria Luz*, de son équipage et de ses passagers, le gouvernement japonais a agi *bona fide* en vertu de ses propres lois et coutumes, sans enfreindre les prescriptions générales du droit des gens, ni les stipulations des traités particuliers ;

« Que, par conséquent, il ne peut être accusé d'un manque volontaire de respect, ni d'une intention malveillante quelconque vis-à-vis du gouvernement péruvien et de ses citoyens ;

« Que les diverses espèces d'opinions provoquées par cet incident peuvent inspirer aux gouvernements qui n'ont pas de traités spéciaux avec le Japon, le désir de rendre les relations internationales réciproques plus précises afin d'éviter à l'avenir tout malentendu de ce genre ; mais qu'elle ne pouvait, en l'absence de stipulations formelles, faire peser sur le gouvernement japonais la responsabilité d'une action qu'il n'a pas sérieusement provoquée, et de mesures qui sont conformes à sa propre législation.

« En conséquence, nous n'avons pas trouvé de motifs suffisants pour reconnaître comme irréguliers les actes des autorités japonaises dans l'affaire du vapeur *Maria Luz*, et attribuant les pertes supportées à une malheureuse combinaison de circonstances,

« Nous prononçons la sentence arbitrale suivante :

« Le gouvernement japonais n'est pas responsable des conséquences

Nouvelle-Calédonie ; en 1884, l'attention fut attirée par le trafic que faisaient des navires anglais allant chercher des coolies dans la Nouvelle Guinée et dans les îles d'Entrecasteaux pour les amener au Queensland ; le gouvernement anglais ordonna une enquête sur les agissements de ses nationaux dans les îles du Pacifique ; on apprit que la violence et les procédés de ces nouveaux traitants étaient de tous points semblables à ceux des anciens négriers, et on interdit ce recrutement.

Depuis quelques années, les pays qui avaient le plus attiré les Chinois sur leur territoire se sont lassés de cette immigration, quelques-uns mêmes y ont vu un danger. Le Chinois ne s'assimile pas aux populations au milieu desquelles il vient s'établir, il continue à former une société à part qui augmente rapidement et menace bientôt de submerger la population indigène ; en outre, la sobriété des Chinois et leur peu de besoins leur permettent d'accepter un salaire dérisoire, ce qui fait baisser le prix de la main d'œuvre et enlève aux indigènes un débouché naturel pour leur travail. C'est pour toutes ces raisons qu'en

produites par l'arrêt du vaisseau péruvien *Maria Luz* dans le port de Kanagawa.

« En foi de quoi nous avons signé la présente sentence et nous y avons fait apposer notre sceau impérial.

Fait à Ems, le 17 mai 1875.

(*Annuaire de l'Institut de droit international*, tome 1, p. 353.)

1875, sur les plaintes réitérées de la population indigène, le congrès du Pérou promulgua un acte défendant l'immigration chinoise.

Les États-Unis qui, en 1868, avaient contracté vis-à-vis du Céleste Empire l'obligation de garantir aux Chinois le sort de la nation la plus favorisée, voulurent suivre cet exemple. Des négociations s'ouvrirent entre les deux gouvernements, et le 17 novembre 1880 un traité, promulgué le 5 octobre 1881, était signé à Pékin entre le gouvernement chinois et le représentant de l'Union; la convention reconnaissait aux États-Unis le droit de limiter, de réglementer ou de suspendre l'entrée ou la résidence des travailleurs chinois sur son territoire, mais il ne pouvait la prohiber d'une façon absolue; exception était faite pour les Chinois établis sur le territoire des États-Unis, avant la signature du traité. Conformément au traité, le 6 mai 1882, le parlement américain promulguait une loi suspendant l'introduction des travailleurs chinois. Les États-Unis ne se crurent pas encore suffisamment protégés, et, le 12 mars 1888, le secrétaire d'État aux affaires étrangères signait avec le ministre chinois, à Washington, un traité encore plus restrictif¹. Mais avant que l'échange des rectifications eut eu lieu, le sénat américain introduisit une clause qui

1. *Times*, 19 mai 1888.

n'avait pas été prévue au début, et la Chine refusa de ratifier.

Les puissances chrétiennes qui ont fait tant de traités et ouvert un si grand nombre de négociations, pour améliorer la condition des nègres et supprimer la traite des Africains, ont montré un intérêt médiocre et tardif pour les Chinois et n'ont presque rien fait pour les habitants des mers du sud, pour empêcher que le *labour trade* ne dégénérât en *slave trade*. On ne peut citer dans cet ordre d'idées que le *Kidnapping act* voté par le Parlement anglais, le 7 juin 1872, et visant le transport des travailleurs dans les eaux polynésiennes et un projet de loi qui n'a pas abouti, présenté le 25 novembre 1875 au Reichstag allemand par le prince de Bismarck. Ce projet de loi punissait de cinq ans de prison et de 6.000 marks d'amende au maximum quiconque transporterait des travailleurs nés dans les îles polynésiennes ou les emploierait dans les colonies allemandes ¹.

1. Holtzendorf, *Handbuch des Völkerrechts*.

CHAPITRE V

LA TRAITE TERRESTRE

Pendant de longues années, les puissances qui avaient le plus à cœur l'abolition de la traite attendaient, les yeux tournés vers les colonies de l'Amérique, que le grand courant philanthropique emportât, avec la destruction de l'esclavage, les derniers vestiges de ce trafic ; quand, après la guerre de la sécession, on vit la victoire des abolitionnistes fermer le principal débouché aux envois de la côte occidentale d'Afrique, on crut que le mal avait disparu ; c'était une illusion : les voyages de hardis explorateurs à travers un continent jusque là inconnu, des relations plus fréquentes et plus suivies avec le monde oriental, apprirent aux peuples chrétiens que cette traite des noirs, dont parlait déjà Hérodote et qui fournissait des esclaves aux patriciens romains, désolait le centre de l'Afrique, prélevait chaque année un tribut que quelques-uns estiment s'élever à

deux millions d'hommes, pour procurer des esclaves aux populations musulmanes de la Turquie, de l'Égypte, de l'Arabie, de la Perse.

L'esclavage est pratiqué par tous les peuples musulmans ; il n'a pas chez eux le même caractère que celui d'il y a quelques années dans les colonies de l'Amérique, il se rapproche davantage de l'esclavage romain ; l'esclave n'est pas chez eux exclusivement voué au travail de la terre, car ils ont peu d'exploitations agricoles ; il n'y a pas chez le maître ce mépris de son esclave qu'avaient les créoles, car il ne le considère pas nécessairement comme d'une race inférieure, il réserve sa haine et son dédain pour les infidèles ; les esclaves forment au maître une clientèle ; on les emploie à toutes sortes de professions : ils sont soldats, peuvent s'élever à des fonctions administratives ou politiques, à l'occasion desquelles ils auront le droit d'exiger l'obéissance et le respect des hommes libres¹. Les lois et les mœurs recommandent au musulman la douceur et la mansuétude vis-à-vis de son esclave et poussent aux affranchissements.

« Si quelques-uns de vos esclaves en qui vous
» avez reconnu de bonnes qualités, dit le *Coran*, vous
» demandent leur affranchissement par écrit, don-
» nez-le leur et faites leur même part de ces biens

1. Bertlioux, *La traite orientale*.

» que Dieu vous a dispensés. » (Sourate *la lumière*, XX, 33.)

Et Mahomet a dit : « Pardonne à ton esclave plusieurs fois par jour, si tu veux mériter la faveur divine. »

Mais derrière cet esclavage domestique où nous voyons l'esclave associé à la famille, qui le considère comme un de ses membres, on trouve la traite. Pour satisfaire les demandes sans cesse renouvelées des peuples esclavagistes, on est obligé d'aller recruter des noirs dans l'intérieur de l'Afrique et de pousser toujours plus loin vers le centre, à mesure que les populations plus rapprochées, décimées et souvent anéanties par les razzias, n'offrent plus un contingent suffisant.

Pour alimenter les trois principaux marchés, l'Égypte, Zanzibar et l'Arabie, la chasse à l'homme se pratique sur la côte orientale de l'Afrique, dans le Soudan, jusqu'au-delà du haut Congo et presque aux confins des possessions anglaises du Cap. Il est facile de comprendre les souffrances qu'endurent ces malheureux à peine nourris, menés, sous un soleil brûlant, par des chefs de bande impitoyables, jusqu'aux marchés où ils trouveront un maître définitif. Déjà Livingstone, Cameron, Stanley, Burton, Speke avaient révélé toutes ces horreurs. Rohlf raconte que « quiconque ne connaît pas le chemin que pren-

» nent les caravanes, n'a qu'à suivre les ossements
» qui jonchent la route, à droite et à gauche, » et le
cardinal Lavigerie « que, dans la région des grands
» lacs, toute femme ou enfant qui s'éloigne à dix mi-
» nutes de son village n'est pas certain d'y revenir. »
Dans la lettre de Stanley, datée du 26 octobre 1876,
on lit : « J'ai croisé des centaines de créatures hu-
» maines marchant en file indienne, dont les faces
» hâves trahissaient les angoisses de la faim et qui, à
» chaque étape de leur lugubre parcours, jalonnaient
» le terrain d'un nouveau cadavre. »

Ce qui rend cette traite particulièrement odieuse et redoutable, ce sont les moyens employés pour se procurer des esclaves. Ici ce n'est pas le jeu d'un trafic régulier: des bandes musulmanes, armées d'armes perfectionnées, tombent sur un village, tuent tout ce qui résiste, emmènent les survivants, principalement les femmes et les enfants, dont la vente est plus facile et plus rémunératrice. En calculant ceux qui meurent pour la défense de leur vie et de leur liberté, et ceux qui succombent aux fatigues de la route et aux mauvais traitements, les témoignages les plus modérés affirment que pour un esclave qui arrive vivant aumarché, quatre ou cinq sont morts; d'autres disent dix¹. Cameron raconte qu'un chef de bande, pour se procurer cinquante femmes, avait détruit dix villages,

1. *L'Esclavage africain*, conférence du cardinal Lavigerie.

renfermant chacun de cent à deux cents habitants¹. En admettant cette proportion, on arrive à ce résultat : chaque année, deux millions de noirs sont vendus ou mis à mort en Afrique².

Il y a peu de temps qu'on connaît complètement cette dépopulation sans cesse croissante de l'Afrique ; mais, déjà, on avait fait des efforts, malheureusement sans résultats, pour diminuer l'intensité de la traite.

Parmi les peuples musulmans, c'est d'abord à la Turquie qu'on s'est adressé. En 1847, sur les instances des diverses puissances, le sultan Abd-ul-Medjid, abolit la traite dans tout l'Empire Ottoman. Ce n'était là qu'une formalité destinée à tromper l'Europe ; l'esclavage et la traite ont continué en Turquie comme par le passé et continuent encore aujourd'hui. Nous en voyons la preuve dans les dépêches des agents du gouvernement britannique³. (*Livre bleu* sur la traite présenté au Parlement anglais, en juin 1888). Ce n'est, du reste, pas seulement la traite des nègres que pratique la Turquie ; le *Journal des Débats* signalait, en décembre 1883, la traite des femmes blanches, envoyées surtout des marchés de Trébizonde sur ceux de Constantinople, et le *Temps*, du 14 novembre 1888

1. Cameron, *A travers l'Afrique*.

2. *L'Esclavage africain*, conférence du cardinal Lavigerie.

3. A ces dépêches on a même adjoint une longue liste des esclaves venus pour demander protection aux consuls anglais, droit qui leur est conféré par une convention de 1880 entre l'Angleterre et la Turquie.

raconte comment cette traite de femmes blanches se poursuit toujours ; on se contente, pour échapper à la vigilance des consuls européens de les débarquer à Kawak, station turque de quarantaine sur le Bosphore.

Plus encore que la Turquie, l'Égypte est un débouché pour la traite. Bien des conventions ont été conclues entre la Grande-Bretagne et le Khédive, mais comme chez tous les peuples musulmans, ce n'était là qu'une concession destinée à assurer un instant de répit et un engagement qu'on était bien résolu à ne pas remplir. En 1864, les armées égyptiennes faisaient encore de grandes razzias officielles dans le Soudan pour se procurer des esclaves. Il est vrai qu'en 1869, le Khédive Ismaïl parut se rendre aux sollicitations de l'Angleterre ; dans ce but, il mit à la tête d'une véritable petite armée sir Samuel Baker ; son objectif devait être de frapper la traite à sa source même et de lui porter un coup décisif ; le but apparent que poursuivait le Khédive était plus grandiose encore : « Pour soumettre à notre autorité les pays situés au sud de Gondokoro, pour supprimer la traite, pour introduire un système de commerce régulier, pour ouvrir à la navigation les grands lacs de l'Équateur, et pour établir une chaîne de stations militaires et de centres commerciaux à travers le centre de l'Afrique, » disaient les instructions données par le Khédive à sir Samuel

Baker. Ce dernier était énergique et détestait la traite; il fit son possible pour remplir la mission qui lui était assignée, mais il était mal servi par ses subordonnés, qui ne partageaient pas ses idées sur la traite, et ne voyaient dans cette expédition, que le butin qu'on pourrait y recueillir; pendant la durée de la campagne, les chefs de bandes s'abstinrent de faire leurs razzias, mais, comme on pouvait s'y attendre, sitôt l'expédition finie, la traite recommença avec d'autant plus d'ardeur qu'elle avait subi un temps d'arrêt.

En 1874, le colonel Gordon reprit l'œuvre de sir S. Baker, il la continua jusqu'à la révolte du Soudan: puis chacun sait comment celui dont le nom seul terrorisait les marchands d'esclaves qu'il avait traqués avec tout le fanatisme d'un illuminé, s'allia tout-à-coup au plus puissant d'entre eux et lança de Khartoum une proclamation esclavagiste.

Dans l'intervalle, le 4 août 1877, l'Angleterre avait signé avec le khédivé une convention par laquelle la vente de famille à famille des esclaves nègres ou abyssins, demeure prohibée en Egypte d'une façon absolue sur tout le territoire compris entre Assouan et Alexandrie, 7 ans après la promulgation de ladite convention, et 12 ans après, pour le Soudan et les autres provinces égyptiennes.

Pas plus que les autres, cette convention n'a eu un résultat effectif; la traite continue subrepticement en

Égypte, comme au Maroc, en Turquie, en Arabie et dans tous les pays de l'Orient ; les rapports et dépêches des consuls et des officiers des croiseurs en font foi (*Livre bleu*, présenté au Parlement anglais en juin 1888).

Le nord de l'Afrique n'est pas cependant la partie de ce continent où l'esclavage soit le plus répandu et où la traite ait pris le plus grand développement ; pour voir ce trafic s'exercer dans toute son étendue, il faut se diriger vers l'est, car c'est de la côte orientale que partent tous les convois qui alimentent les marchés les plus importants, ceux de l'Arabie, de la Perse et de la Turquie, où les esclaves arrivent souvent par cette voie détournée pour échapper à la surveillance des consuls européens.

Zanzibar fut longtemps un dépôt considérable ; car, outre les esclaves que la principauté absorbait pour son usage personnel, c'était un lieu de transit, une sorte de halte, où les noirs refaisaient leur santé altérée par un long voyage, avant de repartir pour des marchés plus lointains. Chaque année, 20.000 esclaves environ entraient à Zanzibar ; or, 2 ou 3.000 suffisent à la consommation de l'île ; cette exportation était une source de bénéfices pour le sultan, chaque esclave payant à son entrée un droit de douane (jusqu'en 1874, ces droits de douane sur l'entrée des esclaves donnèrent au trésor un revenu annuel de

250.000 francs.) L'Angleterre avait bien conclu, en 1845, un traité avec le sultan de Zanzibar, Saïd-Saïd, par lequel ce dernier s'engageait à interdire l'exportation des esclaves de son territoire; puis, par une convention additionnelle, il avait défendu le transit des esclaves dans toute sa principauté, du 1^{er} janvier au 1^{er} mai, époque à laquelle avaient lieu les transbordements, les navires négriers profitant de la mousson du nord-est ¹.

Mais ici, comme dans bien d'autres pays, tous ces traités n'étaient qu'une concession de pure forme, faite à la puissante influence de l'Angleterre; et quant au droit de visite que pouvaient exercer les croiseurs de cette puissance, aux alentours de l'île, pour veiller à la stricte exécution du traité, c'était un droit illusoire, car les nombreux récifs qui entourent de tous côtés Zanzibar empêchaient les croiseurs de s'approcher et fournissaient aux barques arabes des abris sûrs où elles pouvaient attendre un moment favorable pour traverser la zone dangereuse. Cet état de choses dura fort longtemps, mais quand on sut, par les récits de Livingstone et de Stanley, tous les détails de la traite, quand on apprit qu'à peine un sur cinq des esclaves capturés arrivait à Zanzibar, et que beaucoup d'entre eux y arrivaient si faibles que leur

1. *L'esclavage à Zanzibar*, *Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1874.

valeur n'atteignant pas le droit de douane, on les jetait à la mer, l'opinion publique s'émut, et le gouvernement anglais résolut d'agir d'une façon énergique et prompte auprès du sultan de Zanzibar, pensant que si on parvenait à supprimer cette station intermédiaire, on porterait du même coup une grave atteinte au commerce des esclaves ; les barques arabes qui partent de l'extrémité méridionale de la côte est de l'Afrique, n'oseraient pas entreprendre un voyage aussi long que celui qui les conduirait à la côte de l'Arabie ; et, en tous cas, il leur serait difficile d'échapper, pendant un si long parcours, à la surveillance des croiseurs.

Sir Bartle Frere, ancien gouverneur de Bombay, particulièrement compétent en matière d'esclavage, fut envoyé par le gouvernement anglais auprès du sultan de Zanzibar, avec la mission d'obtenir de ce prince la fermeture immédiate et définitive du marché d'esclaves et la défense absolue de toute importation ou exportation de son territoire. Sir Bartle Frere eut beau montrer au sultan le texte de nombreux traités analogues que la Grande-Bretagne avait conclus avec des chefs arabes, celui-ci ne voulut pas renoncer à une source de revenus aussi considérables ; ce ne fut que sur la menace que fit l'envoyé britannique, d'employer la force et d'ordonner un blocus effectif, que le sultan signa, le 5 juin 1873, le

traité qu'exigeait l'Angleterre, et le même jour ferma le marché d'esclaves ¹.

Même en admettant que le sultan de Zanzibar, oubliant la contrainte qu'il avait subie et le préjudice qui lui avait été causé, se soit décidé à appliquer avec une entière loyauté le traité qu'il avait signé, et à poursuivre un but dont la nécessité ne devait pas lui sembler bien urgente, comment admettre qu'il ait réussi ? son autorité ne se faisant sentir que dans un rayon assez limité autour de sa résidence ; les possessions qu'il avait sur la côte d'Afrique, en face de Zanzibar, échappaient complètement à son influence et étaient dans un état de révolte perpétuelle ; il ne pouvait empêcher les embarquements ou les débarquements aux extrémités de son île, et les difficultés qu'éprouvaient les croiseurs pour le droit de visite, aux alentours de son territoire, existaient après comme avant le traité du 5 juin 1873 ².

Cette traite qui amenait des esclaves à Zanzibar était la traite maritime ; l'Angleterre continuait sa politique traditionnelle en faisant sur cette matière un traité avec une autre puissance ; c'est ainsi que la traite était entrée dans le domaine du droit des gens. Mais la traite qui amène des esclaves à l'Egypte, au

1. *Anti Slavery, Reporter* 1873.

2. Le littoral de l'île de Zanzibar a 1600 kil. de côtes, et le territoire du sultan comprend une surface de 500.000 kil. carrés.

Maroc, celle qui va chercher jusqu'au centre du continent noir, des esclaves pour les conduire à Souakim, à Massaouah, ou autres ports d'embarquements, est une forme différente de la traite, ou plutôt une forme qui n'avait pas jusqu'ici attiré l'attention des peuples civilisés.

Il n'y a pas ici les mêmes raisons que dans la traite maritime pour qu'elle entre dans le droit des gens ; le trafic n'emprunte pas une voie commune à tout le monde, comme l'autre ; si une nation veut interdire à un peuple de laisser le libre usage de ses routes à telle ou telle sorte de caravane, c'est un acte d'intervention dans les affaires intérieures d'une autre nation peu conforme aux principes du droit des gens. On admet en effet qu'un État ne saurait s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre État que dans des cas spéciaux soigneusement limités : si les événements qui se passent dans cet État menacent l'ordre public international ou si les troubles qui ont lieu dans un État limitrophe entament la frontière de la nation voisine et viennent y porter le désordre. L'esclavage et la traite ne rentrent pas dans ces faits exceptionnels, ils ne constituent pas une atteinte au droit public international, si l'on considère qu'ils ont été fort longtemps admis par les nations civilisées ; en droit, l'intervention, au point de vue de l'esclavage et de la traite n'est pas légitime, elle ne saurait le devenir par

ce fait qu'elle s'exerce vis-à-vis de peuples faibles et peu civilisés.

Mais ne peut-on pas dire que les grands États civilisés ne sauraient rester indifférents à cet état de choses sans une sorte de complicité morale? S'ils pensent que leur intervention peut mettre fin à une situation déplorable, si par ce moyen l'on peut arracher des millions de créatures à une mort cruelle, arrêter la dépopulation d'un continent immense, rendre l'espérance à des nations entières décimées par la traite, devra-t-on s'abstenir sous prétexte d'obéir à la logique inflexible des principes? Comme le dit Bluntschli, le gouvernement des États ne peut s'exercer de manière à anéantir le droit le plus élevé et le plus général de l'humanité car les États sont un organisme humain et ils doivent respecter les droits reconnus partout aux hommes ¹.

Et c'est ainsi qu'à la conférence de Berlin, en 1885, l'aréopage européen a considéré que cette question était de son ressort; de même qu'au commencement du siècle les congrès de Vienne, d'Aix-la-Chapelle et de Vérone, s'étaient occupés de la traite maritime, de même la conférence de Berlin a pris en main la cause de la traite terrestre, pensant que cette question était assez grave pour que tous les peuples civilisés eussent intérêt à s'en occuper; ce n'est pas parce que le com-

1. Bluntschli, *Le droit international codifié*, p. 220.

merce des esclaves prend une force nouvelle qu'il pourrait perdre son droit à l'attention des puissances qui le combattent ; et quelle question est plus digne d'arrêter le droit des gens, que celle qui menace de ruiner, non pas seulement une nation, mais de dépeupler, à bref délai, un continent tout entier, renfermant une population qu'on évalue à 80.000.000 ?

Au mois de septembre 1876, le roi des Belges invita des délégués à une conférence, où l'on devait discuter l'exploration et la civilisation de l'Afrique et l'abolition de la traite. La conférence se réunit au Palais de Bruxelles, le 15 septembre 1877 « avec la pensée de préparer la solution d'un des plus grands problèmes que la science et la philosophie aient agités dans ces derniers temps ¹. »

Six nations européennes étaient représentées ; l'Espagne, le Portugal et la Hollande s'abstinrent. La conférence décida d'établir, en Afrique, des stations reliées les unes aux autres : d'abord, de la côte orientale de l'Afrique au lac Tanganyka, l'espace intermédiaire entre les diverses stations devait être parcouru par des agents qui auraient pour mission de faire connaître aux noirs les bienfaits de la civilisation et de leur fournir des armes pour pouvoir se défendre contre les marchands d'esclaves. Un peu plus tard, les voyages de Stanley appelèrent l'attention sur la côte occiden-

1. Tourmagne, *Histoire de l'esclavage ancien et moderne*.

tales de l'Afrique et, en 1879, on l'envoya au Congo, comme chef d'une association destinée à l'occuper et à ouvrir au commerce et à la civilisation ces immenses contrées renfermant plus de 42.000.000 d'habitants ; lui aussi devait fonder des stations comme celles qu'on projetait sur la côte opposée.

La question de la traite africaine qui avait été effleurée dans la conférence de Bruxelles, se présenta de nouveau, quelques années plus tard, dans une assemblée bien plus importante ; dans la séance du 1^{er} décembre 1884 de la conférence de Berlin, le ministre des États-Unis demanda à l'assemblée de formuler une interdiction spéciale à l'égard de la traite terrestre ; car jusqu'alors le mot traite n'était compris que dans le sens de la traite maritime. La proposition du ministre des États-Unis est reprise par l'ambassadeur d'Angleterre, qui demande à la conférence d'interdire et la traite et le commerce qui fournit des nègres à la traite (c'est-à-dire la traite maritime et la traite terrestre) et d'insérer cette prohibition dans un acte spécial et séparé pour bien montrer l'importance qu'y attache la conférence.

La conférence s'entendit pour formuler une déclaration séparée qui forme l'art. 9 de l'acte général de la conférence de Berlin (26 février 1885) et est ainsi conçu :

« Conformément aux principes du droit des gens, tels

qu'ils sont reconnus par les puissances signataires, la traite des esclaves étant interdite, et les opérations qui, sur terre ou sur mer, fournissent des esclaves à la traite, devant être légalement considérées comme interdites, les puissances qui exercent ou exerceront des droits de souveraineté ou une influence dans le territoire formant le bassin conventionnel du Congo, déclarent que ces territoires ne pourront servir ni de marché ni de voie de transit pour la traite des esclaves de quelque race que ce soit. Chacune de ces puissances s'engage à employer tous les moyens en son pouvoir pour mettre fin à ce commerce et pour punir ceux qui s'en occupent. »

Cette déclaration lie toutes les puissances signataires : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède-Norvège et la Turquie.

La portée de la déclaration de l'article 9 s'étend à tout le bassin conventionnel du Congo, c'est-à-dire depuis le 5° degré de latitude, au nord, jusqu'à l'embouchure du Zambèze au sud.

Cette déclaration de la conférence de Berlin a-t-elle une grande utilité pratique ou n'est-ce qu'une manifestation humanitaire de pure forme, comme celles des congrès de Vienne, d'Aix-la-Chapelle et de Vérone ? On pourrait croire que cette unanimité des

grandes puissances allait être le prélude d'une action vigoureuse contre la traite, que tout au moins on chercherait les moyens de ruiner le commerce des marchands d'esclaves, il n'en a rien été : c'est que la conduite des puissances ou de leurs agents est toute différente dans ces pays barbares et en Europe. Prenons un des États signataires de l'article 9, le Portugal, par exemple. Ce n'est qu'en 1877 que le gouverneur général du Mozambique (qui appartient au Portugal) a officiellement interdit à Quillmané la vente publique des esclaves venus du bassin du Zambèze. Et toujours à propos de cette même nation, Cameron nous dit : « Les Portugais tiennent les clefs des routes qui partent de Loanda et de Benguela ; ils ferment les routes au commerce étranger et sont moralement complices des marchands d'esclaves, des ravisseurs de femmes et d'enfants (*A travers l'Afrique*). »

Le cas du Portugal n'est pas un cas isolé ; nous verrons des exemples plus éclatants et tout récents.

Leministre d'Espagne avait, à la conférence de Berlin, soumis des observations et un vœu au sujet du droit de visite accordé par des traités sur la côte occidentale d'Afrique. La conférence ne fut pas appelée à se prononcer sur les observations du plénipotentiaire espagnol, car elles n'avaient pas le caractère d'une proposition définitive mais énonçaient seulement un *desideratum*.

Le ministre d'Espagne expliquait comment, depuis 1835, son gouvernement, lié par un traité, était soumis à un droit de visite très rigoureux pour tout vaisseau naviguant dans les mers de l'Afrique occidentale ; sans doute ce droit de visite était tombé en désuétude, depuis que l'abolition de l'esclavage en Amérique avait ruiné ce genre de commerce, dans ces parages : mais ce droit de visite, s'il n'était pas exercé, était du moins une menace constante et pouvait mettre à néant les déclarations de la conférence sur la liberté de commerce et de navigation, dans tout le bassin conventionnel du Congo et aux embouchures du Congo et du Niger.

En conséquence, le comte de Benomar émettait le vœu : 1° qu'on annulât d'un commun accord tous les traités accordant un droit de visite sur la côte occidentale d'Afrique et qu'on proclamât la liberté de navigation du détroit de Gibraltar au cap de Bonne-Espérance ; 2° qu'on remplaçât les traités par des mesures efficaces contre la traite sur la côte occidentale d'Afrique.

Comme exemple de ces mesures efficaces, le plénipotentiaire espagnol citait la création d'un tribunal formé des consuls du Congo pour juger les prises et d'une petite escadre formée de croiseurs appartenant aux puissances signataires pour poursuivre les négriers.

On comprend fort bien que l'Espagne éprouvât le désir de se soustraire à la menace constante de la stricte exécution du traité de 1835 ; il est très naturel d'établir la liberté complète des mers du détroit de Gibraltar au cap de Bonne-Espérance ; mais ce que l'on comprend moins, c'est qu'après avoir démontré au début de ses propositions que la traite n'existait plus sur la côte occidentale d'Afrique afin d'établir l'inutilité du traité de 1835, le plénipotentiaire espagnol se crût obligé de proposer des mesures pour réprimer un trafic qu'il déclarait éteint.

C'étaient les prémisses de ces propositions qui étaient vraies ; si l'ouest de l'Afrique est, lui aussi, ravagé par la traite terrestre qui fournit des recrues à l'esclavage local, c'est aujourd'hui à la côte orientale que les noirs sont amenés quand ils doivent quitter le sol du continent africain. Cette question de la traite orientale, un moment assoupie, fut de nouveau soulevée, au mois de juillet 1888, par un prélat français ; le cardinal Lavigerie, archevêque de Carthage, fut chargé par le pape Léon XIII de montrer au monde chrétien les horreurs de la traite et de prêcher une nouvelle croisade pour l'abolition de ce trafic. A Paris, à Londres, à Bruxelles, en Italie, en Autriche, le cardinal éleva la voix en faveur des cinq mille victimes que chaque jour fait la traite ; partout le vieux missionnaire rencontra des adhésions et des encou-

ragements, et chacun admira l'homme qui, à la fin d'une carrière si remplie, commençait une œuvre si grande. Mais quels sont donc les moyens que propose le cardinal Lavigerie pour abolir la traite ? Il propose de former une milice composée des volontaires des divers pays de l'Europe ; cette milice serait calquée sur l'ancienne organisation des ordres de Malte et de Saint-Lazare, mais avec les modifications que comporte un état de civilisation plus avancée ; puis, établie au centre même des pays où la chasse à l'homme se pratique avec le plus d'étendue et de férocité, elle protégerait les malheureux habitants auxquels on veut ravir leur liberté et tiendrait en respect les marchands d'esclaves.

Sans méconnaître ce que cette idée renferme de séduisant et de généreux, peut-on espérer que ce moyen suffira ? Sans doute cette petite troupe sera munie d'armes perfectionnées, mais les chasseurs d'esclaves ne sont-ils pas dans le même cas ? Ces cinq ou six cents hommes habitués aux climats tempérés de l'Europe ne seront-ils pas décimés par la température des tropiques, par les fatigues, par la maladie ? une fois le premier moment d'enthousiasme passé, le recrutement sera-t-il facile et ceux-là mêmes qui auront été, au début, les plus chauds partisans de l'entreprise ne voudront-ils pas reprendre leur vie d'autrefois ? et que sera cette petite cohorte, isolée dans

un territoire plus grand que l'Europe? pourra-t-elle donc occuper toutes les routes qui traversent cet immense territoire, protéger tous les villages que renferme une contrée de 80 millions d'habitants? Si on suppose, et on peut toujours le supposer dans un pays imparfaitement connu, que cette milice soit mise en déroute par une petite armée de marchands d'esclaves, quel retentissement, dans tout le continent noir, quel échec pour l'influence des Européens dans l'Afrique toute entière, quelle audace cette victoire sur les infidèles ne donnera-t-elle pas aux marchands d'esclaves? Au point de vue du droit des gens, est-il admissible que des individus, mûs, c'est vrai, par des sentiments généreux, mais enfin ne tenant leur mission que d'eux-mêmes, aillent guerroyer dans des pays soumis à une autorité étrangère, s'arrogeant droit de vie et de mort sur ceux qu'ils combattent ou font prisonniers?

On^a indiqué une autre solution -- ou plutôt ceux qui l'ont proposée y ont été amenés par une autre nécessité. Depuis assez longtemps, l'Allemagne a des visées coloniales sur la côte orientale d'Afrique. Déjà, en 1884, il s'est formé dans ce pays une société de l'Afrique orientale et, le 25 février 1885, la chancellerie impériale lui a délivré des lettres de protection. Le 26 octobre 1886, intervenait une convention diplomatique à laquelle la France a pris part pour fixer les

limites d'une étroite bande de terrain que le sultan de Zanzibar gardait sur la côte. L'Angleterre et l'Allemagne convenaient, en outre, de tirer une ligne de la côte au lac Nyanza, au nord et au sud de laquelle chacune de ces puissances serait libre d'exercer son influence¹. Mais les tentatives coloniales de la société allemande n'ont pas été sans difficultés ; les indigènes se sont révoltés ; exaspérés par les vexations des Allemands, ils ont détruit les comptoirs de la société et obligé ses agents à prendre la fuite.

Le gouvernement allemand se trouva fort embarrassé ; si, d'un côté, il ne voulait pas laisser sans secours la société à laquelle il avait promis protection et renoncer d'une façon définitive à un débouché qui pouvait dans quelques années devenir fort important, il se souciait peu de s'embarquer seul dans une aventure qui pouvait être grosse de difficultés. Le gouvernement allemand résolut alors de demander à l'Angleterre sa coopération ; elle a des intérêts dans la même région et une grande influence à Zanzibar ; mais l'Angleterre, se souciant peu d'une nouvelle entreprise coloniale, les cabinets de Londres et de Berlin décidèrent une action commune pour arriver à la suppression de la traite ; l'Allemagne affirma que les dommages éprouvés par la société et par ses agents étaient dus à l'hostilité des Arabes marchands d'escla-

1. *Journal des Débats*, 8 novembre 1888.

ves et pria l'Angleterre de s'associer à elle pour les réduire à l'impuissance ; la question prenant cette tournure, l'Angleterre ne pouvait rester indifférente, à moins de renoncer à une politique séculaire.

C'est bien ainsi que l'Angleterre a compris la chose ; le marquis de Salisbury met une bonne partie des évènements actuels sur le compte des erreurs commises par la société allemande et de son dédain du caractère et des habitudes religieuses des indigènes, mais il reconnaît, dans la dépêche qu'il adresse à l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin, que du moment qu'on met en avant la question de la suppression de la traite, l'Angleterre ne peut s'abstenir ¹.

Pour mener à bien cette lutte contre la traite, le gouvernement allemand, constatant qu'une expédition à l'intérieur très difficile dans un pays inconnu n'aurait que des résultats éphémères et que, d'autre part, l'établissement de stations permanentes dans l'intérieur nécessiterait de très lourds sacrifices d'hommes et d'argent, proposa au cabinet de Londres :

1° D'établir, avec le consentement du sultan de Zanzibar, le blocus des côtes de l'Afrique orientale, dépendantes du territoire du sultan, en vue de sup-

1. *Correspondence respecting suppression of slave trade in East African Waters*. Documents communiqués au Parlement anglais, novembre 1888, n° 2.

primer *l'exportation des esclaves et l'importation des armes et des munitions de guerre* ;

2° De faire, de concert avec le cabinet de Berlin, des démarches auprès des autres puissances pour obtenir la concession d'un droit de visite, sans quoi le blocus ne saurait être efficace. (Communication faite par l'ambassadeur d'Allemagne au marquis de Salisbury, le 3 novembre 1888.)

Ces propositions furent agréées par l'Angleterre ; la défense d'importer sur la côte africaine des armes et des munitions de guerre, devait avoir pour effet d'enlever aux marchands d'esclaves les instruments nécessaires à leurs razzias et aux indigènes insurgés le moyen de lutter avec quelque avantage contre la société allemande. Les possessions portugaises du Mozambique étant limitrophes des possessions allemandes, on pouvait craindre que la contrebande ne s'exerçât de cette manière, mais on obtint du Portugal qu'il défendît également l'importation des armes et des munitions.

Il restait à faire les démarches que l'Allemagne proposait auprès des diverses puissances pour obtenir d'elles la concession du droit de visite. La plupart des puissances maritimes ayant déjà accordé ce droit à l'Angleterre par divers traités, c'était surtout auprès de la France qu'il y avait lieu d'intervenir, d'autant plus que la France avait depuis longtemps l'habitude

d'accorder à certaines barques arabes qui naviguent dans ces parages, le droit d'arborer son pavillon.

En ce qui concerne l'importation des armes et des munitions de guerre, le droit de visite sur n'importe quel navire, portant n'importe quel pavillon, découlait du droit des gens, du moment qu'une ou plusieurs puissances établissaient un blocus effectif ; à ce sujet, il n'y avait point lieu d'ouvrir des négociations ; mais il n'en était pas de même en ce qui concerne la traite des esclaves, cette dernière circonstance ne donnant point ordinairement le droit de visite, au cas de blocus ; au mois de novembre 1888, il avait été dit dans une séance de la Chambre des lords, que le gouvernement français avait accordé à l'Allemagne et à l'Angleterre, au point de vue de la traite, le droit de visite sur les bâtiments porteurs de son pavillon dans toute la zone qui embrassait le blocus ; on avait même présenté cette concession comme une grande victoire remportée sur les traditions que la France conservait précieusement, depuis le traité de 1845 ; c'était une erreur, car, ainsi qu'il ressort de la déclaration faite à la Chambre des Députés, le 19 novembre 1888, par le ministre des affaires étrangères, le gouvernement français s'est borné à détacher un croiseur de ces parages pour veiller à ce que les navires porteurs de son pavillon, principalement les boutres arabes qui ont

reçu des lettres de francisation, ne profitassent pas de ce privilège pour se livrer à la traite.

Le 2 décembre 1888, le blocus des côtes orientales de l'Afrique fut déclaré par les amiraux anglais et allemands, et il a commencé le 9 du même mois.

Voilà où en est aujourd'hui cette question de la suppression de la traite. On a dit qu'il suffirait, pour étouffer ce trafic ou pour le restreindre, de défendre l'importation des armes et des munitions de guerre d'une part, et d'autre part d'empêcher les barques arabes de quitter la côte après y avoir pris un chargement d'esclaves. Outre que, comme nous l'allons voir, tout à l'heure, ces mesures ne sont pas prises le moins du monde dans l'intérêt des nègres, elles sont illusoires : même, si elles étaient strictement exécutées, elles seraient inefficaces. Ces mesures sont illusoires, car comment peut-on envisager sérieusement pour quelques navires la possibilité de bloquer 3000 lieues de côtes ? Et même en admettant que le blocus fût effectif, quel remède porterait-il à la chasse aux esclaves dans l'intérieur de l'Afrique ? car ce ne sont point seulement les peuples de l'Asie qui demandent des esclaves au continent africain ; il faut encore approvisionner toute l'Afrique du nord et tous les marchés intérieurs. Pour ce qui est de l'importation des armes et des munitions de guerre, outre que les marchands d'esclaves ont peut-être des approvision-

nements considérables, comment empêcher leur entrée par l'Afrique du nord, comment demander au Portugal de surveiller assez rigoureusement ses frontières limitrophes aux possessions allemandes pour déjouer toute contrebande?

Tout le monde sait, du reste, que cette question de la suppression de la traite n'est qu'un trompe-l'œil et que c'est un autre but qu'on poursuit, que la Société allemande de l'Afrique orientale n'a pas à se plaindre particulièrement des marchands d'esclaves; on le sait, en Allemagne comme ailleurs, car dans le numéro de décembre 1888 des *Nouvelles de la Société des Missions évangéliques allemandes*, l'inspecteur des missions de cette Société, le docteur Buttner, parle avec indignation de la conduite des agents de la Société, cause de tous les troubles qui sévissent actuellement dans ces parages. Dans une lettre parue dans le *Times*, le 28 novembre 1888, et datée de Zanzibar, l'évêque missionnaire anglais Smythies qui, depuis de longues années, s'occupe de l'évangélisation de l'Afrique, écrit : « Il existe un plan de la part des Allemands, pour soutenir leur prestige et faire croire que, comme ils le prétendent, les troubles actuels sont causés par l'opposition des trafiquants d'esclaves et non pas par la conduite monstrueuse de la Compagnie allemande. — Tout le monde ici sait que la traite des esclaves n'a rien à voir dans ces

affaires. » Et plus loin : « Je veux croire que l'action de notre gouvernement a pour but d'éviter de pires alternatives, mais il est lamentable qu'il se soit solidarisé avec les Allemands dans l'esprit des indigènes à ce moment-ci ; notre façon généralement juste et équitable d'agir a amené les noirs à croire que c'est réellement par de bons motifs que nous combattons la traite. Mais ils ne croiront jamais que les Allemands qui viennent d'assassiner cent huit indigènes, sans avoir reçu eux-mêmes la plus légère égratignure, soient poussés par des motifs élevés de philanthropie. »

Et ceux, du reste, qui auraient pu conserver quelques illusions sur la lutte entreprise par deux grandes puissances contre la traite, n'ont pas manqué de les perdre en lisant le discours que le chancelier de l'Empire allemand prononçait sur la politique coloniale de son gouvernement le 18 janvier 1889 au Reichstag. On y voit que, si les raisons philanthropiques et humanitaires ont été mises en avant, c'était pour engager d'autres États à s'entendre avec l'Allemagne pour appuyer cette puissance ; mais l'heure des considérations morales est passée, et on dévoile aujourd'hui qu'il ne s'agit guère plus que d'un intérêt politique.

L'Angleterre n'est pas entrée dans cette affaire avec un intérêt aussi évident ; elle y a été poussée un peu à contre-cœur ; mais ce pays qui, tout dernière-

ment encore, était à la conférence de Berlin le premier instigateur de l'art. 9, n'a pas toujours en Afrique une conduite aussi correcte qu'en Europe; l'un des journaux les plus répandus de la presse provinciale anglaise, le *Manchester Guardian*, racontait, il y a quelques semaines, et citait même en son entier le traité conclu par M. Mackensie et le général Mathews, représentant une Société anglaise, l'*East african trading company*, d'une part, et Saïd Achmed Ben Soliman, d'autre part, ministre du sultan de Zanzibar. Or, ce traité permet la traite des esclaves dans le territoire appartenant à la Société anglaise et permet, en outre, l'extradition des esclaves qui viendraient chercher aide et protection dans les établissements tenus par les missionnaires anglais.

On sait que l'Angleterre qui accuse la France de protéger les boutres arabes qui font le transport des esclaves, n'a pu conserver leur prospérité à Maurice, à Natal et à d'autres de ses colonies qu'en y déportant les nègres qu'elle avait capturés; que le consul d'Angleterre à Zanzibar envoie dans des propriétés anglaises les nègres pris à bord des navires qui font la traite; ils y reçoivent un salaire dérisoire et sont obligés de travailler pour le propriétaire; on sauve les apparences, voilà tout¹.

Puisque, de l'aveu même des gouvernements qui

1. *Le Temps*, 21 janvier 1889.

ont établi un blocus sur la côte orientale de l'Afrique, la suppression de la traite n'est qu'un trompe-l'œil et une dérision, puisque ce blocus, au cas où il aurait quelque résultat, ne peut, par sa nature même, n'être que transitoire, on ne peut raisonnablement voir, dans des mesures de cette espèce, le moyen d'arriver à la suppression de la traite.

Quelques personnes ont alors pensé qu'il y avait lieu, pour obtenir ce résultat, de convoquer une conférence internationale. Le 15 décembre 1888, M. Windthorst déposait une motion en ce sens qui était adoptée par le Reichstag. Le même vœu était formulé à la Chambre des communes.

Si l'on croit que l'initiative et l'entente des puissances européennes est la meilleure solution de la question, si l'on pense que c'est réellement un but humanitaire et philanthropique, non pas un intérêt colonial ou autre qui réunira leur unanimité, si l'on n'est pas découragé par l'exemple récent que viennent de donner l'Angleterre et l'Allemagne, que peut-on espérer d'une conférence internationale ? Il nous semble que ce Congrès, à part les démonstrations platoniques qu'il peut émettre, ne peut prendre que deux genres de résolutions.

1° Ordonner un blocus de la côte orientale de l'Afrique ; or, la difficulté, ou plutôt l'impossibilité de faire un blocus sans délai fixe, d'immobiliser un

grand nombre de bâtiments, de surveiller 3.000 lieues de côte, reste toujours le même ;

2° Défendre l'importation des armes et des munitions de guerre, comme cela existe déjà pour la côte orientale et pour le Congo (décret du roi des Belges du 11 octobre 1888), mais les armes et les munitions entreront par l'Afrique du Nord et la Tripolitaine, et l'on ne peut vraiment songer à bloquer aussi l'Afrique du Nord, les marines de l'Europe entière n'y suffiraient pas et, du reste, cela empêcherait-il d'exister les marchés de l'intérieur ? le Maroc et l'Égypte cesseraient-ils pour cela de demander des esclaves aux chasseurs arabes ?

Ces deux moyens de combattre la traite, on les voit à l'œuvre aujourd'hui, et personne n'y ajoute beaucoup de foi ; en admettant même que dans l'avenir ils fussent exercés avec la volonté sincère de combattre la traite, amèneront-ils un meilleur résultat ?

Ce n'est pas au droit des gens qu'il faut s'adresser pour arriver à la suppression de cette traite, ce n'est pas à l'entente des puissances, mais à l'initiative des particuliers ; le passé est là pour nous apprendre que les mesures coercitives ne valent rien en cette matière ; nous nous rappelons que les antiesclavagistes anglais qui avaient le plus poussé leur gouvernement à conclure des traités stipulant le droit de visite, ont été les premiers à reconnaître que les conventions

avaient eu pour les noirs un résultat néfaste ; jamais on ne pourra empêcher la contrebande, et tant que les peuples esclavagistes continueront à demander des esclaves, ils trouveront des chasseurs pour leur en fournir ; les défenses feront monter le prix des noirs ; en assurant à ceux qui les vendent un bénéfice plus considérable, ils les pousseront à tout risquer pour l'obtenir.

Tant que les peuples musulmans conserveront leur religion ; ils pratiqueront la polygamie dont l'esclavage est la conséquence.

Le cardinal Lavigerie écrivait, le 26 août 1888, au rédacteur en chef de l'*Indépendance belge* :

« Je ne connais pas, en Afrique, un seul État musulman indépendant, grand ou petit, dont le souverain ne permette et le plus souvent ne pratique lui-même, sur ses propres sujets, dans les conditions les plus atroces de barbarie, la chasse et la vente des esclaves. »

L'esclavage, chez ces peuples, fait partie des traditions religieuses et politiques. La polygamie permettant à chacun d'avoir plusieurs femmes, il est impossible qu'une nation renferme un excédent de femmes suffisant pour satisfaire toutes les demandes, et alors il faudra bien aller en chercher chez les peuples voisins. L'esclavage de la femme n'est pas, du reste, ce que l'on pourrait croire, car elle donne des

enfants légitimes, et les plus grands seigneurs musulmans sont fils d'esclaves.

Pour empêcher ces peuples de demander des esclaves aux recruteurs, il faudrait les changer du tout au tout ; ce n'est pas seulement pour peupler leur harem qu'ils veulent des esclaves, c'est aussi parce qu'ils méprisent le travail, se souvenant de la parole que Mahomet disait à une de ses favorites : « Les anges ne visitent point la maison qui renferme une char-rue. »

Que si l'on ne veut tenir compte ni des mœurs, ni des traditions, ni de la religion des peuples auxquels on s'adresse, si, à toute force, on veut en venir aux moyens violents et comprimer la traite, le résultat sera funeste, car les razzias se feront avec bien plus d'ampleur pour remplir les vides qu'auront faits les saisies. Aussi longtemps que l'esclavage a existé dans les colonies de l'Amérique, la traite s'est faite sur la côte occidentale de l'Afrique ; tant que les peuples musulmans offriront un débouché aux chasseurs d'esclaves, la traite se fera sur la côte orientale.

La suppression de la traite n'est pas l'œuvre d'une proclamation internationale ou d'un traité, on ne peut la décider tout à coup si l'on veut faire œuvre durable.

Sir Bartle Frère, disait, pendant l'enquête qu'on fit à Londres, en 1871 :

« Vous pouvez arrêter la traite par la force, mais vous n'obtiendrez qu'un temps d'arrêt momentané. »

Avec Burton et Thomas Cooper, avec ceux qui se sont le plus préoccupés de la traite et ont le plus payé de leur personne, pour la liberté des noirs, nous pensons que la suppression de la traite est l'œuvre de la civilisation et du Christianisme ; apportez à ces peuples, avec les lumières de la civilisation, le goût du travail, permettez leur de trouver, dans un commerce légitime, la faculté de pourvoir à leurs besoins, montrez leur que cette liberté et cette égalité que vous réclamez pour leurs frères esclaves, vous les pratiquez à leur égard ; qu'une religion nouvelle leur enseigne la monogamie, le respect de la liberté et de la vie d'autrui ; cela vaudra mieux qu'un blocus ; les missionnaires feront plus pour la destruction de la traite que les croisières et les traités.

POSITIONS

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

DROIT ROMAIN

I

L'esclave affranchi avant d'avoir atteint sa trentième année devient affranchi latin.

II

La *manumissio censu* n'existait plus en fait, mais n'était pas légalement abolie au commencement de l'empire.

III

Il est actuellement impossible d'assigner une date certaine à la loi *Junia Norbana*.

DROIT FRANÇAIS

I

Le droit de visite ne constitue pas un remède efficace contre la traite.

II

Il n'existe point de différence entre le droit de visite, tel qu'il résulte des conventions anglo-françaises de 1831 et de 1833 et le droit de vérification du pavillon, tel qu'il résulte de la convention anglo-française de 1845.

III

La suppression de la traite ne saurait être l'œuvre du droit des gens.

POSITIONS PRISES HORS DE LA THÈSE

DROIT ROMAIN

I

La règle « *dies interpellat pro homine* » n'était pas admise à Rome, du moins en principe.

II

Les pactes et stipulations, même sous Justinien, ne pouvaient constituer des servitudes comme droits réels.

III

La compensation s'opérant de plein droit n'a jamais existé à Rome.

IV

La chose jugée ne laissait pas subsister d'obligation naturelle.



DROIT CIVIL

I

L'obligation d'exécuter les legs particuliers est limitée au montant de l'actif net de la succession.

II

L'individu né en France d'un étranger qui se conforme aux prescriptions de l'article 9 du Code civil, acquiert la nationalité française avec rétroactivité.

III

On ne peut acquérir les servitudes continues et apparentes par la prescription de 10 ou 20 ans.

IV

C'est par l'idée d'une prescription instantanée qu'il faut expliquer l'article 2279.

DROIT DES GENS

I

L'extradé qui a été acquitté ou qui a subi sa peine ne peut être livré par l'État requérant à une puissance tierce sans le consentement du pays qui l'a livré.

II

Un État étranger ne peut être poursuivi devant les tribunaux français pour l'exécution d'obligations contractées envers des Français.

DROIT CONSTITUTIONNEL

I

Les pouvoirs de l'assemblée nationale réunie en congrès sont limités par le vote préalable des deux Chambres.

II

Le Sénat peut rétablir des crédits refusés par la Chambre des députés, dans le budget en préparation.

Vu par le Doyen,
COLMET DE SANTERRE.

Vu par le Président,
RENAULT.

Vu :
et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

DROIT ROMAIN

DES AFFRANCHISSEMENTS ENTRE VIFS

	Pages
Introduction	5
Chapitre I^{er}. — <i>Manumissio censu</i>	9
Chapitre II. — <i>Manumissio vindicta</i>	15
Chapitre III. — De la loi <i>Ælia Sentia</i>	26
Chapitre IV. — Des affranchissements non solennels et de la loi <i>Junia Norbana</i>	40
Chapitre V. — Affranchissement <i>in sacrosanctis ecclesiis</i>	51
Chapitre VI. — Affranchissements entre vifs sous Justinien..	57

DROIT FRANÇAIS

LA TRAITE AU POINT DE VUE DU DROIT DES GENS

Chapitre I^{er}. — De la traite. — Comment elle rentre dans le droit des gens. — Son origine.....	63
Chapitre II. — Abolition de la traite, notamment en Angleterre et en France.....	70
Chapitre III. — La traite maritime et le droit de visite: — Conventions franco-anglaises de 1831 et de 1833. — Traité de 1841. — Convention franco-anglaise de 1845.....	94
Chapitre IV. — La traite des coolies.....	123
Chapitre V. — La traite terrestre.....	148
Positions	183



Châteauroux. — Typ. et Stéréotyp. A. MAJESTÉ.
